

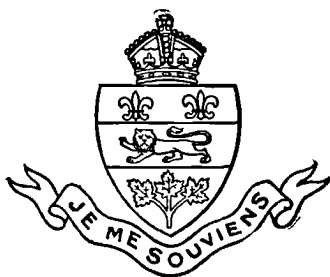
RAPPORT GÉNÉRAL
DU
Ministre des Travaux Publics
et du Travail
DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 JUIN

1914

Imprimé par ordre de la Législature



QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR E.-E. CINQ-MARS
IMPRIMEUR DU ROI

1914

A L'HONORABLE SIR FRANÇOIS LANGELIER, K. C. M. G.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Monsieur le lieutenant-gouverneur,

En conformité des articles 2363 et 2375 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport général sur le fonctionnement du département des Travaux publics et du Travail pendant l'année financière 1913-1914. Vous y trouverez les rapports spéciaux des chefs des différents services relatifs à la construction et à l'entretien des édifices du gouvernement, aux chemins de fer, à l'inspection des établissements industriels et des édifices publics et à l'exécution de la loi des différends industriels, à la construction des ponts métalliques, au fonctionnement des bureaux de placement provinciaux, à la comptabilité du département, etc.

TRAVAUX PUBLICS

Les travaux de la nouvelle bibliothèque sont en bonne voie d'achèvement. Il ne reste plus, au premier étage, qu'à terminer le parquet, le marbre des colonnes, et à installer les rayons de la bibliothèque. Le deuxième étage, destiné au Conseil Exécutif, etc., est temporairement occupé par le département de la Voirie. A tout événement, le tout devra être parachevé dans quelques mois, et la prise de possession de la bâtisse entière ne tardera pas à devenir un fait accompli.

Le Café-Chaufferie érigé dans la cour intérieure de l'Hôtel du Gouvernement est terminé, quant à la partie extérieure. Le système de chauffage qui a été installé dans le sous-sol de cette bâtisse donne des résultats très satisfaisants.

On trouvera dans le rapport de l'architecte du département le détail de tous les ouvrages de construction, de réparation ou de restauration qui ont été exécutés dans le cours de l'année, tant à l'Hôtel du Parlement qu'aux autres édifices de la province appartenant au gouvernement. Je tiens cependant à signaler l'installation faite l'été dernier à l'Hôtel du Gouvernement d'un système d'alarme pour prévenir les incendies. Le grand avantage de cet appareil est de signaler tout commencement d'incendie qui pourrait se produire dans une partie quelconque de l'édifice, prévenant ainsi et rendant pratiquement impossible un embrasement général.

Le 10 juillet dernier, j'autorisais notre artiste, M. Charles Huot, à exécuter à la voûte de la Grande Salle des délibérations de l'Assemblée

législative un tableau dit "Évocation",—interprétation de la devise de la province de Québec "*Je me souviens*". Ce tableau devra remplir l'intérieur du panneau du plafond, d'après une esquisse préparée par l'artiste et approuvée par le Conseil Exécutif. Il n'y a aucun doute que ce travail artistique sera un ornement pour notre salle des délibérations et un objet d'admiration pour les nombreux étrangers qui visitent notre ville.

L'appendice No. 1 publié à la fin de ce rapport, est le contrat signé, le 8 juin dernier, entre le gouvernement et M. Eucher Caron, pour la construction d'une annexe au palais de justice et prison de Hull.

L'appendice No. 2 est l'acte de cession par le gouvernement de cette province d'une parcelle de terrain formant partie du domaine de Spencer Wood, aux commissaires du chemin de fer Transcontinental.

CHEMINS DE FER

Le rapport du directeur des chemins de fer mentionne que deux contracts ont été signés dans le cours de l'année, l'un par la Cie Québec Central pour la construction d'un prolongement de sa ligne vers l'est, l'autre par la Cie The Saint-Francis Valley Railway pour la construction d'une voie de chemin de fer de 24.5 milles de longueur depuis Drummondville, dans le comté de Drummond, jusqu'à la ligne nord-ouest du village de Melbourne dans le comté de Richmond

DIFFÉRENDIS INDUSTRIELS

On ne lira pas sans intérêt le rapport du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage. Il contient, comme toujours, des détails très circonstanciés sur les conflits qui ont pu survenir entre les patrons et ouvriers. Les temps exceptionnels et malheureux que nous traversons ont causé un ralentissement sensible dans les différentes branches de l'industrie, diminuant d'autant les causes de conflits entre les employeurs et les employés; mais il est également certain que les propriétaires ou gérants d'établissements industriels aussi bien que les ouvriers, connaissant mieux aujourd'hui la loi, apprécient davantage les services qu'elle peut leur rendre et se montrent de plus en plus portés à accepter l'intervention d'un conciliateur qu'ils savent disposé à rendre justice à tous, et à régler à l'amiable une difficulté qui, sans cela, pourrait avoir des suites regrettables.

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES ÉDIFICES PUBLICS

Nos inspecteurs des établissements industriels constatent avec regret le malaise industriel qui existe un peu partout depuis quelques temps dans

la province. Espérons que ce relâchement d'activité ne sera que momentané, et que cette dépression sera bientôt suivie d'une ère de prospérité nouvelle qui se maintiendra pendant longtemps.

Dans le cours de l'année j'ai ajouté à notre personnel d'inspecteurs un officier spécialement chargé de l'inspection des fonderies. Cette nomination était surtout demandée par les ouvriers des grandes industries, où il y avait lieu d'opérer des réformes, tant sous le rapport de l'hygiène que sous celui de la sécurité des employés.

Une édition nouvelle de la Législation et Réglementation concernant les édifices publics, qui a été publiée le printemps dernier, contient, entre autres choses, des règlements visant la sécurité des employés de théâtres et des salles de cinématographie, suivant l'amendement passé à la dernière session.

BUREAUX DE PLACEMENT PROVINCIAUX

Les rapports des surintendants démontrent les services toujours de plus en plus appréciés que nos bureaux de placement rendent à la population ouvrière de nos villes, et ils confirment pleinement les espérances du gouvernement lorsqu'il décida la création de ces agences. Il est certain que l'existence de ces bureaux de placement constitue, dans l'ordre social à raison des services qu'ils sont appelés à rendre, une œuvre de progrès par excellence. Ce fait est complètement démontré dans les rapports publiés par les différents surintendants, les statistiques élaborées du bureau de Québec, et celles du bureau de Montréal, qui font voir, en plus des opérations de l'année courante, celles réalisées depuis le jour de l'ouverture de ce bureau jusqu'au 30 juin 1914.

CONSTRUCTION DE PONTS MÉTALLIQUES

La construction des ponts métalliques a encore été plus active cette année que les années précédentes. J'ai dû ajouter au personnel de mon département des ingénieurs pour pouvoir satisfaire aux demandes très nombreuses du public, et cependant plusieurs de ces demandes ont dû être ajournées jusqu'à ce que les ingénieurs aient eu le temps de visiter les sites ou de dresser les plans des ponts projetés. D'autre part, le nombre des ponts à construire est forcément limité par les crédits votés à cette fin. Le tableau qui forme la partie VIII de ce rapport énumère les ponts déjà construits et ceux en voie de construction, et les gravures insérées à la fin du volume indiquent le genre et les travées d'un certain nombre de ponts construits dans la province.

Nombre de ponts construits au 30 juin 1914.....	260
Nombre de ponts en construction.....	56
Coût des ponts construits, 30 juin 1914.....\$	1,552,600.98
Coût des ponts en construction.....	582,355.00
Nombre de nouvelles demandes.....	215

ABOLITION DES CHEMINS A BARRIÈRES ET DES PONTS À PÉAGE

La loi pourvoyant à l'abolition des chemins à barrières et des ponts à péage, sanctionnée le 3 avril 1912, continue à produire des résultats satisfaisants. La liste que je publie plus loin dans ce rapport indique les municipalités qui ont bénéficié des avantages de cette loi depuis le 1er juillet 1913 jusqu'au 1er juillet 1914.

Le nombre de ponts à péage abolis depuis la mise en vigueur de cette politique est de onze.

Le nombre de chemins à barrières est de six, et forme une étendue de 23½ milles.

Le montant total payé par le gouvernement, tant pour l'abolition des ponts à péage que pour les chemins à barrières, est de \$361,966.59.

PRÉVENTION DES INCENDIES

Comme suite à la loi adoptée contre les incendies, j'avais le plaisir, le 16 octobre 1913, d'organiser le bureau autorisé par cette législation en nommant un commissaire et un secrétaire. Cette loi contre les incendies a pour objet d'aider les municipalités de village à se protéger en leur facilitant, au moyen d'une prime, l'acquisition d'appareils pour combattre les incendies. Le commissaire m'a remis un premier compte-rendu de ce qui a été fait jusqu'ici et que je reproduis dans le présent rapport. Espérons que l'encouragement accordé par le gouvernement en vertu de cette loi aura pour effet de diminuer les calamités désastreuses dont ont souffert par le passé tant de municipalités importantes de cette province.

Comme le dit le commissaire dans son rapport, depuis le 16 octobre 1913, date de sa nomination, jusqu'au 1er juin suivant, quatorze demandes d'aides ont été produites, mais à cette dernière date aucun argent n'avait encore été payé, les municipalités n'ayant pas eu le temps de remplir les conditions exigées par la loi pour avoir droit à la subvention. Depuis le 1er juin jusqu'au commencement de décembre 1914, onze nouvelles demandes ont été reçues et quatre municipalités ont obtenu de l'aide, et la subvention qui a été payée à chacune d'elles forme la somme totale de \$5,680.00 mais ceci fera plutôt la matière du prochain rapport de mon département

Cinq demandes pour municipalités de ville ont également été reçues, mais n'ont pu être prises en considération, vu que la loi ne s'applique qu'aux municipalités de village.

INGÉNIEURS STATIONNAIRES

Conformément à la loi relative aux ingénieurs stationnaires adoptée à la dernière session, trois personnes ont été nommées pour composer le bureau des examinateurs. Ce bureau se réunira dans les principales villes de la province chaque fois que cela deviendra nécessaire. Cette législation, si favorable aux classes ouvrières en général, l'est encore davantage à ceux qui ont l'ambition de se faire qualifier comme ingénieurs. Elle ajoutera au prestige de l'association des ingénieurs stationnaires, et en fera incontestablement un corps d'hommes compétents dans l'exercice de leurs fonctions. En établissant sur des bases solides notre système d'examen des ingénieurs stationnaires, dit M. l'inspecteur en chef, le gouvernement aura tenu sa promesse. Nous aurons bientôt toute une génération d'ingénieurs plus instruits, mieux rémunérés et plus utiles au point de vue social et économique.

La composition de ce bureau est le dernier des différents services créés depuis que j'ai été appelé à diriger le ministère des Travaux publics et du Travail, et qui doivent être ajoutés à ceux qui existaient déjà.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux publics et du Travail.

Québec, 1er décembre 1914.

DU DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL, A QUÉBEC

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU . . . ministre.

ALPHONSE GAGNONsecrétaire.

ELZÉAR CHAREST.....ingénieur, directeur des travaux-
publics.

IVAN-E. VALLÉE.....asst.-ingénieur et asst.-directeur.

GEORGE SAINT-MICHEL, L.-P. VALLE-
RAND et JOSEPH PAQUET.....dessinateurs.

ARTHUR GAGNON.....comptable.

J.-H. BRASSARD assistant comptable.

E. GIBAUT.....teneur de livres.

J.-E. GARNEAU.....régistrare.

J.-A. TAILLON, CLAUDE DÉNÉCHAUD
et ERNEST MACKAY.....commis.

JOSEPH FORTIER.....contremaître à l'Hôtel du gouverne-
ment.

ADÉLARD GAGNON.....électricien.

PIERRE Fiset.....ingénieur des calorifères.

JOACHIM FORTIER, ALPHONSE BLANCHET et LOUIS LAVOIE.....messagers.

RAPPORT

DU,

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

I

ÉDIFICES PUBLICS

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR-DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

Québec, 1er juillet, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport annuel sur les différents travaux exécutés ou en cours d'exécution aux divers édifices de cette Province, soit pour des constructions nouvelles, soit pour des additions, des changements ou des réparations à des édifices déjà existants, depuis le 1er juillet 1913 au 1er juillet 1914. Ces différents travaux ont été faits sous le contrôle immédiat du département des Travaux publics et du Travail.

HOTEL DU GOUVERNEMENT

(Edifices de la Législature et des départements publics.)

Les travaux entrepris il y a quatre ans pour la construction de la nouvelle bibliothèque de la Législature sont maintenant presque terminés,

sauf certains ouvrages de détail au premier étage de cet édifice, lequel doit être spécialement affecté pour la bibliothèque.

Une partie des étages supérieurs est occupée depuis l'année dernière par le nouveau département de la Voirie en attendant un remaniement définitif des différents départements, dont quelques-uns seront installés dans cet édifice, au-dessus de l'étage devant servir de bibliothèque.

La bâtisse des pouvoirs (chaufferie et café) érigée dans la cour intérieure de l'Hôtel du Gouvernement et commencée il y a deux ans, est maintenant terminée pour la partie extérieure.

A l'intérieur, l'appareil destiné à chauffer tous les édifices est maintenant complété. Les raccordements à faire avec le système primitif de l'ancien édifice devront être terminés à l'automne, de façon à pouvoir chauffer toutes les bâtisses par ce nouveau système dès l'hiver prochain.

Les fournaies primitives ont été enlevées dans l'ancien édifice pour faire place aux réchauds (heaters), qui feront partie du système de chauffage général pour toutes les bâtisses mentionnées plus haut.

L'amélioration du système d'éclairage électrique au moyen d'une nouvelle installation des fils et conduits a été exécutée au point de vue de la sécurité et pour prévenir les incendies. Commencée en 1913, elle a été continuée dans le cours de la présente année, conformément aux exigences et règlements de l'Association des "Underwriters".

Un nouveau système d'alarme automatique pour les incendies a été installé dans cet édifice dans le cours de l'année. Quoique cette bâtisse soit construite à l'épreuve du feu, il y a souvent à craindre des commencements d'incendie qui peuvent survenir isolément dans certaines parties de la bâtisse, et qui seraient immédiatement signalés grâce à cet appareil qui fonctionne au moyen de la chaleur que dégage un commencement d'incendie dans n'importe quelle partie de l'édifice et qui met en branle la sonnerie, qui est elle-même reliée au système d'alarme de la ville.

Afin d'éclairer l'ancien édifice à l'extérieur, des lampes à arc ont été installées aux angles de celui-ci. Ces lampes sont suspendues à des consoles en fer et en bronze fixées solidement dans la pierre de chacun des angles.

La Salle de l'Assemblée Législative a été peinte et décorée à neuf avant la dernière session. Il en a été ainsi pour les vestibules et les escaliers qui conduisent à cette salle et à celle du Conseil Législatif, au deuxième étage.

Deux statues en bronze, représentant Talon et Dorchester, et dont l'exécution a été confiée à M. Laliberté, artiste-sculpteur, de Montréal, devront être placées sous peu dans les niches laissées à cette fin sur la façade principale de l'édifice.

La partie des mansardes restée inachevée a été terminée cette année et finie comme les autres pièces à cet étage, afin de faire de nouveaux bureaux pour les besoins toujours croissants des départements.

La salle de lecture de l'Assemblée législative ayant été convertie en salle de Comité des chemins de fer, cela a nécessité une restauration complète. Les murs, plafonds et boiseries de cette chambre ont été restaurés et peints de couleurs appropriées. Le parquet a été recouvert d'un tapis linoléum; de nouveaux candelabres ont été installés aux plafonds, etc., etc. Cette salle a été aussi pourvue de meubles neufs, etc., pour convenir avec sa nouvelle destination. La nouvelle salle de lecture se trouve maintenant dans l'ancienne loge du sergent d'Armes de l'Assemblée Législative.

Des conduits souterrains ont été pratiqués sur le terrain et dans la cour principale de l'édifice pour l'installation des fils électriques, l'éclairage, le téléphone et le télégraphe. Ceci a permis de faire enlever les poteaux extérieurs sur le terrain autour de l'édifice qui servaient à supporter ces différents fils.

Le département a fait l'acquisition d'un nouveau tapis pour la Salle de l'Assemblée législative. Il a aussi confié à M. Charles Huot, artiste-peintre, la décoration du plafond de cette Salle. M. Huot est l'auteur du tableau mural au-dessus du trône de l'Orateur. Un nouveau tapis a aussi été mis dans la Salle du Comité du Conseil Législatif.

Des travaux de diverses natures ont aussi été exécutés dans le cours de l'année pour l'entretien de l'ancien édifice, et notre département a fait l'acquisition de nouveaux meubles pour le besoin des bureaux en général et particulièrement pour le nouveau département de la Voirie.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC

Des travaux de réparations et d'entretien ont été faits d'une manière générale à cet édifice dans le cours de l'année, mais plus particulièrement à la toiture. Le mât sur la tour principale a été renouvelé et le paratonnerre sur cette tour a été partie réparé et partie refait.

Les fournaies pour le chauffage de l'édifice ont subi aussi certaines réparations. Une des sections a été renouvelée et les conduits de la chaleur dans les caves ont été recouverts en amiante, afin de compléter ce qui avait été commencé l'année dernière.

Des casiers métalliques ont été installés dans le bureau d'enregistrement, ce qui complète l'installation qui y existait déjà.

Le banc du juge de la Cour Supérieure a été agrandi.

Le trottoir en bois, sur la rue Desjardins, a été refait en asphalte.

Un certain nombre de meubles, tapis, etc., ont été fournis pour les besoins des bureaux en général.

PRISON DE QUÉBEC

Le chauffage de cet édifice, qui semblait insuffisant avec les fournaises telles qu'installées primitivement, a été augmenté par l'addition d'une nouvelle bouilloire de même dimension et capacité que celles qui existaient déjà. Cela a eu pour résultat de donner une chaleur suffisante dans toutes les parties de la bâtisse.

Des ouvrages d'entretien en général, y compris certains planchers en bois dur, ont été faits par les ouvriers du département.

Les fenêtres du département des femmes, du côté de la cour intérieure, ont été munies de grillages spéciaux afin d'empêcher toute communication avec l'extérieur.

ÉCOLE NORMALE LAVAL

Il a été fait des ouvrages d'entretien et de réparations de toute nature à cet édifice, mais plus particulièrement au système de chauffage et à la plomberie.

Le jeu de balle a aussi été réparé. Ces réparations en général ont été faites par l'ouvrier du département attaché à cet édifice, sauf pour les travaux de chauffage et de plomberie.

L'ancienne clôture en bois entourant le terrain de cette école sur le chemin Ste-Foy et sur la rue Sherbrooke, a été enlevée et remplacée par une clôture en fer avec base en béton. Cette amélioration contribue dans une certaine mesure à l'embellissement de la place.

RÉSIDENCE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR, À SPENCER-WOOD

L'ancien kiosque situé sur le bord de la falaise, sur une pointe de terrain qui a été vendue et livrée à la Commission du Chemin de fer Transcontinental, ayant été démoli, le département en a fait faire un nouveau. Il a été reconstruit avec le montant que la Commission a payé au Gouvernement pour l'achat de cette pointe de terrain, à un endroit assez rapproché de l'ancien site et d'après un nouveau plan.

Un acte de cession a été passé pour la vente de ce terrain.

Des réparations ordinaires d'entretien ont été faites au Château, et quelques meubles, tapis et accessoires ont aussi été fournis pour les besoins de cet édifice.

L'ancien tuyau de drainage conduisant les égoûts jusqu'à la falaise, a été prolongé en bas de cette falaise pour se déverser dans le fleuve St-Laurent.

PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE

Bien peu de travaux ont été faits dans le cours de l'année, sauf quelques ouvrages de réparations et d'entretien. Un portique a été placé à l'entrée du logement du geôlier, sur la rue Wellington. Ce portique était devenu nécessaire, vu que cette entrée se trouve située du côté nord, exposant ainsi cette partie de l'édifice aux intempéries des saisons, particulièrement en hiver, à cause du froid et de la neige.

PRISON DE SHERBROOKE

Cet édifice, un des plus anciens de la Province, avait besoin de réparations et d'améliorations de différentes natures. Il a été fait, entr'autres choses assez importantes, les travaux suivants:

1. La pose, pour le chauffage de tout l'édifice, d'un appareil à eau chaude amélioré en remplacement des anciens poêles à bois installés dans les différentes parties de la bâtisse; ces poêles à bois constituaient un danger constant pour le feu, à part la défectuosité du système au point de vue de la chaleur.

2. L'installation et la pose d'un système de plomberie moderne et hygiénique pour les besoins généraux de toute la bâtisse, c'est-à-dire de nouveaux cabinets d'aisance pour l'usage du geôlier, de la matrone, des gardes et des prisonniers (hommes et femmes). Les bassins pour ces derniers sont d'un modèle spécial. On y a aussi placé des éviers, des lavabos et des bains en fonte faïencée d'un système moderne.

Tous les tuyaux d'alimentation et de renvoi, ainsi que tous les accessoires se rattachant à cette installation, ont été faits à neuf, d'une manière permanente et moderne avec des matériaux durables pour l'usage qui doit en être fait.

3. L'installation et la pose d'un système permanent d'éclairage électrique pour toutes les parties de la prison et répondant aux besoins d'un semblable édifice. Cette installation a été exécutée sous la direction et avec l'approbation de l'Association dite "Underwriters".

Ces améliorations étaient devenues absolument urgentes et ne pouvaient être différées davantage.

Deux fenêtres de cette prison ont été grillées pour la plus grande sûreté des prisonniers.

PALAIS DE JUSTICE DES TROIS-RIVIÈRES

Ce palais de justice, agrandi d'une manière notable et restauré dans son ensemble suivant un contrat accordé il y a deux ans, est assez avancé et la bâtisse est maintenant close et couverte.

Les travaux intérieurs sont aussi en voie d'exécution et tout porte à croire que ces différents ouvrages seront terminés à la fin de cette année. Les détails au sujet de ces différents travaux d'agrandissement et d'amélioration sont déjà énumérés dans mes rapports précédents, 1912 et 1913.

A la suite d'un incendie l'année dernière qui a détruit le toit de l'ancien édifice, les différents bureaux qui étaient restés dans cet édifice ont été déménagés dans le bloc Lajoie, rue Notre-Dame. Le gouvernement a loué les premier et deuxième étages de cette bâtisse pour le temps de la durée des travaux au palais de justice.

Il a été fait quelques aménagements à l'édifice Lajoie, dans les divisions, etc., afin d'y installer le plus commodément possible les greffes, la salle d'audience, les chambres du juge, etc.

Trois pièces ont aussi été louées dans la bâtisse de la Banque d'Hoche-laga pour les bureaux d'enregistrement avec vouîtes annexées.

PRISON DES TROIS-RIVIÈRES

Il n'y a eu aucun travail digne de mention de fait à cet édifice dans le cours de l'année, sauf l'achat d'un certain nombre de cadenas pour les besoins de cette prison.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SOREL

Des travaux assez considérables ont été faits à l'intérieur de ce palais de justice. Les murs, plafonds et boiseries des corridors du premier et deuxième étages ont été nettoyés, restaurés et peints. Il en a été de même pour la salle des séances, du magistrat et de certaines pièces servant de bureaux pour les officiers et employés publics.

Les ouvrages en plâtre, ainsi que les boiseries dans ces différentes pièces, ont été réparés avant de faire le peinture.

A l'extérieur, il a été fait une clôture sur le front du terrain, placée en ligne droite avec la bâtisse et fermant l'entrée de ce terrain pour la partie en arrière.

L'ancienne couverture métallique de cet édifice étant devenue plus ou moins défectueuse, elle a été renouvelée en tôle galvanisée dans toute son étendue, ainsi que les dalles et les dalots.

L'installation des fils électriques pour l'éclairage de la bâtisse a subi certaines améliorations et changements, de façon à être plus conformes aux exigences des compagnies d'assurances.

Quelques meubles, des stores et prélaris ont aussi été fournis à l'occasion de cette restauration de la bâtisse.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUCE

Un nouveau comptoir a été fait dans le bureau du Protonotaire, ainsi qu'un nouveau plancher sous ce comptoir et dans les voûtes y attenantes.

Les deux salles communes de la prison ont été divisées, de façon qu'au besoin il y en ait une pour les femmes prisonnières.

Les anciens casiers en bois dans les voûtes du protonotaire ont été enlevés et remplacés par des nouveaux en acier.

Il a été fait, en outre de ce qui précède, certains travaux d'entretien et de réparation générale à cette bâtisse.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE FRASERVILLE

Depuis la construction d'un mur d'enceinte pour la cour des prisonniers, l'année dernière, l'ancien hangar à bois et à charbon a disparu pour faire place au nouveau mur et aussi parce qu'il ne répondait plus aux besoins. Il a été, en conséquence, construit un nouveau hangar des dimensions et à l'endroit requis pour cette fin.

Le logement du geôlier au rez-de-chaussée a été restauré d'une manière générale, et les peintures ont été rafraîchies.

L'ancien fauteuil du juge a été remplacé par un nouveau, le premier étant démodé et peu convenable.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BRYSON

La pompe fournissant l'eau de la rivière pour le service général de la bâtisse a été réparée, de même que le moulin à vent faisant mouvoir cette pompe.

Quelques ouvrages de réparations et d'entretien ordinaire seulement ont été faits dans le cours de l'année, à part ce qui précède.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE CHICOUTIMI

Il y a eu peu de travaux de faits dans le cours de l'année à cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ROBERVAL

Les travaux mentionnés dans mon rapport de l'année dernière ont été faits dans le cours de cette année.

Ils consistent dans les changements opérés dans les divisions de certaines pièces à l'étage de la salle des séances. Celle-ci a été diminuée en grandeur et l'espace enlevé a été utilisé pour le besoin des avocats et des jurés.

Il a été fait une course d'escalier spéciale pour l'entrée du public à la salle des séances.

A l'extérieur, le terrain a été entièrement entouré par une clôture en fer.

Les chambres du juge ont été restaurées, peinturées et tapissées.

Des tapis, carpettes et quelques meubles et autres accessoires ont aussi été fournis, afin de compléter l'installation de certaines pièces.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE RIMOUSKI

Les quelques changements, réparations et restauration des pièces occupées par le juge et le magistrat de ce district, commencés l'année dernière et mentionnés dans mon dernier rapport, n'ont pu être terminés que cette année.

Quelques meubles et accessoires ont aussi été fournis en même temps que cette restauration a été faite.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SWEETSBURG

L'intérieur de cet édifice a subi des réparations assez considérables dans le cours de l'année. Ces réparations qui s'imposaient, étant toutes plus ou moins urgentes, ont été les suivantes: 1° Redoubler le plancher en bois dur au deuxième étage; 2° réparer les lambris de hauteur au premier étage; 3° réparer, restaurer et peindre les murs, plafonds et boiseries aux premier et deuxième étages, huiler et vernir les bois durs à ces étages; 4° renouveler certains châssis au premier et deuxième étages et faire tous les ouvrages accessoires s'y rattachant.

Ces divers travaux ont été faits par contrat.

La porte de la voûte du protonotaire a été renouvelée à cause de certaines déféctuosités dans la combinaison de la serrure de l'ancienne porte.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DES ILES DE LA MADELEINE

Il n'y a pas eu de travaux dignes de mention de faits dans le cours de l'année à cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-JEAN D'IBERVILLE

L'ancien système d'éclairage électrique étant défectueux et ne convenant plus aux règlements actuels de l'Association des Underwriters, il a été renouvelé dans toute la bâtisse, de façon à remplir les conditions de ces règlements.

Un certain nombre de couchettes en fer ont été fournies pour l'usage des prisonniers.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-HYACINTHE

Les travaux de restauration assez considérables faits l'année dernière et mentionnés dans mon rapport précédent, ont été terminés cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE JOLIETTE

Le logement du gardien a été réparé, restauré et peinturé. Quelques meubles ont aussi été fournis pour l'usage des bureaux.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONTMAGNY

Il y a eu peu de travaux de faits à cet édifice cette année, sauf des réparations ordinaires d'entretien.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE

Un hangar devant servir au charbon et de remise pour les voitures, a été construit en remplacement de celui qui existait pour le même usage et qui a été démoli à cause de son état de vétusté.

Sur les instances du Shérif, qui s'était plaint de l'insuffisance du chauffage dans son bureau, le département a fait ajouter un nouveau radiateur afin d'augmenter le degré de chaleur dans cette pièce.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE VALLEYFIELD

Une porte en fer grillée avec serrure spéciale a été placée entre le corridor et l'antichambre de la prison, et un grillage en fer a été posé dans une fenêtre de cette antichambre.

Des plaques en acier ont aussi été posées aux portes extérieures de la prison. Tous ces ouvrages ont été faits dans le but de restreindre autant que possible l'évasion des prisonniers.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'ARTHABASKA

Quelques meubles seulement ont été fournis pour l'usage du juge, entr'autres deux bibliothèques à rayons.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE LA MALBAIE

La chambre du juge a été pourvue d'un cabinet à toilette, d'un bain et d'un lavabo. Un lavabo a aussi été installé dans le bureau du proto-notaire. Tous ces ouvrages supplémentaires se rattachant à cette installation, soit en plomberie, menuiserie, peinture, etc., ont été faits en même temps ainsi que les travaux accessoires s'y rapportant.

Certains travaux de réparations et d'entretien ont aussi été faits à l'appareil de chauffage et au système d'éclairage électrique.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE PERCÉ

Il a été fait dans le cours de l'année des travaux assez considérables qui sont les suivants: réparations aux enduits et crépi à différents endroits; redoubler le plancher en bois dur dans le passage du premier étage et chambre de bain au rez-de-chaussée; renouveler l'escalier conduisant chez le geôlier; réparer les joues et palétrages des châssis de cave, dont les cadres ont été renouvelés.

La salle des séances et les passages ont été restaurés et peints ainsi que la chambre du juge et du shérif.

Des tapis et prélaris ont aussi été posés dans les chambres du shérif et du magistrat, en outre de quelques chaises qui ont été installées dans la chambre de ce dernier.

Des réparations d'urgence ont aussi été faites à l'appareil de chauffage et de plomberie.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NEW CARLISLE

Bien peu de travaux ont été faits dans le cours de l'année à cet édifice, sauf quelques réparations de minime importance.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONT-LAURIER

L'installation et la pose des différents meubles fixes commencée l'année dernière a été terminée cette année. Afin de compléter l'ameublement de cet édifice, le département a fait l'acquisition des différents meu-

bles non fixes requis pour les besoins généraux des cours et des bureaux ainsi que ceux nécessaires pour la prison et le geôlier.

Des tapis, carpettes, du linoléum, des stores pour fenêtres, rideaux et autres accessoires ont été fournis afin de compléter l'ameublement fixe et non fixe de cet édifice.

Le terrassement et le nivellement du terrain mentionnés dans mon précédent rapport ont été faits et terminés.

Il a aussi été fait des trottoirs en béton en face de ce palais de justice et des avenues, partant du trottoir sur la rue à aller à la bâtisse.

Une clôture en bois peint et ornementé a été érigée sur la rue longeant ce trottoir. Les limites du terrain de chaque côté ont aussi été entourées avec des clôtures en broche, poteaux et limandes en bois peinturé.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL

L'augmentation des dossiers et des documents divers a nécessité la confection de casiers additionnels pour la voûte du protonotaire.

Certains travaux de réparations et d'entretien indispensables ont aussi été exécutés à l'appareil de chauffage et de la plomberie en général.

A la réquisition du Barreau et des juges du district d'Ottawa, demandant l'agrandissement de ce palais de justice et prison pour les fins judiciaires, le département, conformément à cette demande, a fait préparer des plans et devis pour la construction d'une annexe.

Un contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire pour l'exécution des travaux de la construction de cette annexe, suivant les plans et devis préparés par le soussigné et approuvés au préalable par le Barreau du district d'Ottawa et l'inspecteur des asiles et prisons de ce district. Copie de ce contrat est publiée à la fin de ce volume.

Cette annexe qui mesure extérieurement 36' x 50', a trois étages dont un rez-de-chaussée, un premier et un deuxième étages.

Les murs extérieurs sont faits en pierre à bossage avec parements intérieurs en brique de terra cotta, le tout exécuté pour correspondre avec la bâtisse actuelle, qui a bandeaux, écoinçons, appuis et entourage des ouvertures, etc., en pierre taillée.

Le toit et les corniches qui couronnent cette annexe sont en tôle galvanisée. Le toit a une légère inclinaison, et la corniche a les mêmes profils que ceux de la bâtisse actuelle.

Le sous-sol est destiné à recevoir les fournaises et le charbon.

Le rez-de-chaussée contient, à part le vestibule d'entrée et le compartiment de l'ascenseur, des cellules pour l'agrandissement de la prison des

femmes, une salle commune, une buanderie et un corridor servant de communication entre la nouvelle annexe et l'ancienne prison; bains, cabinets d'aisance, etc., etc.

Le premier étage comprend, outre le vestibule et le compartiment de l'ascenseur, une grande voûte pour le protonotaire annexée à l'ancienne et construite comme agrandissement à celle-ci, six cellules et une salle commune pour les femmes. Les deux étages de cette prison sont reliés ensemble au moyen d'un escalier circulaire en fer et en fonte.

Le deuxième étage renferme une salle d'audience pour la Cour de Circuit, deux chambres de juges, une antichambre pour le public et le juge, le compartiment de l'ascenseur, etc.

Il y a communication à chaque étage entre cette annexe et le corps principal de l'édifice, et l'ancien escalier situé dans le corridor, tout près de l'annexe, sert à relier les divers étages entr'eux, à part l'ascenseur projeté ci-dessus mentionné.

MAISON DE DÉTENTION À STE-ANNE-DES-MONTS

Il n'y a pas eu de travaux importants exécutés à cette maison depuis l'année dernière.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NICOLET

La Corporation de la ville de Nicolet ayant fait construire un palais de justice et prison, il y a quelques années, l'a vendu au gouvernement dans le cours de l'année dernière pour le prix et somme de quinze mille, (\$15,000.00) piastres, suivant les termes de l'acte passé à cet effet entre le gouvernement de la Province de Québec et la Corporation de la ville de Nicolet, en date du 23 juillet 1912.

Le département a fait faire dans le cours de l'année et depuis son acquisition de la ville de Nicolet de ce palais de justice, certains travaux de terrassement autour de cet édifice.

ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS, QUÉBEC

Quelques ouvrages de réparations de minime importance ont été faits dans le cours de l'année à cette école.

ÉCOLE NORMALE MCGILL, MONTRÉAL

Cette école étant louée depuis un certain nombre d'années à la Commission scolaire protestante de Montréal, le département n'y a pas fait faire de travaux depuis cette location.

ÉCOLE NORMALE JACQUES-CARTIER, MONTRÉAL

Des travaux assez considérables de diverses natures ont été exécutés à cette école dans le cours de l'année. Nous notons, entre autres, les suivants :

La réfection de l'escalier principal à tous les étages. Les anciennes marches en ardoise ainsi que les paliers aussi en ardoise, usés et devenus hors de service, ont tous été enlevés et remplacés par des marches et des paliers en marbre. L'ossature, qui est en fer et fonte, a été restaurée et peinte.

La presque totalité des crépis et enduits de la bâtisse qui étaient plus ou moins endommagés et lézardés à plusieurs endroits, a été réparée et restaurée. La surface de ces enduits ainsi réparée a été ensuite badigeonnée de couleur appropriée.

Les anciennes fournaies à eau chaude (bouilloires) ont toutes été renouvelées. Ces fournaies qui existaient depuis un bon nombre d'années étaient devenues hors de service.

Les planchers dans certaines pièces et corridors ont été redoublés en bois dur, les anciens étant tous plus ou moins usés et hors de service.

La base du mur en brique servant d'appui à l'escalier principal dans le vestibule d'entrée, a été refaite en béton armé.

Toutes les parties en enduits qui ont été réparées ont été nettoyées et lavées avant d'être badigeonnées ou peintes.

Certaines boiseries et des meubles fixes de plusieurs classes ont aussi été réparés, peints ou vernis.

Il a été posé à certains murs des corridors et autres pièces qui n'avaient pas de lambris au bas, une bande de toile (burlap), collée sur les murs, puis peinte à trois couches avec moulures couronnant ce lambris.

Des ouvrages de réparations et d'améliorations assez considérables au système de plomberie en général ont aussi été exécutés, de même que des réparations à la toiture métallique et aux dalles et dalots du toit de cet édifice ont été faites.

PRISON DE MONTRÉAL

La nouvelle prison située à Bordeaux et terminée depuis l'année dernière dans son ensemble, a été pourvue de meubles pour les besoins actuels, tant pour les officiers et le service général que pour les prisonniers.

La construction d'un deuxième mur d'enceinte pour lequel un contrat avait été accordé l'année dernière, tel que mentionné dans mon rapport précédent, a été continuée cette année et est maintenant terminée.

BUREAU N° 63 RUE ST-GABRIEL

Bien peu de travaux ont été faits à cette maison, sauf des ouvrages d'entretien indispensables.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

La toiture de l'ancienne bâtisse Pérodeau a été refaite à neuf. Les salles d'audience dans cette partie de l'édifice ont été restaurées. Les murs ont été lavés et badigeonnés, les boiseries peinturées. Il en a été de même pour les bureaux de la police provinciale. Le café a subi aussi des réparations analogues.

Dans la nouvelle annexe, les pièces qui servaient primitivement de bureaux pour l'Exécutif du gouvernement ont été transformées en salles d'audience et en chambres pour les juges. Il y a maintenant quatre salles d'audience et quatre chambres pour juges, en outre d'un bureau pour les officiers préposés à la naturalisation des étrangers.

Les bureaux des percepteurs du revenu et autres, dans cette partie de l'annexe, ont été restaurés et badigeonnés.

Une des salles d'audience de la Cour de Circuit a été divisée en deux chambres.

Dans le Palais de Justice proprement dit, le bureau du Protonotaire a été agrandi.

La salle d'audience portant le No. 11 a été subdivisée et affectée au bureau des Tutelles et des Greffiers.

L'ancienne salle affectée au bureau des Tutelles a été badigeonnée. La salle servant pour les conseils de Famille a été aussi badigeonnée et elle sert maintenant aux commis préposés à la vente des timbres.

La Cour de Police a été remodelée. Tout cet étage a été transformé. Le Greffe, la Cour de Police, la Salle d'enquête, ainsi que les trois bureaux des Magistrats y sont maintenant installés.

La salle de la Commission des licences a été nettoyée et badigeonnée.

Des appareils pour utiliser la vapeur des bouilloires, afin d'augmenter la chaleur dans la bâtisse, ont été installés dans le cours de l'année.

Un certain nombre de meubles ont aussi été achetés et installés pour les différents bureaux ou chambres des juges, de même que des carpettes, tapis, rideaux et autres accessoires.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

ELZEAR CHAREST,

Ingénieur et Directeur des Travaux publics.

II

RECETTES ET DÉPENSES

RAPPORT DU COMPTABLE

ÉTAT des recettes et des dépenses du Département des Travaux publics et du Travail depuis le 1er juillet 1913 jusqu'au 30 juin 1914.

RECETTES

La Cie du Château Frontenac:	
Portion du terrain occupé par le Château Frontenac, 2 janvier 1913 au 2 janvier 1914.	760 60
La Cie Matthew Moody & Fils:	
Intérêt à 5% sur prix d'achat de terrain du 1er mai 1912 au 1er mai 1914. ...	500 00
Ville de Montréal:	
Loyer du terrain entre le Palais de Justice et l'Hôtel-de-Ville, vis-à-vis la colonne Nelson, 1er juin 1911 au 1er juin 1913.	2 00
Quebec Lawn Tennis Club:	
Loyer de terrain contigu au mur de la porte St-Louis, 1er juin 1913 au 1er juin 1914.	1 00
Divers vieux effets vendus.	5 50
	<hr/>
	\$ 1,269 10

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin, 1914.

ARTHUR GAGNON,
Comptable.

ÉTAT des recettes et des dépenses du département des Travaux publics et du Travail, depuis le 1er juillet 1913 jusqu'au 30 juin 1914—Suite.

DÉPENSES

ENTRETIEN, ETC. DES ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL:		
Edifice de la Législature et des départements.....	\$111,566.88	
Edifices publics en général.....	11,932.12	
Spencer Wood.....	14,171.63	
Ecole normale Laval.....	2,040.59	
Maison No 63 rue St-Gabriel, Montréal.....	520.30	
Bureau d'Immigration, Québec.....	177.53	
Bureaux du Gouvernement, Montréal.....	4,059.66	
Monument Garneau.....	477.93	
Ecole des Arts et Métiers.....	44.28	
Ecole normale Jacques-Cartier.....	2,120.16	
		\$147,111.08
ASSURANCE DES ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL.....		
		150.00
TAXES SUR EDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL.....		
		7,688.00
INSPECTIONS, EXPLORATIONS, ETC.....		
		3,500.00
INSPECTION DE CHEMINS DE FER.....		
		1,000.00
RÉPARATIONS DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS:		
Palais de Justice et Prison, Montmagny.....	345.35	
“ “ Fraserville.....	1,341.12	
“ “ Arthabaska.....	38.50	
“ “ Joliette.....	131.46	
“ “ St-Jean.....	114.34	
“ “ Beauce.....	1,554.55	
“ “ Ste-Scholastique.....	531.25	
“ “ Valleyfield.....	169.25	
“ “ Sorel.....	2,478.81	
“ “ Hull.....	115.00	
“ “ Chicoutimi.....	421.80	
“ “ Malbaie.....	1,064.72	
“ “ Percé.....	1,204.75	
“ “ New-Carlisle.....	5.25	
“ “ Rimouski.....	603.69	
“ “ Sweetsburg.....	2,365.80	
“ “ St-Hyacinthe.....	1,069.13	
“ “ Bryson.....	46.93	
“ “ Ste-Anne-des-Monts.....	99.75	
“ “ Roberval.....	3,685.75	
“ “ Mont-Laurier.....	28.52	
Palais de Justice, Montréal.....	8,611.95	
	\$25,927.67	\$159,449.08

ÉTAT des recettes et des dépenses du département des Travaux publics et du Travail, depuis le 1er juillet 1913 jusqu'au 30 juin 1914.—Suite.

DÉPENSES

Report	\$25,927.67	\$159,449.08
Prison de Montréal	215.00	
Palais de Justice, Québec	4,090.20	
Prison de Québec	2,221.94	
Palais de Justice des Trois-Rivières	2,062.40	
Prison des Trois-Rivières	611.83	
Palais de Justice, Sherbrooke	175.00	
Prison de Sherbrooke	75.00	
		35,479.04
Assurances des Palais de Justice et Prisons		42.33
Loyer des Palais de Justice et Prisons		426.76
Agrandissement Palais de Justice, Trois-Rivières		45,000.00
Palais de Justice et Prison, Hull		10,000.00
Palais de Justice et Prison, St-Hyacinthe		10,000.00
Edifice de la Législature, Nouvelle Bibliothèque		215,000.00
Réparations et entretien des Ecoles normales		5,000.00
Ponts en fer		175,000.00
Embellissement des bâtisses et des terrains du Parlement		2,744.00
Loi des Etablissements Industriels		20,000.00
Greffier des Conseils de Conciliation et Arbitrage		600.00
Bureaux de Placements		15,540.44
CHEMIN DE FER:		
Paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1914 à 3 p. c. sur \$25,000.00 prix d'achat d'un clos à charbon pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		750.00
		\$695,031.65

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin 1914.

ARTHUR GAGNON,
Comptable.

III

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT

DIVISION DE QUÉBEC

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèques et ameublement	Sur hangars, remises et écuries.	Totaux	Dates de l'expiration des polices.
	\$	\$	\$	\$	
Hotel du gouvernement (palais législatif et départements publics) Québec.....	375,000 00	125,000 00	.....	500,000 00	'15
Ecole normale Laval et Ecole modèle annexe (département des institutrices) chez les Ursulines de Québec.....	.....	3,000 00	.....	3,0000 00	'16
Ecole normale Laval et Ecole modèle annexe (département des instituteurs), chemin Ste-Foy, Québec.....	10,000 00	9,000 00	.....	65,000 00	'16
Nouvelle annexe (côté est) de l'Ecole normale Laval, et addition contiguë coté à la vieille bâtisse.....	15,000 00	6,000 00	.....	.....
Nouvelle annexe (côté ouest) de l'Ecole normale Laval.....	20,000 00	5,000 00	.....	.....
Spencer Wood, château, dépendances et autres constructions sur la propriété, y compris la maison du gardien près du chemin St-Louis.....	20,000 00	17,000 00	8,700 00	45,700 00	'16
Ecole des Arts et Métiers, rue St-Joachim, Québec.....	8,000 00	1,000 00	.....	9,000 00	'16
Bureau de Placement, Québec.....	.....	500 00	.....	500 00	'14
Hôtel du Gouvernement, (Bouilloires).....	2,500 00	.....	.....	2,500 00	'16
Nouvelle Bibliothèque, (ameublement).....	.....	4,000 00	.....	4,000 00	'17
Prison commune de Québec.....	25,000 00	6,000 00	1,500 00	32,500 00	'16
Maison présentement occupée par M. Ignace Fortier, tourne-claf.....	800 00	.....	.....	1,600 00	'16
Maison présentement occupée par M. Delage, jardinier.....	800 00	.....	.....	20,500 00	"
Palais de Justice, Québec.....	19,500 00	1,000 00	.....	5,500 00	"
" et prisons. Iles de la Madeleine.....	5,000 00	500 00	.....	10,600 00	"
" " Percé, Gaspé.....	10,000 00	600 00	.....	.....	"

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT—(Suite)

DIVISION DE MONTRÉAL

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèque et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
<i>Ecole normale McGill</i>	\$ 45,000 00	\$ 3,000 00	\$	\$ 48,000 00	1 mai '16
Maison 63 rue St-Gabriel.....	8,000 00	1,000 00	.....	9,000 00	" "
Ecole normale Jacques-Cartier.....	85,000 00	20,000 00	500 00	105,500 00	" "
Ecole d'Industrie Laitière, St-Hyacinthe.....	40,000 00	.....	.....	40,000 00	" "
Ecole d'Industrie Laitière, St-Hyacinthe.....	.....	.....	6,000 00	6,000 00	" "
Conseil des Arts et Manufactures:	.....	.....	.....	.....	" "
Marché St-Laurent.....	.....	500 00	.....	500 00	30 juin '15
Monument National.....	.....	3,500 00	.....	3,500 00	30 juin '15
Bureau de Placement de Montréal.....	.....	1,000 00	.....	1,000 00	21 avril '15
Maison Pérodeau.....	17,000 00	.....	.....	17,000 00	1 mai '16
Palais de Justice Montréal.....	150,000 00	.....	.....	150,000 00	10 déc '15
".....	250,000 00	50,000 00	.....	300,000 00	1 mai '16
" annexe.....	80,000 00	15,000 00	.....	95,000 00	" "
Palais de Justice et Prison Beauharnois.....	14,700 00	.....	300 00	15,000 00	" "
" Valleyfield.....	30,000 00	2,000 00	.....	32,000 00	" "
" St-Jean.....	20,000 00	1,500 00	400 00	21,900 00	" "
" St-Hyacinthe.....	25,000 00	800 00	400 00	26,200 00	" "
" St-Scholastique.....	20,000 00	1,500 00	400 00	21,900 00	" "
" Sweetsburg.....	25,000 00	800 00	400 00	26,200 00	" "
" Bryson.....	20,000 00	1,200 00	.....	21,200 00	" "
" Hull.....	30,000 00	5,000 00	.....	35,000 00	" "
" Mont-Laurier.....	35,000 00	5,000 00	.....	40,000 00	" "
	\$ 894,700 00	\$ 111,800 00	\$ 8,400 00	\$ 1,014,900 00	

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT.—(Suite et fin)

DIVISIONS DES TROIS-RIVIÈRES, SHERBROOKE, ETC.

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothé- que et ameu- blement.	Sur hangars, remises et écuries.	Totaux	Dates de l'expiration des polices.
Palais de Justice des Trois-Rivières.....	\$ 18,000 00	\$ 2,500 00	\$	\$ 20,500 00	1 mai '16
Prison des Trois-Rivières.....	9,000 00	500 00	500 00	10,000 00	" "
Palais de Justice, Sherbrooke.....	80,000 00	12,000 00	.....	92,000 00	" "
Prison, Sherbrooke.....	10,000 00	500 00	.....	10,500 00	" "
Palais de Justice et Prison, Sorel.....	20,000 00	800 00	400 00	21,200 00	" "
" " Arthabaska.....	17,000 00	1,000 00	400 00	18,400 00	" "
" " Joliette.....	16,000 00	1,000 00	400 00	17,400 00	" "
" " Nicolet.....	15,000 00	2,500 00	.....	17,500 00	" "
	\$ 185,000 00	\$ 20,800 00	\$ 1,700 00	\$ 207,500 00	

RÉCAPITULATION

Assurances de la division de Québec.....	\$ 889,300 00	Prime \$10,945 80
Assurances de la division de Montréal.....	1,014,900 00	14,333 10
Assurances de la division de Trois-Rivières, Sherbrooke, etc.....	207,500 00	2,640 44
Montant total des primes payées pour les assurances portées au tableau ci-dessus.....	\$27,919 34	

Département des Travaux Publics et du Travail,
Québec, 30 juin 1914.

ARTHUR GAGNON,
Comptable.

IV
CHEMINS DE FER
RAPPORT DE L'INGÉNIEUR-DIRECTEUR DES CHEMINS DE
FER
DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL
BUREAU DES CHEMINS DE FER

Québec, 30 juin, 1914.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon dix-neuvième rapport en ma qualité de directeur et ingénieur des chemins de fer de la Province de Québec, pour l'année écoulée depuis le 30 juin 1913 à venir au 30 juin 1914.

Durant le cours de ces douze mois, des travaux ont été exécutés par les compagnies de chemins de fer Canadian Northern, Quebec Railway, James Bay & Eastern, Quebec Central, Baie des Ha! Ha!

Des contrats et actes d'accord ont été passés entre le Gouvernement et les compagnies suivantes:

1o. Par la compagnie du chemin de fer Quebec Central, pour la construction du prolongement de sa ligne depuis le 31.34e mille dans la ligne de division des comtés de Dorchester et de Bellechasse allant vers l'est sur une distance de 25 milles;

2o. Par la compagnie dite "The Saint Francis Valley Railway Company" pour la construction d'une voie de chemin de fer de 24.5 milles de longueur depuis Drummondville dans le comté de Drummond, jusqu'à la ligne nord-ouest du village de Melbourne, dans le comté de Richmond.

Il a été payé en argent par la Province de Québec, durant les derniers douze mois écoulés au 30 juin 1914, pour la construction de chemins de fer, en outre des subventions en terres, non convertibles en argent, une somme de \$8,000.00 à la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord.

Comme annexes à ce rapport vous trouverez:

1o. Dans le tableau "A", les balances restées disponibles dans le département des Travaux publics et du Travail sur les sommes reçues du Trésor;

2o. Dans le tableau "B" (a) les subventions en argent accordées à

certaines compagnies, (b) les sommes payées au 30 juin 1914, (c) les montants à payer à cette date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc ;

3o. Dans le tableau "C", (a) les subventions en terre accordées à certaines compagnies, (b) les sommes payées jusqu'au 30 juin 1914, (c) les montants restant à payer à cette dernière date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc.;

4o. Dans le tableau "D", les subventions en terres non convertibles en argent gagnées par différentes compagnies de chemins de fer à venir au 30 juin 1914, sur les subventions accordées par les Actes 4 Ed. VII, chap. 2, sec. 1; 6 Ed. VII, chap. 4, sec. 1; 8 Ed. VII, chap. 5, sec. 1, et 2 Geo. V, chap. 5, sec. 1.

5o. Dans le tableau "E", (a) les subventions en terres non convertibles en argent accordées à certaines compagnies, (b) les subventions gagnées jusqu'au 30 juin 1914, (c) les subventions restant à gagner à cette dernière date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc.

6o. Dans le tableau "F", l'énumération du nombre de milles de chemins de fer qui ont été construits et mis en exploitation ou qui sont prêts à l'être en cette province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 30 juin 1914.

Humblement soumis,

LOUIS-A. VALLÉE,

Ingénieur et Directeur des ch. de fer.

TABLEAU "A"

Etat indiquant les balances restant disponibles dans le département des Travaux publics et du Travail, sur les sommes reçues du Département du Trésor, pour payer les subventions en terres converties en argent, deuxième 35 cents réduits à 17½ cents, suivant les dispositions de l'Acte 60 Vict., chap. 4, sec. 12, et les subventions en argent aux compagnies de chemins de fer suivants:

Grand Nord:

(Section de Lachute à St-André) . . .	\$ 971.41
(Section de St-Jérôme à Montcalm) . . .	3,157.23
Baie des Chaleurs	1,029.05
Québec Montmorency & Charlevoix . . .	36.25

Total \$ 5,193.94

LOUIS-A. VALLÉE,

Ingénieur et Directeur des Chemins de fer.

Département des Travaux publics et du Travail.

Québec, 30 juin 1914.

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignées; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTS ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
Arthabaska et Wolfe.....	54 Vict., ch. 88, par hh.....	\$ cts. 3,200 00	60
Baie des Chaleurs (ancienne compagnie) .	37 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	180
	38 Vict., ch. 2, sec. 1.....		
do pour pont sur la rivière Grande Cascapédiac.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par i.....		
Jonction de Beauharnois.....	51-52 Vict, ch. 91, sec. 3.....	5,000 00	20
do do pont sur la rivière Châteauguay .	51-52 Vict, ch., 91, sec. 3.....		
Canada Atlantique, (ponts de Côteau Landing à la frontière).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par b.....		
Cap Rouge et St-Laurent.....	54 Vict., ch. 88, sec 1. par y. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,200 00	9
Comté de Drumond.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6 par d.	4,000 00	30
do construction de ponts	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par f.....		
Grand Oriental, Yamaska à Doucet's Landing.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 5 et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	4,000 00	31
Grand Oriental, pont sur la rivière Nicolet.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par a.....		
Grand Nord, entre Caxton et Joliette partie des subventions déclinées par le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix et Pontiac et Pacifique)....	58 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4..... 60 Vict., ch. 4 sec. 7.....		
A Reporter.....			339

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention.	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
192,000 00			192,000 00		
720,000 00		12,840 95	707,159 05		
50,000 00		50,000 00			
100,000 00	19 13	95,610 00	4,390 00		
50,000 00		50,000 00			
200,000 00		200,000 00			
28,800 00			28,800 00		
156,000 00	38 98	155,945 00	55 00		
50,000 00		50,000 00			
124,000 00	12 36	62,742 00	61,258 00		
32,000 00		32,000 00			
50,000 00	48 00	50,000 00			
1,752,800 00	118,47	759,137 95	993,662 05		

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS

NOM DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.			339
Grand Nord, pont sur la rivière Shawi- nigan.	60 Vict., ch. 4, sec. 7.		
Grand Nord, pont sur la rivière Assomp- tion.	60 Vict., ch. 4, sec. 7.		
Grand Nord, (section des basses Lauren- tides).	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par K, et 56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 3.	5,000 00	23
do pont sur le St-Maurice à Grand-Mère.	56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 58 Vict., ch. 2, sec. 4, ss. 3.		
Hereford, de Cookshire à Lime Ridge.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. 1.	3,000 00	18
International.	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.	4,000 00	80
(partie de la subvention do forfaite du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).	40 Vict., ch. 3, sec. 4.	941 45	
Lachine et Hochelaga.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par m. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.	3,200 00	15
Colonisation du lac Témiscamingue.	51-52 Vict., ch. 91, sec. 11, 53 Vict., ch. 101, sec. 4, 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. t, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.	5,000 00	50
A reporter.			524

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention.	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.	\$	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
1,752,800 00	118 47	759,137 95	993,662 05		
25,000 00	.....	25,000 00			
25,000 00	.....	25,000 00			
115,000 00	20	115,000 00			
50,000 00	.....	50,000 00			
54,000 00	18	54,000 00			
320,000 00	80	395,315 80			
75,315 80					
48,000 00	.....	.....	48,000 00		
250,000 00	45 88	232,266 82	17,733 18		
2,715 115 80	282 35	1,655,720 57	1,059,395 23		

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés 2; des

SUBVENTIONS.

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.			525
Vallée du Missisquoi.	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4 et 45 Vict., ch. 23, sec. 1, par. g.	2,500 00	56
Massawippi, de Magog à Coaticook	54 Vict., chap. 88, sec. 1 par m. et 57 Vict., ch. 5, céd. A . . .	3,200 00	25
Montreal Bridge Company, pour explo- rations.	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par i.i., et 57 Vict., ch. 5, céd. A.		
Jonction de Montréal et lac Champlain. .	51-52 Vict., ch. 91, sec. 2.		
Montréal et lac Maskinongé.	49-50 Vict., ch. 77, sec. 7 et 51- 52 Vict., ch. 91, sec. 3, par. b.	5,000 00	13
Montréal et Laurentides	37-38 Vict., ch. 2 et 40 Vict., ch. 3.	4,000 00	15
do do aux municipalités de St-Lin et Ste- Anne-des-Plaines	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. o.o.		
Montréal et Ottawa, pont sur la rivière "La Graisse"	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. w et 57 Vict., ch. 5 céd. A		
Montréal Portland et Boston.	37 Vict., ch. 2, sec. 1, 39 Vict., ch. 3, 40 Vict., ch. 3, sec. 3, et 46 Vict., ch. 85.	4,000 00	58
Montréal et Sorel	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6 par. A et B.	2,500 00	45
A reporter.			737

B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1914 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date

EN ARGENT.

Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
2,715,115 80	282,35	1,655,720 57	1,059,395 23		
140,000 00	10 10	43,842 50	96,157 50		
80,000 00	.....	.....	80,000 00		
10,000 00	.....	2,449 96	7,550 04		
150,000 00	.....	150,000 00			
65,000 00	13	65,000 00			
60,000 00	15	60,000 00			
30,000 00	.....	30,000 00			
37,500 00	.....	24,710 00	12,790 00		
232,000 00	57 76	231,122 00	378 00		
112,500 00	45	112,500 00			
3,632,115 80	423 21	2,375,345 03	1,256,770 77		

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subventionnés.
Reports.		\$ cts.	737
Montréal et Sorel.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. B.B. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.		
Montréal et Sorel, pont sur la rivière Richelieu.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. a. a. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.		
Montréal et Occidental.	49-50 Vict., ch. 77, sec. 4, 51-52 Vict., ch. 91, sec. 5 et 54 Vict., ch. 88, sec. 3	5,000 00	70
Montagne d'Orford.	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4; 52 Vict., ch. 86, sec. 3; 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. c.c., 2 Ed. VII ch. 2, sec. 2; 62 Vict., ch. 4, sec. 4; 4 Ed. VII ch. 2, sec. 9; 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. u	4,000 00	38 50
Vallée d'Ottawa et de la Gatineau.	51-52 Vict., ch. 91, sec. 7, et 54 Vict., ch. 88, sec. 2	5,161 00	62
do (partie des subventions déclinées par le Q. M. et C., et jonction de Pontiac au Pacifique).	58 Vict., ch. 2, sec. 1; 63 Vict., ch. 2, sec. 4, et 2 Ed., VII, ch. 2, sec. 1.		
Jonction des carrières de Philipsburg (subvention caduque du St-Laurent et Lac Champlain.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. j.j.,	4,000 00	6 75
A reporter.			914 25

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914, et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
3,632,115 80	423,21	2,375,345 03	1,256,770 77		
150,000 00	.....	114,145 00	35,855 00		
50,000 00	.....	.....	50,000 00		
350,000 00	70	350,000 00			
153,907 50	36,383	150,340 31	.....	3,567 19	
319,982 00	62 00	319,982 00			
115,320 00	1 00	115,320 00			
25,720 00	6 87	25,720 00			
4,797,045 30	599,463	3,450,852 34	1,342,625 77	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subventionnés.
Reports.....		\$ cts.	914 25
Quebec Frontière, (exploration).....	37-39 Vict., ch. 2.....		
Quebec et Lac St-Jean.....	37-38, Vict., ch. 2, sec. 1, et 45 Vict., ch. 23, sec. 1.....	5,000 00	170
do do	O. C. No. 293 du 22 avril 1897.....		
do do (Pointe aux Trembles à Métabetchouan)	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. a. et 55-56, Vict., ch. 66	5,000 00	14
do do (Jeune Lorette à Québec).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. c.....	5,000 00	12
do do (Métabetchouan à la Baie des Ha! Ha!).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. p. et 55-56 Vict., ch. 66.....	5,000 00	66
do do	55-56 Vict., ch. 66.....		
do do	57 Vict., ch. 5, sec. 5.....		
Quebec et Lac St-Jean (construction de ponts sur les rivières Métabetchouan, Kouispiganiche et Belle-Rivière).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. q.....		
Quebec, Montmorency et Charlevoix, (Québec à Cap Tourmente).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6.....	4,000 00	30
do do (partie de subvention déclinée entre le Cap Tourmente et Murray Bay).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1.....		
A reporter.....			1.206 25

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914, et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention.	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
4,797,045 30	599,463	3,450,852 34	1,342,625 77	3,567 19	
6,027 00	.....	6,027 00			
850,000 00	170	850,000 00			
148,171 20	.....	148,171 20			
70,000 00	7 71	38,550 00	31,450 00		
60,000 00	12	60,000 00			
330,000 00	46,347	456,408 43	5,041 57		
31,450 00					
100,000 00					
150,000 00	.....	150,000 00			
120,000 00	30	220,000 00			
100,000 00					
6,762,693 50	865,52	5,380,008 97	1,379,117 34	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1 des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Nombre de milles actuellement construits
Reports.....		\$ cts.	1206 25
Jonction Pontiac au Pacifique.....	44-45 Vict., ch. 2; 51-52 Vict., ch. 91; 57 Vict., ch. 5 et 58 Vict., ch. 2.....	6,000 00	95
Jonction de Pontiac, au Pacifique (pour construction de pont).....	38 Vict., ch. 2, sec. 7.....		
do (partie de subvention déclinée sur les derniers 24 milles).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1, et 63 Vict. ch. 2, sec. 5.....		
Québec et Boston Air Line.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. x., et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,000 00	100
Québec Central.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	} 100
do (partie de subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	739 22	
Québec Central (Lévis et Kennebec).....	37-38 Vict., ch. 3, sec. 1; 40 Vict., ch. 3, sec. 1 et 4; 41 Vict., ch. 2, sec. 1 et 54 Vict., ch. 88, sec. 4.....	4,000 00	} 90
do (partie de la subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 8, sec. 4.....	710 53	
do (Jonction de Tring au Lac Mégantic).....	52 Vict., ch. 86, sec. 1, et 53 Vict., ch. 101, sec. 1.....	2,250 00	} 52
do (partie de la subvention caduque du Lévis et Kennebec).....	54 Vict., ch. 89, sec. 4.....		
A reporter.....			1,643 25

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914 et 3, des montants restant à payer à cette date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
6,762,693 50	865,52	5,380,008 97	1,379,117 34	3,567 19	
570,000 00	71	426,000 00	144,000 00		
30,000 00			30,000 00		
110,000 00	8,50	110,000 00			
300,000 00		7,500 00	292,500 00		
400,000 00					
73,894 75	99,964	473,750 79	143 96		
360,000 00	60,86	321,660 00	102,287 35		
63,947 35					
117,000 00	40	219,287 35			
102,287 35					
8,889,822,95	1,145,844	6,938,207 11	1,948,048 65	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2 des som-

SUBVENTIONS.

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quant um par mille.	Total du non- bre de milles subventionnés.
Reports.		\$ cts.	1,643 25
Québec, Montmorency et Charlevoix, (Cap Tourmente à Murray Bay) ...	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. K.K. 57 Vict., ch. 5, céd. A, et 58 Vict., ch. 2, sec. 1.	4,000 00	60
do do (pour la construction d'un pont sur la rivière St-Char- les, et d'une gare, etc).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. s...		
Sud-Est (primitif).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1.	1,000 00	43
do do (de Sorel à la jonction de Sutton).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1, et 39 Vict., ch. 3, sec. 5.	3,932 30	96
do do partie de subvention deve- nue caduque du chemin de la Baie des Chaleurs.	40 Vict., ch. 3, sec. 4.	592 10	
Sud-Est (primitif) Embranch. de l'Avenir (abandonnée).	32 Vict., ch. 52.	1,710 00	11 50
De la rive sud (partie de subvention dé- clinée par les compagnies de Q. M. et C. et P. et P.).....	58 Vict., ch. 2, sec. 5.		
Embranchement St-Jérôme du chemin de colonisation de Montréal, au-delà de St-Jérôme.	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.	4,000 00	18 00
St-Laurent et Adirondack.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. A, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.	3,200 00	22 00
A reporter.			1,893 75

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention.	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduque transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
8,889,922 95	1,145,844	6,938,207, 11	1,948,048 65	3,567 19	
240,000 00			240,000 00		
30,000 00		30,000 00			
43,000 00	43	43,000 00			
{ 377,500 00 }					
{ 56,842 10 }	96	434,342 10			
19,665 00		19,665 00			
50,000 00		50,000 00			
72,000 00		3,150 00	68,850 00		
70,400 00	20,38	65,216 00	5,184 00		
9,849,230 05	1,305,224	7,583,580 21	2,262,082 65	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2. des som-

SUBVENTIONS			
NOM DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subventionnés.
Reports.		\$ cts.	1,893 75
St-Laurent et Lac Champlain.	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 49-50 Vict., ch. 77, sec. 5	4,000 00	69
Waterloo et Magog.	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 40 Vict., ch. 3	4,000 00	43
Compagnie du Pont de Québec. . . ! . . .	63 Vict., ch. 2, sec. 1.		
Chemin de fer depuis Labelle au Lac Nomingue.	63 Vict., ch. 2, sec. 3 ; 2 Ed., VII, ch. 2, sec. 3.		
Chemin de fer de la rive sud.	63 Vict., ch. 2, sec. 2.		
Chemin de fer de la colonisation de Montfort.	60 Vict., ch. 4, sec. 3.		
Chemin de fer de colonisation de Montfort (pour exploration).			
Chemin de fer Grand Nord.	4 Ed. VII, ch. 2, par. 3.		
Totaux.			2,005 75

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,
BUREAU DES CHEMINS DE FER.

Québec, 30 juin, 1914.

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1914, et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention.	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1914	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
9,849,230 05	1,305,224	7,583,580 21	2,262,082 65	3,567 19	
276,000 00	62,57	250,280 00	25,720 00		
172,000 00	43,00	172,000 00			
250,000 00	.....	250,000 00	.....	
96,000 00	20,90	88,000 00	.....	8,000 00	à être pris sur les sommes votées pour la colonisation.
89,000 00	.....	40,823 55	.....	48,176 45	à être pris sur les sommes votées pour l'agriculture.
60,000 00	12,00	60,000 00	.....		ont été pris la moitié sur les sommes votées pour la colonisation et l'autre moitié sur les sommes votées pour l'agriculture.
5,000 00	.....	5,000 00			
6,000 00	.....	6,000 00			
10803,230 05	1,455,194	8,455,683 76	2,287,802 65	59,743 64	

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin 1914.

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et dir. des chem. de fer.

TABLEAU C

ETAT—1° des subventions accordées à certaines compagnies de chemins de fer; 2° des sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1914; 3° des montants restant à payer à cette date; 4° des subventions qui sont devenues caduques, etc.

SUBVENTIONS EN TERRES

NOM DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Nombres de milles don- nant droit à une subven- tion.	Nombre d'acres par mille.	Subventions totales en acres de terre.	Date de la conversion en argent à 70 cts l'acre.	Montant des 1ers 35 cts par acre.	Montant des 2ièmes 35 cts par acre réduits à 17½ cts par l'acte 60 Vict., chap. 4, sec. 12.	Nombre de milles actuel- lement construits.	Montants payés sur les 1ers 35 cts jusqu'au 30 juin 1914.	Montants payés sur les 2ièmes 35 cts réduits à 17½ cts jusqu'au 30 juin 1914.	Total des montants payés jusqu'au 30 juin 1914.	Balances à payer quand elles seront dues sur les premiers 35 cts.	Balances à payer quand elles seront dues sur les 2ièmes 35 cts réduits à 17½ cts.	Subventions qui sont de- venues caduques par laps de temps ou par nombres de milles en moins, etc.	
														1ers 35 cts	2ièmes 35 cts réduits à 17½ cts.
Baie des Chaleurs.....	45 Victoria, chap. 23, sec. 1 par. b.	180.	10,000	1,800,000	14 août '86	630,000 00	315,000 00	100.00	630,000 00	49,530 49	679,530 49				265,469 51
do do	51-52 Vict., ch. 91, sec. 12 et 3 Edouard VII, chap. 3, sec. 1.		10,000	800,000	23 avril '91	280,000 00	140,000		280,000 00	35,999 12	315,999 12				104,000 88
Jonction de Beauharnois.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. j.	20.	5,000	100,000	19 janv. '89	35,000 00	17,500 00	19.13	33,464 00	16,731 25	50,195 25			1,536 50	768 25
Comté de Drummond.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 3.	27.	10,000	270,000	16 janv. '91	94,500 00	47,250 00	27.	94,500 00	47,250 00	141,750 00				
do do	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d.	23.	10,000	230,000		80,500 00	40,250 00							80,500 00	40,250 00
Vallée Est du Richelieu.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. ee; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	25.	10,000	250,000	8 juillet '92	87,500 00	43,750 00	22.16	77,560 00	38,780 00	116,340 00			9,940 00	4,970 00
Grand Nord.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 1; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3.	33.	10,000	330,000	19 juin '88 9 fév. '91 16 juillet '88	115,550 00	57,750 00	33.	115,500 00	57,750 00	173,250 00				
Grand Nord (Section des Basses Laurentides).....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. k; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3.	23.	5,000	115,000	août 1893	40,250 00	20,125 00	20.	40,250 00	20,125 00	60,375 00				
Pont sur le Saint-Maurice.....	56 Vict., chap. 3, sec. 2; et 58 Vict., chap. 2, sec. 4, ss. 3.			50,000		17,500 00	8,750 00		17,500 00	8,750 00	26,250 00				
Grand Nord (de Saint-André à Lachute).....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 2; et 57 Vict., chap. 5 Céd. A.	7.	10,000	70,000	9 fév. '91	24,500 00	12,250 00	6.74	23,590 00	11,795 00	35,385 00			910 00	455 00
Hereford.....	45 Vict., chap. 23 sec. 1; et 51-52 Vict., chap. 91, secs 9 et 10.	35.	4,000	140,000	2 août '88	49,000 00	24,500 00	35.	49,000 00	24,500 00	73,500 00				
Joliette et Saint-Jean de Matha.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	8.	10,000	80,000	27 juin '91	28,000 00	14,000 00		600 00		600 00			27,400 00	14,000 00
L'Assomption.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 9.	3.50	3,000	10,500	7 janvier '87	3,675 00	1,837 50	3.50	3,675 00	1,837 50	5,512 50				
Lac Saint-François et Navigation.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. u; et 57 Vict., chap. 5, Céd. a.	20.	10,000	200,000	8 juillet '92	70,000 00	35,000 00		1,443 75		1,443 75			68,556 25	35,000 00
Colonisation du Lac Temiscamingue.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. t; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	50.	5,000	250,000	5 septembre '93	87,500 00	43,750 00	44.88	78,548 00	39,270 00	117,810 00			8,960 00	4,480 00
Lotbinière et Mégantic.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d.d.	25.	10,000	250,000	5 fév. '92	87,500 00	43,750 00	25.	87,350 83	43,750 00	131,100 83	149.17			
Basses Laurentides.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1; et 53 Vict., chap. 101, sec. 5.	38.84	12,358½	480,000	12 oct. '86	168,000 00	84,000 00	38.84	168,000 00	84,000 00	252,000 00			105,000 00	52,500 00
Matane.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. v; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	30.	10,000	300,000		105,000 00	52,500 00								
Colonisation de Montford.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g.g.	21.	10,000	210,000	6 juil. '91	73,500 00	36,750 00	21.	73,500 00	36,395 80	109,895 80		354 20		
Montréal et Lac Maskinongé.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 7; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 3, par. b.	13.	5,000	65,000	16 juil. '88	22,000 00	11,375 00	13.	22,750 00	11,375 00	34,125 00				
Montréal et Ottawa.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 9; et 53 Vict., chap. 101, sec. 6.	30.	10,000	300,000	29 janv. '89	105,000 00	52,500 00	23.50	105,000 00	52,500 00	157,500 00				
Montréal et Occidental.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 4; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 5.	70.	5,000	350,000	28 mai '92	122,500 00	61,250 00	70.00	122,500 00	61,250 00	183,750 00				
Jonction de Napierville.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. o; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	15.	10,000	150,000		52,500 00	26,250 00							52,500 00	26,250 00
Ottawa et Vallée de la Gatineau.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1; et 56 Vict., chap. 3, sec. 4.	52.	4,000	208,000	10 juillet '93	72,800 00	36,400 00		72,800 00	36,400 00	109,200 00				
do do do	45 Vict., chap. 23, sec. 1; 54 Vict., chap. 88, sec. 2; et 2 Ed. VII, chap. 2, sec. 1.	75.	6,000	450,000	31 déc. '91 5 sept. '93	157,500 00	78,750 00	62.	157,500 00	78,750 00	236,250 00				
Embranchement du Portage du Fort et de Bristol.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. f.f.; et 57 Vict., chap. 5; Céd. A.	15.	10,000	150,000	8 juillet '92	52,500 00	26,250 00							52,500 00	26,250 00
Pontiac et Renfrew.....	54 Vict., chap. 88, sec. par l.l.	5.	10,000	50,000	3 fév. '91	17,500 00	8,750 00	5.	17,500 00	8,750 00	26,250 00				
Québec Central, Jonction de Tring au Lac Mégantic.....	52 Vict., chap. 86, sec. 1; 53 Vict., chap. 101, sec. 9; et 54 Vict., chap. 88, sec. 4.	52.	2,250	117,000	5 sept. '93	40,950 00	20,475 00	59.36	40,950 00	20,475 00	61,425 00				
Québec et Lac Saint-Jean.....	37-38 Vict., chap. 2, sec. 1; et 45 Vict., chap. 23, sec. 1.	170.	5,000	850,000	14 août '86	297,500 00	148,750 00	170.	297,500 00	148,750 00	446,250 00				
Québec et Lac Saint-Jean de Pointe-aux-Trembles à Roberval.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1.	14.	10,000	140,000	3 sept. '88	49,000 00	24,500 00	13.86	48,510 00	24,255 00	72,765 00			490 00	245 00
do do do à Métabetchouan.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1; et 55-56 Vict., chap. 66.	14.	5,000	70,000	3 sept. '88	24,500 00	12,250 00	7.71	13,492 50	6,746 25	20,238 75			11,007 50	5,503 75
do do de Métabetchouan à Baie des Ha! Ha!.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. p.; et 55-56 Vict., chap. 66.	66.	5,000	330 000		115,500 00	57,750 00								
do do do do	55-56 Vict., chap. 66.			31,450	13 mai '92	11,007 50	5,503 75	46.347	124,742 95	52,746 40	177,489 35			1,764 55	10,507 35
do do Embran. entre Rivière à Pierre et la Tuque.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. r; et 57 Vict., chap. 5, sec. 5, Céd. A.	45.	10,000	450,000	8 avril '91	157,500 00	78,750 00							157,500 00	78,750 00
Québec, Montmorency et Charlevoix.....	45 Vict., chap 23; 57 Vict., chap. 5; et 58 Vict., chap. 2.	90.	4,000	360,000	11 août '87	126,000 00	63,000 00	30.	42,000 00	21,000 00	63,000 00			84,000 00	42,000 00
Québec Oriental.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n.n.; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	100.	10,000	1,000,000		350,000 00	175,000 00							350,000 00	175,000 00
St-Chrysostôme.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. z.; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	30.	10,000	300,000		105,000 00	52,500 00							105,000 00	52,500 00
St-Jacques-d'Achigan.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 8.	7.	4,000	28,000		9,800 00	4,900 00							9,800 00	4,900 00
Trois-Rivières et Notd-Ouest.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1; et 57 Vict., chap. 4, Céd. A.	70.	10,000	700,000	4 août '88	245,000 00	122,500 00		4,950 00		4,950 00			240,050 00	120,250 00
Témiscouata.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 8.	69.	10,000	690,000	13 oct. '86 4 août '88	241,500 00	120,750 00	69.	241,500 00	128,750 00	362,250 00				
Comtés-Unis.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 6; et 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par c.	60.	10,000	600,000	10 juin '89 24 janv. '91	210,000 00	105,000 00	59.84	207,565 00	103,782 18	311,347 18	1,875 00	937 82	560 00	280 00
Total.....		1,631.34		13,324,950		4,663,732 50	2,331,886 25	1025.867	3,293,734 03	1,263,993 99	4,557,728 02	2,024 17	1,292 02	1,367,971 80	1,066,579 74

TABLEAU "D"

Etat des subventions non convertibles en argent gagnées par les compagnies de chemins de fer ci-après désignées à venir au 30 juin 1914 sur les subventions accordées par les actes 4 Ed. VII, chap. 2, sec. 1; 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1; 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, et 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1.

Nom des compagnies de chemins de fer	Montant des subventions gagnées en acre.
Atlantique, Quebec & Occidental	400,000
Colonisation du Nord	96,000
Matane & Gaspé	143,113
Orford Mountain	18,000
" "	21,320
Québec Central	36,000
" "	90,000
" "	4,020
Québec & Lac St-Jean	152,000
" " "	5,160
" " "	4,000
Quebec Montreal & Southern	105,876
The St. Maurice Valley	56,022
Baie des Ha! Ha!	77,539
The Napierville Junction	27,160
Total	1,236,210 acres

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des chem. de fer.

Département des Travaux publics et du Travail,
Québec, 30 juin 1914.

TABLEAU "E"

ÉTAT 1. Des subventions en terre non convertible en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer;—2o.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1914;—3o. Des subventions restant à gagner à cette date;—4o. Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

NOM DES CHEMINS DE FER	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles sub- ventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1914	Montants restant à gagner au 30 juin 1914	Montants devenus caduques par laps de temps ou nom- bre de milles en moins.
Atlantique Qué- bec & Occidental	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. a. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. a. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. u.	4,000	50	200,000				200,000
do	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. a. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. u. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. u.	4,000	100	400,000	100	400,000		
Argenteuil	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. k.k.	2,000	15	30,000			30,000	
Baie des Ha! Ha!	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. l. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. r. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. h. O. C. No 393 du 22 mai 1908. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. t.	4,000	20	80,000	19.39	77,539		2,461
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. u.	2,000	4	8,000			8,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. v.	2,000	12	24,000			24,000	
Colonisation du Nord	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. l.	3,000	32	96,000	32	96,000		
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e.e.	3,000	100	300,000			300,000	
Québec & Lac St- Jean	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. e.	4,000	38	152,000	38	152,000		

Québec & Lac St-Jean	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. i. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. d.	4,000	1	4,000	1	4,000	840
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. c.	3,000	2	6,000	1.72	5,160	
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. e. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. k. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.	3,000	3.8	11,400		11,400	
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. f. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. l. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. g.	3,000	4.5	13,500		13,500	
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. g. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. m. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. h.	3,000	12	36,000		36,000	
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. c. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. b.	2,000	7.62	15,240		15,240	
do							
maintenant							
The Canadian Northern Québec Ry. Co.....							
Grand Nord du Canada.							
The Canadian Northern R'y..	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. n. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. o.	2,000	85	170,000		165,120	4,880
The Great Northern R'y. of Can	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. s. 2 Geo. V, ch. 4, sec. 1, par. p.	2,000	18	36,000		30,400	5,600
The Canadian-Northern Québec Ry. Co....	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. i. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. d.	3,000	20	60,000		47,880	12,120
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. j. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e.	2,000	65	130,000		130,000	
Interprovincial & Bay James....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. g. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. j. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. p. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. k.	4,000	30	200,000		200,000	

Matane & Gaspé, 4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. b.....	4,000	37	148,000	35.80	143,118	.....	4,887
maintenant 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. b.....							
Canada & Gulf Terminal Ry. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. g.....							
do 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. g-g.....	3,000	190	570,000	.....	.....	570,000	
Montagne Orford 4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. m.....	1,500	12	18,000	12	18,000	.....
do 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. t.....	2,000	5	10,000	.....	.....	.....	10,000
8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. b. S.S. 5... f							
do 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. b. S.S. 1, 2, 3, et 4.....	2,000	22 16	44,320	10 66	21,320	23,000	
2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. a. S.S. 1, 2, 3, et 4.....							
A une compagnie ou Pontiac & Inter-provincial, maintenant Grand Lake & Bell River Ry. Company. 4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. h.....	2,000	45	90,000	.....	.....	90,000	
6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. k.....							
8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. q.....							
2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. l.....	2,000	20	40,000	.....	.....	40,000	
Pacifique Canadien.....							
2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. n.n.....							
Québec-Saguenay 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. l.l. s.s. 1....	3,000	63	189,000	.....	.....	189,000	
do 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. i.i. s.s. 2....	3,000	72	216,000	.....	.....	216,000	
Roberval & Saguenay.....	3,000	80	240,000	.....	.....	240,000	
2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. s.....							
Rivières des Sauvages.....							
4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. d.....	4,000	19	76,000	.....	.....	57,000	19,000
8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. f.....							
2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. j.j.....							
A une compagnie, 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. x.....	3,000	50	150,000	.....	.....	150,000	

TABEAU "E" (Suite)

ÉTAT—10.—Des subventions en terre non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemins de fer ;—
20.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1914 ;—30.—Des subventions restant à gagner à cette date ;—
40.—Des subventions qui sont devenus caduques, etc.

NOM DES CHEMINS DE FER	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles sub- ventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1914	Montants restant à gagner au 30 juin 1914	Montants devenus caduques par laps de temps ou nom- bre de milles en moins.
Richmond Magor & Stanstead ..	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. y, s.s. 1.	2,000	55	110,000	.....	.....	110,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. y, s.s. 2.	2,000	20	40,000	.....	.....	40,000	
Quebec Montreal & Southern. ...	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. d. } 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c. s.s. 1. }	2,000	107	214,000	50	105,876	99,444	8,680
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. e. } 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c. s.s. 2. }	2,000	4	8,000	.....	.....	6,700	1,260
St Maurice valley	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. m.	2,000	30	60,000	27,96	56,022	.....	3,978
The Napierville Junction Ry...	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. s.	1,000	27,25	27,250	27,25	27,160	.....	90
The St. Charles & Huron River, Railway Co. ...	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. d.d.	2,000	8	16,000	.....	.....	16,000	
The North Shore Power Co.	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e.e.	3,000	15	45,000	.....	.....	45,000	
Quebec Central. .	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. e. } 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. h. }	4,000	9	36,000	9	36,000	.....
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. a.	3,000	30	90,000	30	90,000	.....

Québec Central	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. q.	3,000	1.34	4,020	1.34	4,020		
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. r.	2,000	25	50,000	.....	.....	50,000	
A une compagnie.	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. j.	4,000	10	40,000	.....	.....	.....	40,000
	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. p.							
	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. r.							
The Little Nation River Ry. Co.	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. o.	3,000	30	90,000	.....	.....	90,000	
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. j.							
A une compagnie.	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. a.a.	2,000	50	100,000	.....	.....	100,000	
A une compagnie. maintenant								
The St. Francis Valley Ry. Co.	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. b.b.	2,000	27	54,000	.....	.....	49,000	5,000
	O. C. No. 373 du 4 avril 1914.							
A une compagnie. maintenant								
North Railway Co.	2 Geo. V, ch. 8, sec. 1, par. h.h.	8,000	200	1,600,000	.....	.....	1,600,000	
	3 Geo. V, ch. 8, sec. 1, par. h.h.	10,000	350	3,500,000	.....	.....	3,500,000	
A une compagnie.	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. m.m.	2,000	60	120,000	.....	.....	120,000	
Total		2,631.67		10,770,730	396.12	1,236,210	9,155,724	378,796

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin 1914

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des chemins de fer.

TABLEAU "F"

TABLEAU indiquant la longueur des chemins de fer construits ou en exploitation, ou prêts à être livrés à l'exploitation, dans la province de Québec, le 30 juin 1914.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

	Milles.
De la rivière Restigouche—(frontière du Nouveau-Brunswick jusqu'à la jonction de la "Chaudière").....	300.07
Embranchement de la Rivière-du-Loup.....	4.00
" de la Chaudière.....	16.38
" de Rimouski.....	2.00
" de la Rivière-Ouelle.....	6.30
	———328.75

CHEMIN DE FER "LE QUÉBEC CENTRAL"

De la jonction à Harlaka, avec l'Intercolonial, jusqu'à Sherbrooke.....	138.00
De la jonction Beauce jusqu'à St-Georges.....	24.15
Embranchement de Tring.....	59.36
De St-Georges à Sainte-Sabine.....	31.34
	———252.85

CHEMIN DE FER "INTERNATIONAL."

(Maintenant un chaînon de la ligne courte de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien.).....

De la jonction avec le Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à la frontière du Maine, E.-U.....	81.25
---	-------

CHEMIN DE FER "LE GRAND-TRONC"

De la frontière de New-Hampshire jusqu'à Montréal.....	131.00
De Lévis à Richmond.....	96.50
Embranchement d'Arthabaska jusqu'à "Doucet's Landing".....	34.71
De la jonction à St-Lambert jusqu'à "Rouse's Point".....	43.68
Embranchement de Ste-Martine: de St-Isidore à Hemmingford.....	24.15
De Brousseau à Dundee.....	62.20
De Montréal à Lachine.....	8.00

De Montréal à la frontière d'Ontario	44. 00
De la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique au Sault au Recollet, jusqu'à Lachine	6. 50
	—————450. 74

RÉSEAU DU CHEMIN DE FER DU SUD-EST

(Maintenant sous le contrôle de la Compagnie du Pacifique Canadien)

Chemin de fer du Sud-Est proprement dit:—

	Milles.
De la frontière du Vermont à Farnham-Ouest	44. 00
Chemin de fer Richelieu, Drummond et Arthabaska: de la jonction de Sutton à Sorel	96. 00
Embranchement de St-Césaire	8. 00
Chemin de fer de jonction du St-Laurent et du Lac Champlain: —de St-André à St-Guillaume	61. 00
Embranchement de l'Avenir	11. 50
	—————220. 50

CHEMIN DE FER "LE CANADA ATLANTIQUE."

(Maintenant exploité par la Compagnie du Grand-Tronc.)

De la frontière Ontario à la jonction Lacolle	53. 09
---	--------

CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU LAC ST-JEAN

Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifi- que, à 4 milles de Québec, à l'Ancienne Lorette jusqu'à la jonction de Chambord	172. 84
Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Roberval	13. 86
Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Chicoutimi	51. 22
Section terminale entre St-Ambroise et la Jeune Lorette et la nouvelle station sur la propriété Drum au "Palais", à Québec	12. 00
Embranchement, La Tuque	39. 72
" Roberval jusqu'au quai du gouvernement	1. 00
" de Limoilou jusqu'à l'Etang sur la rivière Montmorency	7. 62
	—————298. 26

CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL ET DU LAC MASKINONGÉ.

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique
près de St-Félix de Valois, jusqu'à St-Gabriel de Brandon.——— 13.00

CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE DRUMMOND.

(Maintenant partie de l'Intercolonial.)

De la jonction avec le Grand-Tronc, à Ste-Rosalie, jusqu'à la
jonction de la Chaudière.....115.98
Depuis St-Léonard jusqu'à Nicolet..... 14.68
———130.66

CHEMIN DE FER DE L'ASSOMPTION

(Maintenant Canadian Northern Railway.)

De la jonction avec le Pacifique Canadien, à l'Epiphanie, jus-
qu'au village de l'Assomption.....——— 3.50

RÉSEAU DU VERMONT CENTRAL.

Chemin de fer Vermont Central—de St-Jean à la frontière du
Vermont..... 26.00
Chemin de fer Stanstead, Shefford et Chambly;—de la jon-
ction avec le Vermont Central, à deux milles de St-Jean,
jusqu'à Waterloo..... 41.00
Chemin de fer Montréal, Portland et Boston ; de St-Lambert
à la frontière, près de Frelighsburg..... 54.00
———121.00

CHEMIN DE FER DE BOSTON ET MAINE,—RÉSEAU DE LOWELL DIVISION DE PASSUMPSIC.

Chemin de fer de Massawippi;—de la jonction avec le Grand-
Tronc, à Lennoxville, jusqu'à "North Derby," sur la
frontière de New-Hampshire..... 34.75
Embranchement de Stanstead..... 5.00
——— 39.75

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE.

De Montréal à Ottawa	120.00
De Hull à Aylmer	7.50
Embranchement, de St-Jérôme	13.30
“ Buckingham: depuis la station de Bucking-	
ham jusqu’au village de Buckingham.	3.20
“ St-Lin	15.10
“ St-Eustache	6.00
“ Joliette:—de la jonction de Joliette à St-	
Félix-de-Valois	16.60
“ Berthier	2.10
“ des Piles	26.90
De la jonction à St-Martin jusqu’à Québec	159.10
Extension à l’eau profonde, Québec	0.86
Chemin de ceinture, à Trois-Rivières	3.00
De la jonction de Montréal à la frontière d’Ontario	42.00
De la jonction de Montréal jusqu’au “North Troy”, comté de	
Brome	89.00
De Waterloo à Sherbrooke	39.00
De la station de Windsor à la jonction de Montréal	4.80
De Mile-End à la jonction Adirondack	10.00
De la jonction St-Luc à la jonction ouest	1.70
	—560.16

CHEMIN DE FER DU TEMISCOUATA.

Depuis Fraserville jusqu’à la frontière du Nouveau-Brunswick—— 69.28

CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET PRESCOTT.

(Maintenant le chemin de fer Montréal et Ottawa—exploité par le
Pacifique Canadien.)

De Vaudreuil à la Pointe-Fortune 23.50

CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT ET DES ADIRONDACKS.

(Exploité par le New-York Central.)

De la jonction avec le Canada-Atlantique, près de Valleyfield,

jusqu'à la ligne frontière, dans la direction de Malone, E.-U	
.....	20.38
De Valleyfield à la jonction Adirondack.....	16.10
	<hr/> 36.48

CHEMIN DE FER D'HEREFORD.

(Maintenant exploité par le "Maine Central.")

De Cookshire jusqu'à la frontière du Vermont, à Hall's Stream	35.00
Embranchement de Cookshire jusqu'à "Lime Ridge", aux car-	
rières de chaux et de marbre.....	18.52
	<hr/> 53.52

CHEMIN DE FER DE LA MONTAGNE D'ORFORD.

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis Windsor Mills jusqu'à la ligne frontière, E.-U	57.30
---	-------

CHEMIN DE FER DE PONTIAC ET RENFREW.

Depuis la station Wiman, sur le chemin de fer de jonction de	
Pontiac au Pacifique, jusqu'aux mines de la compagnie de	
Bristol.....	5.00

CHEMIN DE FER COMTÉS-UNIS.

(Exploité par le "Québec, Montreal & Southern.")

De la jonction avec le Grand-Tronc, à St-Hyacinthe, jusqu'à	
Iberville.....	28.70
De St-Hyacinthe à la jonction du Pacifique à St-Robert.....	31.14
	<hr/> 59.84

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTFORT.

(Exploité par le Canadian Northern.)

De la jonction avec le chemin de fer Montréal et Occidental, à	
St-Sauveur, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil.....	32.27

CHEMIN DE FER DE LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC.

De Lyster à St-Jean Deschaillons 30.00

CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIÈRES, DE PHILIPSBURG.

De la jonction avec le Vermont Central, à Stanbridge, jusqu'à
Philipsburg 5.87

CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE COMPAGNIE D'ARDOISE
DE "NEW-ROCKLAND."

De la jonction avec le Grand-Tronc, jusqu'aux carrières de
New-Rockland 4.12

CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU.

(Maintenant Ottawa Northern and Western—exploité par le Pacifique
Canadien.)

Depuis Hull jusqu'au village de Maniwaki — 80.10

CHEMIN DE FER "MONTRÉAL ET OCCIDENTAL."

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis St-Jérôme jusqu'à la Chûte aux Iroquois — 70.00

CHEMIN DE FER "LE GRAND-NORD."

(Maintenant le Canadian Northern.)

De la jonction avec les Basses-Laurentides, à St-Tite, jusqu'à
la rivière Ottawa, vis-à-vis Hawkesbury 129.16
De Montréal à Joliette 36.00
Embranchement de l'Épiphanie à Rawdon 18.30
De la jonction Garneau jusqu'à Québec 77.40
De St-Jérôme à St-Sauveur, dans le comté de Terrebonne . . . 15.20
— 276.06

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE NAPIERVILLE

De la ligne frontière à Rouse's Point, N. Y., jusqu'à St-Constant... 27.16

CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE D'OTTAWA.

De Lachute à St-André..... 6.74

CHEMIN DE FER DE LA JONCTION DE PONTIAC AU PACIFIQUE.

(Maintenant Ottawa, Northern and Western.—Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis Aylmer jusqu'à Waltham..... 71.00

De Aylmer à Hull..... 8.50

— 79.50

CHEMIN DE FER DES BASSES LAURENTIDES.

(Maintenant exploité par le "Canadian Northern.")

Du point de jonction avec le chemin de fer des Piles, à la station de St-Tite, à 3 milles au sud du terminus du chemin des Piles à aller jusqu'à la station de la Rivière-à-Pierre sur la ligne de Québec et du Lac St-Jean..... 38.84

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS.

(Maintenant partie de l'Atlantique et Lac Supérieur.)

De la jonction avec l'Intercolonial, à Matapédia, jusqu'à Paspébiac.....100.00

CHEMIN DE FER "QUÉBEC, MONTRÉAL & SOUTHERN."

De Pierreville à Ste-Philomène..... 48.33

CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX.

(Maintenant Quebec, Railway, Light & Power, mû par la vapeur et l'électricité.)

De Québec au Cap Tourmente, à St-Joachim..... 30.00

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU LAC TÉMISCAMINGUE.

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De Mattawa au Lac Kippewa 45.88

CHEMIN DE FER DU CAP DE LA MADELEINE

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De la jonction avec le Pacifique, à la jonction des Piles, jusqu'au
village du Cap de la Madeleine et à l'Ile de la Poterie 4.91

CHEMIN DE FER DE LA COLONISATION DU NORD.

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De Labelle au Rapide de l'Original (Mont Laurier) 58.00

CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD.

(Exploité par le "Québec, Montréal & Southern.")

De St-Lambert à Pierreville 61.50

CHEMIN DE FER CARILLON ET GRENVILLE.

De Carillon à Grenville 12.75
————— 12.75

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE BEAUHARNOIS

(Exploité par la Cie du chemin de fer le Grand-Tronc.)

Ste-Martine à Valleyfield 19.13.

CHEMIN DE FER VALLÉE EST DU RICHELIEU

(Exploité par le "Quebec, Montreal & Southern")

D'Iberville à la jonction de Noyau 22.16

CHEMIN DE FER MATANE & GASPÉ.

(Maintenant Canada & Gulf Terminal.)

De Ste-Flavie à Matane 35.80

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES HA! HA!

De Joncquières à St-Alphonse	19.39
Embranchement, de Laterrière	8.00
“ de Chicoutimi	4.00
	— 31.39

CHEMIN DE FER ATLANTIQUE, QUÉBEC ET OCCIDENTAL.

De Paspébiac à l'Anse au Bassin de Gaspé 102.00

CHEMIN DE FER “THE SAINT MAURICE VALLEY.”

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De Trois-Rivières à Grand'Mère 27.96

CHEMINS DE FER MUS PAR L'ÉLECTRICITÉ.

	Milles.
Châteauguay et Nord (maintenant Montreal Terminal)	12.00
Montreal Terminal	6.34
Comté de Lévis	10.25
Montreal Park & Island	37.99
Montreal Street	124.42
Quebec Railway, Light & Power (div. de la Citadelle)	17.22
“ “ “ (div. Q. M. & Charlevoix, mû par la vapeur et l'élec- tricité, 30 milles.)	
Hull Electric	14.50
Sherbrooke Street	7.00
	— 229.72

Formant dans toute la province, un total de voies ferrées, cons-
truites ou en exploitation, ou prêtes à être livrées à l'ex-
ploitation, à venir au 30 juin 1914 4,338.53

Sur ce total 4,338.53 milles, il a été construit, depuis le 1er juillet 1867, date de l'établissement de la Confédération.	3,763.28
Et avant le 1er juillet 1867.....	575.25
	<hr/>
En tout.....	4,338.53

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des chemins de fer.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,
Bureau des chemins de fer.

Québec, 30 juin 1914.

V

LES DIFFÉRENDIS INDUSTRIELS

LOI CONCERNANT LES CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE POUR
RÉGLER LES DIFFÉRENDIS INDUSTRIELS DANS LA PROVINCE DE
QUÉBEC.

RAPPORT DU GREFFIER POUR 1913-1914.

Québec, 1er juillet, 1914.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du travail,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'application de la loi concernant les différends ouvriers pour l'année finissant le 30 juin 1914.

L'année qui vient de finir n'a pas été aussi profitable à la classe ouvrière que les précédentes, et tout semble indiquer que celle qui commence ne sera pas meilleure.

Depuis que je m'occupe du règlement des différends ouvriers, je n'ai pas encore vu l'industrie aussi languissante et le chômage aussi général. Le nombre des ouvriers sans emploi est actuellement très considérable, quoique nous soyons dans la saison du travail. De cet état de choses, il s'en suit que les conflits entre patrons et ouvriers sont peu nombreux.

Comme question de fait, l'année qui vient de finir a été exempte presque entièrement de grèves sérieuses. Il n'y a que dans l'industrie de la chaussure à Québec, où je suis intervenu pour le règlement de deux différends, dont l'un très sérieux et qui a affecté près de 3,000 employés, par la fermeture de quinze fabriques durant un mois et demi, c'est-à-dire du 1er janvier au 16 février 1914.

La cause principale de cette difficulté fut le refus, par les ouvriers, d'accepter la sentence arbitrale rendue précédemment contre eux.

L'Association des Manufacturiers n'étant pas satisfaite de cette manière d'agir des ouvriers, décida de rompre les engagements qu'elle avait faits avec les trois fraternités de cordonniers, il y a déjà plusieurs années, et de mettre d'autres règlements en vigueur.

A cet effet, l'Association des Manufacturiers de chaussures de Québec, au nom de ces derniers, adressa l'avis suivant aux fraternités d'ouvriers intéressées dans le litige:

“Québec, 22 octobre, 1913.

“A Messieurs les membres des Fraternités des Machinistes et des Tailleurs de cuir et de l'Union des Monteurs, Québec.

Messieurs:—

“Je suis chargé par l'Association des Manufacturiers de chaussures de Québec de vous faire part des faits suivants:

“L'Association, dans le but de régler des difficultés existantes et de pourvoir au bon fonctionnement de l'industrie de la chaussure, vous a accordé, il y a quelques années, le privilège de la préférence et a passé avec vos Unions des règlements et établi un bureau de conciliation et un tribunal d'arbitrage, aux fins d'arriver à une solution à l'amiable des différends qui pourraient survenir entre patrons et ouvriers.

“Vous preniez l'engagement de ne pas abandonner l'ouvrage et de soumettre vos griefs à un bureau de conciliation et à un tribunal d'arbitrage.

“Dans bien des cas, vous n'avez tenu vos engagements que lorsque la chose faisait votre affaire.

“Les Manufacturiers en ont souffert en maintes circonstances, mais ont toujours cédé à vos demandes et à vos injonctions, espérant que vous finiriez par leur rendre justice.

“Dernièrement, un tribunal d'arbitrage a été formé pour décider des difficultés entre la Fraternité des Machinistes et certains Manufacturiers.

“Ce tribunal composé d'un juge de la Cour Supérieure, d'un représentant de la Fraternité des Machinistes et d'un représentant des Manufacturiers, a siégé, entendu des témoins et rendu la décision que vous connaissez.

“La Fraternité des machinistes acceptait cet arbitrage, puisqu'elle a nommé, comme représentant, un de ses membres qui y a siégé.

“Elle a cependant refusé de se soumettre à la décision rendue, et sa position, absolument injuste et en violation des engagements consentis,

a été soutenue devant le bureau de conciliation par la Fraternité des tailleurs de cuir et l'Union des monteurs.

“Il faut avouer que l'Association des Manufacturiers n'a que faire de règlements qui sont ainsi ouvertement méconnus et mis de côté par vos unions.

“L'Association des Manufacturiers a donc résolu de retirer à vos unions, à compter du 1er novembre prochain, la préférence qu'elle leur avait accordée, de mettre fin, à partir de cette date, à tous les engagements qu'elle a pu contracter avec les unions ouvrières, ainsi qu'au Bureau de Conciliation et au Tribunal d'Arbitrage.

“Elle en est venue à cette conclusion que le meilleur moyen de bien faire fonctionner l'industrie de la chaussure et d'établir un état de choses stable et régulier, est de laisser à chaque patron le soin de traiter avec ses ouvriers individuellement.

“Elle espère que vous considérerez avec bonne foi et dans le meilleur esprit ce qu'elle vous soumet comme mode de fonctionnement des manufactures dans l'avenir, et que vous croirez, comme elle croit, que c'est le moyen le plus sage d'établir, sur des bases durables, l'entente, la paix et l'harmonie entre les patrons et les ouvriers.

“Croyez-moi, messieurs,

“Votre humble serviteur,

“J.-S. LANGLOIS,

Sec. de l'Ass. des Manufacturiers de chaussures.”

Vers le même temps où l'avis précédent était donné aux ouvriers, les manufacturiers adoptèrent, pour faire appliquer, dans la pratique, la décision qu'ils faisaient connaître par le dit avis, les dix règlements suivants, que chacun afficha dans son établissement durant les derniers jours du mois d'octobre dernier :

“1. Les salaires à la journée seront payés sur une base de dix heures par jour, et les ouvrages à la pièce suivant la liste de prix soumise aux ouvriers par le patron ;

“2. Le patron, où son représentant, aura le droit exclusif d'engager, de décharger ou de suspendre un ouvrier ;

“3. Les ouvriers devront se conformer aux heures d'ouvrage de la manufacture, et faire, en temps opportun et fixé par le patron ou son contremaître, les ouvrages requis ;

“4. Le patron, ou son représentant, pourra engager des apprentis, leur payer des salaires appropriés à leur habileté et à la valeur de leur travail ;

“5. Le patron, ou son représentant, est le seul juge de la compétence et de l’habileté d’un ouvrier à faire certains ouvrages;

“6. Les prix, payés à la journée ou à la pièce, le sont pour un ouvrage de première classe, dont le patron, ou son représentant, sera le seul juge;

“7. Tout ouvrier est responsable des défauts dans son ouvrage et des dommages causés à la chaussure qu’il travaille, que ce soit par manque de soin ou incompétence;

“8. Un ouvrier ne pourra laisser son ouvrage ou s’absenter de la fabrique sans la permission du patron ou du contremaître;

“9. Les gages ou salaires ne seront dus que pour le temps fait seulement;

“10. Les heures de travail, tous les jours ouvrables, seront de 7 heures du matin à midi, et de 1 heure à 6 heures de l’après-midi.

“Le samedi, le travail finira à 5 heures de l’après-midi.”

Le 3 novembre, les patrons attirèrent l’attention de leurs employés sur la teneur de ces règlements, et leur dirent que s’ils étaient prêts à les accepter ils pourraient continuer à travailler.

Il n’y eut pas de réponse de la part des ouvriers, mais tous continuèrent à travailler comme auparavant.

C’est quelque temps après la mise en force des nouveaux règlements que surgirent de nouvelles difficultés entre patrons et ouvriers, et c’est alors que les manufacturiers décidèrent de faire signer les dits règlements par tous les ouvriers avant de leur permettre de continuer à travailler.

Les ouvriers ayant tous refusé de signer ce document, les fabriques restèrent fermées du 1^{er} janvier au 16 février. C’est durant cet espace de temps que des négociations eurent lieu, et dont le résultat fut l’adoption, par les deux parties, des règlements suivants, ce qui mit fin à ce différend qui durait depuis six semaines:

“1. Les heures de travail tous les jours ouvrables, seront de sept heures du matin à midi, et de une heure à six heures de l’après-midi, mais le samedi, le travail finira à cinq heures de l’après-midi.

“2. Les salaires à la journée seront payés à raison du temps fait qui seul sera compté, et sur la base de dix heures de travail par jour, et le travail à la pièce sera payé suivant la liste de prix actuellement établie. Et le patron et les ouvriers s’engagent à maintenir cette liste de prix et à s’y conformer jusqu’au premier novembre prochain.

“3. L’engagement, la suspension et le renvoi des ouvriers, la distribution de l’ouvrage, l’appréciation de la qualité de l’ouvrage et de la compétence de l’ouvrier, et en général la direction des travaux et la régie de

l'établissement, sont du ressort du patron qui agira directement ou par son représentant.

"4. Tout ouvrier sera tenu de faire un ouvrage de première qualité, suivant la classe de marchandise à laquelle il travaillera, et il sera responsable des défauts de son ouvrage, ainsi que des dommages causés par lui à la marchandise.

"5. Aucun ouvrier ne devra laisser l'ouvrage sans la permission du patron ou du contremaître; et lorsqu'il s'absentera, faute d'ouvrage, il devra en avvertir le patron ou son représentant.

6. "Si un ouvrier croyait avoir à se plaindre de quelque décision de son patron concernant l'interprétation de la liste de prix, l'établissement d'une nouvelle liste de prix au premier novembre prochain, le changement d'outillage ou l'introduction d'un ouvrage nouveau entraînant une modification des prix, la suspension ou le renvoi de l'ouvrier, il pourra en appeler à l'arbitrage d'une commission conjointe composée de trois membres: un arbitre autre que le patron lui-même et nommé par lui, un arbitre autre que le plaignant et choisi par lui, et un tiers nommé par les deux premiers arbitres, et, à défaut d'entente, par un juge de la Cour Supérieure du district de Québec. Cette commission devra se réunir et délibérer sur chaque cas dans le plus court délai possible.

Sa décision sera finale et la partie en défaut devra s'y conformer. Les frais seront à la discrétion du Tribunal d'Arbitrage.

"7. Dans chaque cas, avant l'audition de la plainte, le plaignant devra faire entre les mains des arbitres un dépôt de \$25.00 pour garantir qu'il se conformera à la sentence, à défaut de quoi, le dépôt sera confisqué au profit du gagnant.

"8. Léon Bélanger, Charles Girard et Joseph Pelletier, représentant les tailleurs de cuir, se portent garants que tous les ouvriers tailleurs de cuir de Québec, membres de leur fraternité non incorporée, employés dans les fabriques des membres de l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec, observeront le présent règlement et qu'ils ne feront pas de grèves à l'avenir, et, comme garantie de cet engagement, ils déposeront, entre les mains de Ferdinand Audet, notaire, de Québec, un montant de \$200.00.

"Adolphe Burque, Auguste Grégoire et Francis Boivin, représentant les ouvriers monteurs, se portent garants que tous les ouvriers monteurs de Québec, membres de leur fraternité non incorporée, employés dans les fabriques des membres de l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec, observeront le présent règlement et qu'ils ne feront pas de grèves à l'avenir, et, comme garantie de cet engagement, ils déposeront,

entre les mains de Ferdinand Audet, notaire, de Québec, un montant de \$200.00.

“Joseph Desroches, Pierre Beaulé et Alfred Paquet, représentant les cordonniers-machinistes, se portent garants que tous les cordonniers-machinistes de Québec, membres de leur fraternité non incorporée, employés dans les fabriques des membres de l'Association des manufacturiers de chaussures, de Québec, observeront le présent règlement et qu'ils ne feront pas de grèves à l'avenir, et, comme garantie de cet engagement, ils déposeront, entre les mains de Ferdinand Audet, notaire de Québec, un montant de \$200.00.

“9. Dans le cas où un ouvrier manquerait de se conformer au présent règlement, en tout ou en partie, il pourra être assigné devant un Tribunal d'Arbitrage par l'Association des manufacturiers de chaussures. Ce tribunal sera composé et procédera de la même manière que le Tribunal accordé aux ouvriers et ci-dessus mentionné.

“10. Au cas d'assignation par l'Association des manufacturiers de chaussures, s'il est établi qu'un ou des ouvriers ont manqué d'observer le présent règlement ou partie d'icelui, de manière à susciter une grève pouvant retarder la marche ou cesser l'arrêt de la manufacture durant deux jours, le jugement du Tribunal d'Arbitrage pourra adjuger à l'Association des manufacturiers le montant déposé, en tout ou en partie.

“11. Il est entendu que l'Association des manufacturiers ne pourra porter de plainte, tel que mentionné en l'article précédent, sans qu'un avis préalable de deux jours ne soit donné aux déposants pour les membres de la Fraternité intéressée.

“12. Advenant le cas où l'ouvrier ou les ouvriers assignés en vertu du paragraphe 10 refuseraient d'accepter l'arbitrage et de procéder, ou discontinueraient les procédures, pendant l'espace de huit jours, l'Association des manufacturiers pourra s'adresser à un Tribunal civil pour obtenir la confiscation du montant déposé ou partie d'icelui.

“13. Dans chaque cas, le notaire qui détient le dépôt devra en remettre le montant au secrétaire de l'Association des manufacturiers de chaussures, sur signification d'une copie de jugement à cet effet.

“14. Chaque fois que le dépôt aura été payé ou confisqué, tel que ci-dessus, il devra être renouvelé par la partie qui l'a déjà fait sous un espace de huit jours, entre les mains du même notaire ou d'un autre notaire avec le consentement des parties, à savoir, l'Association des manufacturiers et les trois ouvriers garants de l'observation du dit règlement.

“15. Au cas de besoin d'un ouvrier, le patron s'engage à en faire la demande dans sa manufacture et de mettre une affiche à la porte en dehors

et d'attendre vingt-quatre heures avant d'engager un ouvrier étranger à la fraternité intéressée.

“16. Les Manufacturiers, membres de l'Association des manufacturiers, s'engagent à ne pas faire de lockout aussi longtemps que les ouvriers observeront le présent règlement.

“17. Au cas d'incorporation des Unions ouvrières, l'Association des manufacturiers s'engage à remettre les dépôts ci-dessus mentionnés à ceux qui les auront faits et à n'en pas exiger à l'avenir à la condition que les Unions ou Union consentent au présent règlement et s'engagent à l'observer et à ne pas faire de grèves.

“18. Au cas où les Unions ouvrières s'incorporeraient, tel que mentionné au paragraphe précédent, les clauses 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du présent règlement cesseront immédiatement d'avoir vigueur et effet, dès que l'acte d'incorporation des dites Unions ouvrières aura été accordé avec les formalités voulues, et à partir de ce moment, l'Association des manufacturiers traitera directement avec les Unions ouvrières.

“19. La révision des prix, devant être en vigueur le premier novembre prochain, devra être demandée le premier juin prochain et être décidée et arrêtée entre les parties intéressées le ou avant le premier octobre prochain.

“20. Un contrat notarié devra être passé par Mtre Ferd. Audet, notaire entre l'Association des Manufacturiers et les ouvriers qui se portent garants de l'observation du présent règlement par leurs confrères respectifs.

“Lequel contrat sera en vigueur jusqu'au premier novembre 1914”.

L'autre différend dans lequel je suis intervenu, n'eut pas de suites, ayant réussi à le régler avant que les ouvriers se mettent en grève. La plainte n'était faite que par un seul employé, mais en réalité c'était l'Union des cordonniers-monteurs qui était intéressée à obtenir l'augmentation demandée.

Le 2 avril, 1914, je reçus la lettre suivante de MM. Duchaine & Perkins, à propos d'un différend avec l'un de leurs employés au sujet du prix payé pour un certain travail fait à la machine, et qu'ils avaient décidé de faire faire à la main.

“Québec, 2 avril, 1914.

Monsieur Félix Marois,
Secrétaire du Bureau de Conciliation,
Rue St-Joseph,
Québec.

Mon cher Monsieur Marois,

“Nous avons reçu une plainte de M. Adélard Faber, l'un de nos apprentis dans le département des monteurs, en date du 23 mars dernier, laquelle, en vertu des derniers arrangements doit être jugée par une commission d'arbitrage, et nous avons pensé de vous choisir comme notre arbitre pour entendre et juger la prétendue difficulté.

“Connaissant d'avance tout l'intérêt que vous portez à l'industrie de la chaussure, nous osons espérer que vous daignerez nous accorder votre précieux concours, et que vous accepterez notre demande.

“Dans l'espoir d'une réponse favorable, veuillez accepter l'expression de nos remerciements anticipés.

“Vos tout dévoués,

“DUCHAINE & PERKINS,

“par J.-A. Duchaine.”

Voici la plainte reçue par MM. Duchaine & Perkins:

“Mars, 25, 1914.

“MM. Duchaine & Perkins.

“Je soussigné, Adélard Faber, ouvrier dans votre manufacture, réclame en vertu du changement d'outillage pour faire l'appareillage, 15 cents par caisse extra pour faire l'appareillage à la main, c'est-à-dire sans la machine à appareiller, parce que cela nous prolonge beaucoup notre ouvrage. En conséquence, je porte plainte devant le comité de conciliation ou d'arbitrage, et j'ai choisi M. Francis Boivin pour me représenter. Espérant que vous prendrez ma plainte en considération dans le plus court délai possible.

“Votre tout dévoué,

Le 3 avril, je rencontrai M. Francis Boivin, le représentant des cordonniers-monteurs, et tous deux nous commençâmes une enquête sur la nature de la plainte des monteurs. Nous sommes allés dans quelques fabriques pour étudier le système d'assemblage à la machine et à la main. Nous fûmes aussi voir travailler le plaignant, et c'est à ce moment de notre enquête qu'il nous déclara qu'il pouvait gagner \$18.00 à \$20.00 par semaine au prix que MM. Duchaine & Perkins lui payaient et voulaient bien continuer à lui payer.

Alors, je déclarai au représentant des monteurs que c'était mon opinion que le prix payé par MM. Duchaine & Perkins était raisonnable, et qu'il vaudrait mieux pour le plaignant retirer sa plainte.

Quelques jours plus tard, la lettre suivante me fut transmise par MM. Duchaine & Perkins:

“Québec, le 22 avril, 1914.

“MM. Duchaine & Perkins,

“Messieurs,

“Je désire vous informer que je retire la plainte que j'ai portée contre vous à propos de la petite machine, c'est-à-dire la machine à assembler.

“Croyez-moi, chers Messieurs,

“Bien à vous,

“Votre serviteur,

“(Signé) ADÉLARD FABER,

“Cordonnier-Monteur.”

Je rencontrai de nouveau le représentant des monteurs, et le document suivant fut alors rédigé et signé:

“Dans l'affaire de

“Adélarde Faber, cordonnier-monteur,

D'une part;

et

“Duchaine & Perkins, manufacturiers de chaussures,

D'autre part.

“Le 23 avril courant, les soussignés, arbitres choisis par les parties plus haut citées, ont pris connaissance de la lettre du plaignant, M. Adélarde

Faber, datée le 22 avril 1914, dans laquelle il informe MM. Duchaine & Perkins, manufacturiers de chaussures, qu'il retire la plainte qu'il a portée contre eux, le 25 mars 1914, à propos de la machine à assembler, et de l'augmentation de 15 cents par caisse qu'il réclamait pour faire cette assemblage à la main.

"La raison donnée pour abandonner sa plainte est que, vu que la liste générale des prix sera de nouveau discutée au mois de juin prochain, pour devenir en force au mois de novembre, il croit devoir continuer à travailler au prix actuel et attendre que ce nouvel item de la liste des prix soit réglé pour la prochaine année.

"En conséquence de la décision du plaignant, nous croyons devoir cesser les procédures que nous avons commencées il y a déjà quelque temps, et déclarons que l'assemblage, tel qu'il se fait actuellement à la manufacture Duchaine & Perkins, devra se continuer jusqu'à ce que la liste de prix actuelle soit de nouveau amendée, c'est-à-dire jusqu'au mois de novembre 1914.

“(Signé) FÉLIX MAROIS,
“Représentant de MM. Duchaine & Perkins.

(Signé) F. BOIVIN,
“Représentant de M. Adélard Faber.

“Québec, 23 avril, 1914.

Depuis cette date, il n'y a pas eu d'autres difficultés dans l'industrie de la chaussure.

La liste des prix actuellement en force prenant fin au mois de novembre prochain, les patrons et les ouvriers sont à préparer les changements qu'ils veulent faire dans les prix qui devront être payés l'année prochaine. J'ai confiance que les deux parties vont s'entendre, et que la paix et la bonne entente remplaceront en permanence toutes ces difficultés qui ont causé beaucoup de tort à l'industrie de la chaussure dans Québec.

Humblement soumis,

FELIX MAROIS.
*Greffier des Conseils de conciliation
et d'arbitrage.*

VI

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET
DES ÉDIFICES PUBLICS

Par ordre-en-conseil du 27 juin 1893, la province de Québec a été partagée en trois divisions pour les fins de l'inspection des établissements industriels, savoir :

La division de Québec, comprenant les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Chicoutimi, Saguenay, Rimouski et Gaspé.

La division des Cantons de l'Est, comprenant les districts judiciaires de Bedford, Saint-François et Arthabaska.

La division de Montréal, comprenant les districts judiciaires de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Saint-Hyacinthe, Beauharnois, Iberville et Richelieu, auxquels on peut ajouter le nouveau district judiciaire de Montcalm, créé en vertu de la loi 1 Geo. V., ch. 8.

PERSONNEL DU SERVICE

Inspecteurs: M. Louis Guyon, inspecteur en chef, 9 rue St-Jacques, Montréal; MM. James Mitchel, O.-J. Monday, J.-E. Deslauriers et L.-O. Guyon, Alfred Robert, 9 rue St-Jacques, Montréal; MM. P.-J. Jobin, S. Desrochers, Hôtel du Gouvernement, Québec, R.-H. Gooley, Coaticooke.

Inspectrices: Madame Louisa King, et Mademoiselle Clémentine Clément, 9 rue St-Jacques, Montréal, et Madame C.-E. Lemieux, Hôtel du Gouvernement, Québec.

RAPPORT ANNUEL DE M. LOUIS GUYON

INSPECTEUR EN CHEF

Montréal, le 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon 26ème rapport annuel sur l'application de la loi des Établissements Industriels et des Édifices Publics dans le district de Montréal, ainsi qu'un aperçu succinct sur le fonctionnement des différents services placés sous ma surveillance.

LÉGISLATION NOUVELLE

Deux importantes mesures affectant les intérêts des ouvriers ont été passées à la session dernière: la loi relative aux ingénieurs stationnaires, et l'important amendement visant la sécurité des employés de théâtres, introduit dans la loi des Edifices Publics.

Cette dernière mesure destinée à compléter les prescriptions générales pour la protection des électriciens, machinistes et autres employés sur la scène des théâtres et salles de spectacles, a pu être appliquée dès le jour de sa sanction; or, comme cette réforme était inscrite dans le programme des améliorations présenté au gouvernement, à la session dernière, par les délégués des associations ouvrières, le gouvernement, encore une fois, aura donné une preuve de sa sollicitude pour tout ce qui peut rendre la tâche des ouvriers moins rude et moins dangereuse.

La loi des ingénieurs, sanctionnée le 19 février dernier, marque un grand progrès dans l'amélioration du sort d'une des classes des travailleurs les plus intéressantes.

Parmi les divers corps de métier, nul n'occupe une place plus importante ou plus responsable que celle d'ingénieur. C'est un poste de confiance. Qu'il s'agisse du soin d'une turbine, d'une locomotive ou d'un simple moteur stationnaire, il faut des connaissances, de la bonne conduite, de la vigilance, et, plus souvent qu'on ne le suppose, du dévouement.

En fixant sur des bases solides notre système d'examen des ingénieurs stationnaires, le gouvernement aura tenu sa promesse. Nous aurons bientôt toute une génération d'ingénieurs plus instruits, mieux rémunérés et plus utiles au point de vue social et économique.

En présence des réformes adoptées dans les autres provinces, nous ne pouvions pas rester en arrière sans qu'il en résulte des désavantages sérieux pour nos ingénieurs désireux de s'établir ailleurs; et d'un autre côté, il ne faut pas l'oublier, il y a tout à gagner en simplifiant et rendant uniformes autant que possible les prescriptions relatives au même métier dans les provinces.

La nomination des examinateurs ne devra pas tarder bien longtemps, et nous l'attendons avec impatience, car le bon fonctionnement de cette branche si importante du service est maintenant pratiquement indispensable à la réglementation efficace des établissements industriels. L'ingénieur qui n'avait pas l'avantage de l'instruction et qui se voyait jadis condamné à végéter au bas de l'échelle, pourra, s'il veut y mettre l'ambition et le travail nécessaires, arriver au plus haut diplôme de son métier. Car les jeunes ingénieurs sortant de l'école technique, trouveront les examinateurs tout disposés à les aider.

INSPECTION

Dans un grand nombre de fabriques de la métropole, il y a eu chômage partiel depuis l'automne dernier. Certaines branches, comme la fabrication des chaussures, les grandes usines de construction de wagons, de locomotives, les fonderies, etc., ont réduit leur personnel. Mais la preuve que ce malaise ne pourrait être que passager est que le nombre des nouvelles fabriques dans la ville et la banlieue augmente d'une façon tellement constante que nos inspecteurs et inspectrices n'auront que le temps juste de faire une deuxième tournée de leur inspection respective cette année.

L'adoption des nouvelles fiches et cartes d'inspection, ainsi que les rapports mensuels de nos inspecteurs, qui vous ont été régulièrement transmis depuis janvier dernier, vous auront sans doute donné un aperçu assez juste de l'activité du personnel de l'inspection, mais pour se rendre compte des bienfaits qui résultent de ces nombreuses démarches, il faudrait relire les innombrables avis, lettres et recommandations faites aux fabricants. Ainsi, ces simples mots: "Veuillez mettre un couvert sur ces engrenages" hâtivement écrits sur une feuille que l'inspecteur remet au patron ou au contremaître, arrive quelquefois à temps pour prévenir une mutilation qui passerait inaperçue peut-être, tellement on s'est fait à l'idée que les accidents sont inséparables des opérations manufacturières, de nos jours.

Depuis janvier dernier, les efforts de nos inspecteurs ont porté sur l'inspection de la ville de Montréal. Une statistique complète des fabriques, du nombre d'hommes, filles, femmes et enfants employés dans l'industrie s'impose. Ces connaissances, non seulement pour la ville mais pour toute la province, sont si étroitement liées à tout projet de réforme pour l'amélioration du sort des ouvriers, que nous voyons dans la plupart des bureaux d'inspection aux Etats-Unis, tout un personnel chargé de la collocation des notes et renseignements divers rapportés par les inspecteurs. Vouloir imposer ce travail aux inspecteurs serait non seulement une perte d'un temps bien précieux, mais une diminution des forces actives du personnel de l'inspection, qui ne suffit plus à la tâche.

Par le nouveau système d'inspection inauguré en janvier, il nous a été permis de suivre de jour en jour les différents itinéraires choisis par nos officiers et contrôler en même temps les ordres donnés dans chaque manufacture visitée.

Les fonderies ont été l'objet d'une campagne énergique de la part de l'officier préposé à ce service, et des réformes sérieuses ont été obtenues. Les feux ouverts pour le chauffage des fonderies, dont se plaignaient si souvent, et avec raison, les mouleurs dans les fonderies moyennes, à cause de la fumée et du gaz qui se dégageaient durant les heures de travail, auront bientôt fait place au chauffage à la vapeur ou à l'eau chaude. Il en sera de même pour la ventilation des locaux, et l'isolement des travaux malsains.

En résumé, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les courts rapports des inspecteurs pour constater que les centres les plus importants de nos industries ont tous été visités une ou deux fois durant l'année.

Des plaintes au sujet des heures de travail ou de l'emploi des jeunes garçons dans la veillée ont donné lieu à des inspections de nuit. Il en a été de même pour certaines salles publiques dont les propriétaires enfreignaient les règlements durant la soirée par l'installation de sièges dans les allées, ou l'encombrement des passages et issues par les spectateurs.

LES ENFANTS DANS LES FABRIQUES

Les rapports des différents inspecteurs et inspectrices concernant le travail des jeunes garçons et jeunes filles dans l'industrie sont encourageants, et, au cours de nombreuses visites faites durant l'année, j'ai constaté un progrès réel sur les autres années. Un bon nombre de patrons ont adopté une nouvelle manière de faire prouver l'âge des enfants qui se présentent avec leurs parents. Chaque fois qu'il semble y avoir un doute, les parents sont invités à venir faire une déclaration au bureau des inspecteurs et se procurer en même temps le certificat prescrit par la loi.

Dans une ville aussi cosmopolite que Montréal, il sera toujours très difficile d'obtenir des renseignements exacts sur l'âge des enfants, car, outre qu'un grand nombre sont nés à l'étranger, les parents en général, désirent mettre ceux-ci au travail dès qu'ils savent lire et écrire et n'hésitent pas à tromper l'inspecteur ou le patron en exagérant l'âge de leur enfant. Il est à noter cependant qu'il y a très peu d'enfants d'immigrants fixés au pays depuis cinq ou six ans, qui soient tout à fait illettrés.

L'emploi des enfants dans une des grandes verreries de la ville a donné lieu à quelques enquêtes et à une surveillance plus étroite concernant l'âge d'admission dans cette usine. Plusieurs enfants traduits devant la Cour juvénile pour vagabondage, prétendaient être employés, soit la nuit ou le jour, sans avoir fourni le certificat requis. Une enquête sérieuse établit qu'il y avait très peu de vérité dans les racontars des délinquants qui cherchaient à se rendre intéressants. La vérité était que la plupart de ces enfants, sous prétexte d'aller travailler, pénétraient dans l'usine, après la fermeture des salles de vues animées, et y passaient la nuit, cachés dans les dépendances de la verrerie, où ils étaient à l'abri de la température. Le gérant, ayant été averti, mit bientôt fin à cet abus en établissant une surveillance étroite sur l'entrée à l'usine des équipes de nuit.

Les enfants employés dans les fabriques de Chicago, après avoir satisfait les autorités au sujet de leur âge et des exigences scolaires, doivent encore être examinés au point de vue de leur santé. Je voudrais avoir l'autorité et les moyens d'exercer un pouvoir analogue, car trop de parents peu scrupuleux envoient leurs enfants dans n'importe quelle industrie, se souciant très peu de l'état de santé du garçon ou de la jeune fille ou des dangers auxquels ceux-ci peuvent être exposés dans un métier malsain ou trop pénible,

Un grand nombre de patrons étrangers, dans la petite industrie, parlent à peine l'anglais, et bien souvent le personnel au complet ne comprend aucunement la signification de cet abrégé de la loi que l'inspecteur est tenu d'afficher dans la fabrique. A New-York, aussi bien qu'à Chicago, les règlements de fabriques et d'ateliers ont été traduits en huit ou neuf langues, y compris le chinois. Le père Polonais, Roumain, Juif, traduit devant le juge pour avoir envoyé son enfant à l'usine avant l'âge, se défend invariablement en prétextant ignorance des règlements.

Chez ceux qui s'occupent de l'enfance ouvrière, l'on parle beaucoup de la nécessité de guider d'une façon rationnelle les enfants dans le choix d'une profession. Parlant de l'orientation professionnelle, un journal français disait dernièrement: "La plupart du temps, les parents ignorent d'une façon absolue les conditions réelles du métier qu'ils veulent donner à leurs enfants. Ces derniers sont ainsi aventurés dans une carrière pour laquelle

ils ne sont nullement faits". Voilà, j'en suis certain, une observation que ne constatera pas le dévoué directeur de l'Ecole Technique. Ces conseils empêcheraient bien des désillusions et bien des découragements, j'en suis certain.

Il faudrait mettre sous les yeux des parents d'abord, et des enfants ensuite, un tableau exact, ni flatté ni passé au noir, de chaque métier, leur dire quels en sont les avantages et les inconvénients, quelles aptitudes physiques ou intellectuelles il demande de ceux qui veulent le pratiquer. Voilà ce qu'il faudrait faire pour éviter les erreurs de vocations bien plus funestes, certes, et plus difficiles à réparer dans les métiers manuels que dans les professions libérales.

HEURES DU TRAVAIL

En fixant la journée de travail des filles, femmes et jeunes garçons employés dans les filatures de coton à 55 heures par semaine, le gouvernement a voulu soulager la tâche si ardue des employés dans une des industries les plus déprimantes, et qui taxe à un degré très haut la force du jeune employé.

Je me permettrai de signaler à votre bienveillante attention l'opportunité d'étendre cette prescription aux filatures de toutes espèces et d'y inclure les ouvrières dans les buanderies mécaniques.

La chaleur intense qui se dégage de chaque machine à repasser, chauffée par le gaz ou la vapeur, au-dessus de laquelle l'opérateur est obligé de se tenir penché, les énormes cylindres des calendres, et les séchoirs avec leurs milliers de tuyaux chauffés à une haute température, font de cette industrie une des plus débilitantes que je connaisse. Je ne parle pas de la vapeur qui se dégage des laveuses mécaniques où n'est employé généralement qu'un petit nombre de femmes ou filles adultes. Je crois qu'il ne serait que juste de faire bénéficier la vaillante population ouvrière de nos grandes buanderies mécaniques, des règlements nouveaux.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Onze permis pour faire travailler pendant des heures additionnelles des jeunes filles et enfants ont été accordés dans la ville de Montréal; 2 à St-Jean, 1 à St-Hyacinthe, 1 à Valleyfield, 2 à Maisonneuve.

ACCIDENTS

Le nombre total des accidents rapportés dans les divisions de Montréal, Québec et les Cantons de l'Est, pour 1913-1914, est de 633.

Ces chiffres se décomposent comme suit:

	Accidents			Total.
	légers.	sérieux.	fatals.	
Division de Montréal.....	284	32	6	322
Division de Québec.....	40	77	3	120
Division des Cantons de l'Est.....	100	88	3	191
	424	197	12	633

Statistique des accidents rapportés pour les années suivantes:

Accidents 1910-11.....	569
1911-12.....	688
1912-13.....	720
1913-14.....	633

Cette statistique est évidemment incomplète.

Vouloir prouver par ces chiffres une diminution marquée du nombre des accidents dans les établissements industriels, serait prétendre que tous les industriels observent les recommandations des inspecteurs relativement aux précautions contre les accidents et sont tous fidèles à nous adresser l'avis requis par la loi. Bon nombre de patrons, malheureusement, négligent de se conformer à cette obligation et nombreux encore sont les accidents qui échappent au contrôle de nos inspecteurs, lorsque les industries sont situées loin des centres de communication.

Toute une catégorie de scieries mues par force hydraulique situées dans la région du nord ne peuvent être inspectées que très rarement, et il en est de même des petites scieries qui changent continuellement de place une fois que le sciage des billots de la région est terminé.

Combien les accidents du travail font-ils annuellement de victimes ?

Combien, à leur suite, compte-t-on de personnes tuées, d'ouvriers privés de l'usage de leurs membres d'une façon permanente ou temporaire ?

Quelle est la durée du chômage occasionné par les blessures ?

Et dans un autre ordre d'idées, quelles sont les causes les plus fréquentes des accidents ?

Par quelle industrie et dans quelle proportion le nombre peut-il en être réduit par l'emploi des moyens préventifs ?

Combien y a-t-il lieu d'attribuer d'accidents à une faute du patron, à une faute de l'ouvrier, ou à un cas fortuit ?

Pour soulever un coin du voile qui recouvre toutes ces questions, il faut de toute nécessité recourir à la statistique. Les documents sont

rare, les informations bien incomplètes, manquent de précision, ou se prêtent mal aux comparaisons.

Si les observations embrassent un trop petit nombre de cas, on n'est pas fondé à les généraliser et en tirer des conséquences probables.

Notre statistique ne pourra jamais être que spéciale puisqu'elle ne couvre qu'une infime quantité de travaux où se produisent des accidents—j'ai dit les établissements industriels—mais pour la seule ville de Montréal, il se produit plus d'accidents sérieux chez les ouvriers du port, ou chez les ouvriers des chemins de fer, que dans toutes les industries de la province réunies.

Le nouveau bureau de statistiques arrive à point, car, d'après les rapports venant des autres pays, ce n'est qu'après des travaux préparatoires embrassant plusieurs années qu'une statistique précise et complète peut être créée.

MALADIES PROFESSIONNELLES

En juillet 1914, une circulaire nous conviait à Vienne, au 3ème congrès international des maladies du travail ou professionnelles. Ce congrès, composé de plusieurs sections étrangères toutes présidées par les ministres du travail de chaque pays, a reçu de nombreuses adhésions de la part des économistes, médecins, inspecteurs de tous les pays. Un programme élaboré nous explique qu'il s'agit de jeter des bases solides pour l'unification des moyens d'action pour combattre les maladies dites professionnelles, pour rendre plus uniformes les lois à cet effet, et vulgariser en quelque sorte les moyens préventifs.

Il est certain que l'étude de l'hygiène industrielle attire l'attention des médecins, économistes et industriels de tous les pays.

Les états de New-York, Connecticut, l'Illinois, Michigan, Californie, Maryland, New-Jersey et Wisconsin sont déjà dotés de règlements visant la protection des ouvriers dans les industries dangereuses et insalubres. Bon nombre de causes dans lesquelles les industriels ont été condamnés pour l'insuffisance ou l'absence des moyens préventifs que ceux-ci étaient obligés de fournir sont signalées.

Les lois concernant les maladies partent toutes de la même idée et sont pour ainsi dire inspirées dans chaque pays, comme chez nos voisins. D'abord, les médecins doivent déclarer au commissaire tous les cas d'empoisonnement. Saturnin de phosphore, arsenic ou mercure, tous les cas de charbon (anthrac) ou de maladie attribuable à l'air comprimé dans les caissons.

Les déclarations des médecins doivent donner les adresses des patients traités par eux, ainsi que les détails dont peut avoir besoin le commissaire du Travail, et cela, dans les trente jours à partir du premier jour où le cas sera venu à sa connaissance.

Le commissaire du Travail pourra faire appel au bureau de santé local ou à celui de l'état, selon le cas.

Comme j'ai déjà eu occasion d'attirer votre attention sur cette importante réforme, je clorai là mes remarques.

INSPECTION DES CHAUDIÈRES

Le travail de l'inspection des chaudières a été très satisfaisant cette année. En dépit des difficultés nombreuses qui existent dans l'application de cette partie de la loi, nos inspecteurs provinciaux pour les districts de Montréal et des Cantons de l'Est ont pu faire l'inspection presque complète des chaudières non visitées par les compagnies d'assurance situées dans leur district d'inspection.

District de Montréal	920
District des Cantons de l'Est	683
District de Québec	873
Ville de Montréal—Inspectées par les Cies d'assurance et Inspecteurs munic.	2,406
Total	4,882

Le rapport de M. l'inspecteur de Québec accuse une augmentation satisfaisante sur le nombre d'inspections faites en 1912.

Le district de Québec, avec ses industries échelonnées sur un territoire immense, souvent loin des communications, n'offre pas beaucoup d'attrait aux inspecteurs provinciaux, car, sans compter que les chaudières dans les établissements les plus considérables sont presque toutes inspectées par les inspecteurs des compagnies d'assurance, et les industriels par une conception assez étrange de leurs devoirs et de leurs responsabilités protestent invariablement contre l'obligation de payer l'honoraire dû aux inspecteurs, disant: que le gouvernement devrait rencontrer cette dépense annuelle.

Il y a aussi bon nombre d'industriels qui se prétendent compétents pour l'inspection de leurs chaudières. Je crois pouvoir affirmer le contraire, car, d'après une expérience de bien des années consacrées à la visite d'installation de la force motrice, je ne crains pas de dire qu'en général, les com

naissances des propriétaires et de leurs assistants ne dépassent guère la somme des connaissances nécessaires pour la conduite et l'entretien du matériel.

La loi, en exigeant que l'inspection de la chaudière soit faite par une personne qualifiée et indépendante de tout contrôle du propriétaire de la fabrique, offre des garanties sérieuses que cette inspection sera efficace.

Les patrons ne réalisent pas assez que parmi les accidents du travail, les explosions de chaudières à vapeur, par leurs terribles conséquences, sont de véritables catastrophes; aux pertes par dégâts matériels et aux arrêts si longs et si coûteux des usines viennent se joindre, pour les industriels, les indemnités pécuniaires aux victimes ou à leurs familles, et surtout les poursuites judiciaires qui peuvent suivre, dans le cas où l'enquête établirait que la négligence de l'industriel pouvait être considérée comme criminelle.

ÉDIFICES PUBLICS

L'inspection des écoles, couvents et édifices publics servant de théâtres, salles, etc., dans la ville de Montréal, se poursuit incessamment. L'augmentation du nombre des inspecteurs municipaux et le fait qu'une entente existe entre ces officiers et nos inspecteurs, a beaucoup contribué au succès de la campagne d'inspection entreprise dès les premiers mois du service expiré.

Les documents, ordres et fiches d'inspection étant pour ainsi dire les mêmes pour les deux services, et les recommandations étant simultanément faites par les inspecteurs de la ville et ceux du gouvernement, reçoivent ordinairement toute l'attention nécessaire sous le plus bref délai.

Autrefois, bon nombre de propriétaires, sous prétexte de vouloir s'assurer lequel des deux départements devait avoir le dernier mot dans les changements exigés, retardaient pour des mois les améliorations indispensables pour la sécurité des gens. En outre du dossier ordinaire, il est maintenant fait un plan des dispositions intérieures de chaque école, couvent, théâtre ou salle d'amusement public.

Les écoles dépendant des commissions scolaires protestantes de la ville sont en général parfaites sous le rapport de la sécurité, des moyens d'extinction du feu et de la ventilation. Il reste cependant un bon nombre d'écoles bien mal protégées contre le feu sous tous les rapports. Certaines de ces écoles, construites depuis très longtemps, sont sans doute appelées à disparaître dans peu de temps, ce qui fait que les autorités scolaires retardent indéfiniment les améliorations demandées par notre département, alléguant pour excuse l'inutilité et la perte qu'il y aurait de faire des change-

ments coûteux destinés à ne servir que très peu de temps. Malheureusement, les pertes de vies dans les écoles de la ville sont toujours présentes à notre mémoire, et ne nous permettent pas de tolérer, ce qui fait que, dans chaque cas, le maximum de précautions prescrites par nos règlements sont exigés.

L'application des amendements à la loi des édifices publics concernant les théâtres et salles de vues animées commence à donner des résultats. Graduellement, on cesse d'installer des affiches et des écrans de façon à nuire aux sorties dans le vestibule ou les foyers, et, sauf dans quelques salles où l'on persiste à faire du vaudeville ou à donner des pièces de théâtre, et dont les autorités auront bientôt à s'occuper, il y a progrès satisfaisant.

La machine cinématographique où la pellicule était constamment exposée à prendre feu, a fait place à un instrument plus parfait, et de là les rares embrasements que l'on constatait au début de cette industrie. D'un autre côté, les améliorations apportées dans l'installation des fils électriques ont éliminé, pour les trois quarts, les dangers d'incendie dans la salle.

Cette partie du règlement nouveau qui prescrit des escaliers de sauvetage à la hauteur du pont des machinistes a reçu notre attention immédiate et quelques propriétaires se sont déjà conformés au règlement.

INSPECTION DES POUDRIÈRES

Spécialement requis de faire l'inspection des poudrières du district de Montréal et de celui de St-François, par l'honorable trésorier provincial, j'ai pu mener à bonne fin ce travail commencé dans les derniers mois du service écoulé.

Comme j'ai eu l'honneur de fournir un rapport détaillé sur chaque installation, je n'entrerai pas en matière à ce sujet. Il est cependant de mon devoir de signaler aux autorités compétentes l'insuffisance des installations dans lesquelles s'emmagasinent les explosifs dans les carrières et autres chantiers d'exploitation où l'on fait usage de dynamite.

Quant à la manière de distribuer les explosifs aux ouvriers ou au contrôle des hangars ou poudrières où sont installées pêle-mêle des substances explosives diverses, et que la prudence la plus élémentaire conseillerait de tenir séparées, je serais d'avis qu'une réglementation très sévère vienne, sans retard, mettre ordre à un état de choses dangereux.

On emploie dans ces chantiers un grand nombre d'ouvriers de différentes nationalités, et j'ai remarqué, durant mes inspections, combien il leur était facile de s'emparer de quantités importantes d'explosifs. Il est

inutile pour moi d'insister sur les conséquences qui peuvent résulter d'un laisser-aller semblable.

BUREAUX DE PLACEMENT GRATUITS

Comme par le passé, les différents surintendants des bureaux de placement du gouvernement provincial auront à vous soumettre un rapport de leurs opérations.

En ce qui concerne le bureau de Montréal, j'attire votre attention toute particulière au rapport très détaillé de M. le surintendant Payette, qui présente une statistique des plus intéressantes et de nature à confirmer pleinement les espérances que nous avons fondées sur la création de ces bureaux comme mesure de réforme sociale de premier ordre.

Tout ce qui peut contribuer à faire disparaître de la circulation d'une ville aussi importante que celle de Montréal des milliers de sans-travail, mérite d'être encouragé par les pouvoirs publics.

BUREAUX DE PLACEMENT PRIVÉS

L'ordre en conseil passé par les autorités fédérales fixant l'honoraire d'inscription des ouvriers immigrants dans les bureaux de placement privés, est venu assez brusquement déranger la marche normale du contrôle que nous exerçons dans ces bureaux.

Pris entre les pouvoirs municipaux, provinciaux et la réglementation fédérale du bureau d'immigration d'Ottawa, les propriétaires des bureaux de placement privés, pour un grand nombre, ont décidé d'abandonner la partie. Bon nombre, après avoir payé leur taxe municipale, ont cessé tout travail d'embauchage; bon nombre aussi ont fermé leurs portes.

Le temps est donc, peut être, plus favorable que jamais pour que le gouvernement fédéral assume le contrôle et crée des bureaux de placements des immigrants, mettant ainsi fin aux difficultés qui entravaient l'embauchage des nombreux immigrants qui n'ont cessé de tout l'été d'assiéger notre bureau provincial et pour lesquels nous ne pouvons rien faire, sauf dans le cas où les ouvriers sont des sujets britanniques.

Voilà, monsieur le Ministre, en quelques pages, un aperçu, sans doute très restreint, des travaux de vos inspecteurs des établissements industriels et des édifices publics dont la tâche toujours grandissante ne décourage ni le zèle ni l'activité.

J'ai bien l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

LOUIS GUYON,

Inspecteur-en-chef

RAPPORT DE M. J.-O. MONDAY

Montréal, 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel pour la huitième fois, sur l'inspection des édifices publics et des établissements industriels pendant l'année finissant le 30 juin, 1914.

J'ai fait, dans le cours de l'année commençant le 1er juillet et finissant le 30 juin 1914, dans la ville de Montréal, 401 inspections dites "première inspection", 60 dites "deuxième inspection", et 36 "troisième inspection"—ce qui fait en tout 497 inspections.

Dans toutes ces visites d'inspection, je n'ai trouvé qu'un enfant qui n'avait pas l'âge requis par la loi, et pas un seul qui ne sût ni lire ni écrire.

Escaliers de sauvetage

J'ai ordonné, dans le cours de l'année, deux escaliers de sauvetage; l'un a été construit immédiatement; l'autre sera fait dans quelque temps, m'a dit le propriétaire.

J'ai ordonné des réparations et améliorations à 36 escaliers de sauvetage.

Ascenseurs

J'ai constaté, dans mes différentes inspections à la ville, que 30 ascenseurs ne fermaient pas automatiquement, et même quelques-uns qui ne fermaient pas du tout. J'ai ordonné de remédier à ce défaut immédiatement.

Il y aurait beaucoup de réparations et améliorations à faire aux machines dans un grand nombre de manufactures, surtout dans celles des moulins à scie, pour portes et châssis, mais on ne veut pas toujours les entreprendre. On est obligé de faire visite sur visite, réitérer demande sur demande, à la fin on finit par obtenir ce que l'on demande, ou du moins en partie.

Accidents

J'ai reçu des rapports d'accidents huit fois dans le cours de l'année, mais aucun de ces accidents n'était des cas graves. Un seul avait été

suivi de mort. C'était à la campagne, et j'en parlerai plus loin dans le compte-rendu de mes voyages à la campagne.

Inspections à la campagne

J'ai visité les villes de Joliette, St-Jérôme, St-Gabriel-de-Brandon, St-Damien, Rawdon, St-Vincent-de-Paul, St-Charles-de-Mandeville, Ste-Elizabeth, Berthier, St-Lin-des-Laurentides, Ste-Julienne, etc. Dans cette dernière place, j'ai été au moulin-à-scie de Joseph Frappier, là où un nommé Benjamin Dupuis a trouvé une mort affreuse. Il a eu la tête coupée en deux par une grande scie ronde.

Je suis toujours surpris qu'il n'y ait pas plus d'accidents mortels dans ces moulins-là, vu la négligence et l'ignorance des propriétaires comme des employés. Ainsi, dans le moulin de M. Frappier, le pouvoir d'eau ne s'arrêtait qu'à demi et l'ouvrier était obligé de poser un madrier en travers des dents de la scie pour l'arrêter. C'est en faisant cela que le malheureux Dupuis est tombé (le pied lui a glissé) sur la scie qui lui a scié la tête en deux.

Je rencontre très souvent des cas semblables à celui-ci dans les petites manufactures de la campagne, surtout celles éloignées des villages. Ce sont des négligences criminelles. On se moque du danger. On les avertit et ils rient de nous. On leur donne des copies de la loi qu'ils ne lisent point. Dans les petites villes, les patrons semblent mieux disposés à suivre nos avis et remplir nos ordonnances.

Dans ces différentes inspections à la campagne, cette année, je n'ai pas trouvé d'enfants au-dessous de l'âge qui travaillaient dans les manufactures; ceci est peut-être dû à la diminution d'ouvrage qui est de 25 pour cent. Les patrons ont moins de misère à se procurer la main-d'œuvre.

Edifices publics

A propos des édifices publics, je dois vous dire que, en général, les hôteliers de la campagne sont toujours les mieux disposés à suivre les règlements de la loi. Dans les grandes maisons d'éducation, comme les collèges et les couvents, on rencontre beaucoup de bonne volonté, mais les petites maisons d'éducation, et principalement celles qui sont placées sous le contrôle des commissions scolaires, ont toute espèce de raisons ou faux fuyants pour ne pas faire ce qu'on leur demande. C'est à force de leur écrire ou réitérer les visites qu'on finit par obtenir qu'ils se conforment comme les autres aux exigences de la loi.

En terminant, je dois vous dire, Monsieur le Ministre, que je fais toujours mon possible pour être utile aux ouvriers et aux patrons, et surtout, être juste envers tout le monde.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

D. MONDAY,
Inspecteur.

RAPPORT DE M. J.-E. DESLAURIERS

Montréal, le 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon cinquième rapport annuel sur l'application de la loi des Etablissements Industriels et des Edifices Publics pour l'année finissant le 30 juin 1914.

J'ai fait, durant le cours de l'année, 251 inspections d'établissements industriels dans la ville de Montréal, et quelques visites dans la banlieue, tels que hôtels, écoles, beurreries, fromageries, moulins à scie, églises, couvents, etc., etc.

J'ai trouvé 55 ascenseurs défectueux, et j'ai ordonné de les réparer, afin d'éviter les accidents.

J'ai ordonné 29 escaliers de sauvetage. Cinq propriétaires seulement se sont conformés à ma demande.

J'ai notifié 27 industriels d'avoir à installer des extincteurs chimiques, afin de prévenir les commencements d'incendie.

Dans 159 établissements divers, j'ai fait couvrir et protéger des machineries dangereuses, afin de prévenir les accidents.

La présence des enfants dans les fabriques se fait plus rare d'année en année, heureusement. Je n'en ai fait congédier que 12 au-dessous de 14 ans. La majorité de ceux qui travaillent savent lire et écrire couramment.

On m'a fait rapport de 10 accidents de très peu de conséquence; aucun n'était sérieux.

Il me fait plaisir, monsieur le Ministre, de voir que partout où je suis allé, il y a eu des améliorations considérables. La propreté, l'hygiène et le confort donnés aux travailleurs prouvent au delà de tout doute que les fréquentes inspections des inspecteurs des établissements industriels y sont pour quelque chose, et font plaisir et aux propriétaires et aux employés.

J'ose espérer, monsieur le Ministre, que ce court rapport sera satisfaisant. J'ai la ferme conviction qu'il n'est pas nécessaire de ma part de vous faire de plus longues observations, vu qu'elles vous seront données dans le rapport général de M. Louis Guyon, chef du département, supplémenté de commentaires touchant le fonctionnement des divers autres services placés sous sa surveillance, lui ayant fait, d'ailleurs, pendant l'année qui vient de s'écouler, mes rapports mensuels.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre tout dévoué,

J.-E. DESLAURIERS,

Inspecteur.

RAPPORT DE M. LOUIS-O. GUYON.

Montréal, 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux Publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions qui m'ont été données, je viens vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des Etablissements Industriels et des Edifices Publics pendant l'année finissant le 30 juin 1914.

Inspection

Tout spécialement nommé pour appliquer la loi dans la division d'inspection comprise entre Montréal et la ville de Hull, inclusivement, je me

suis particulièrement employé à donner suite aux réformes et améliorations de toutes sortes prescrites dans les établissements industriels et les édifices publics, durant ma première année d'activité

En général, les patrons se sont montrés bien disposés et j'ai pu constater durant mes dernières visites un progrès très marqué. Les enfants au-dessous de l'âge diminuent dans nombre de fabriques et les précautions suggérées par les inspecteurs pour prévenir les accidents reçoivent une attention bien plus sérieuse de la part du patron.

Dans l'industrie du bois et de la pulpe, un grand nombre d'enfants trop jeunes étaient employés, d'autres de l'âge réglementaire travaillaient à des opérations dangereuses, et ce n'est qu'après de nombreuses inspections que cet abus put être enrayé.

Dans l'importante industrie du ciment qui se développe d'une façon si rapide à Hull, je me plais à signaler les efforts tentés par les patrons pour améliorer les conditions si pénibles des ouvriers dans cette industrie.

En dehors des prescriptions de la loi et des recommandations faites sous son autorité par l'inspecteur, les chefs de cette entreprise ont retenu les services d'un expert chargé d'organiser le meilleur système de prévention des accidents.

En ce qui concerne les grandes fabriques d'allumettes de la compagnie Eddy, et la manipulation si dangereuse du phosphore blanc, je constate qu'on aura bientôt éliminé toutes causes de danger en substituant au phosphore blanc une composition ne contenant aucune matière toxique. Un seul cas d'empoisonnement saturnin, très bénin, est venu à ma connaissance, cette année.

Accidents

Il m'a été transmis 36 cas d'accidents venant de la division de Hull.

Dans chaque cas sérieux, une enquête a été faite et des précautions suggérées aux contremaîtres pour empêcher la répétition de ces malheurs. Bon nombre de fabricants négligent d'envoyer des avis d'accidents, surtout lorsque ceux-ci n'entraînent pas un long chômage; mais dans la grande industrie, les patrons sont très particuliers sur ce point. Je ne doute pas que les effets de la loi de compensation des ouvriers ne soient un stimulant sérieux dans l'observance de cette partie de la loi des établissements industriels.

EDIFICES PUBLICS

Salles de vues animées.

Les 76 salles et théâtres de la ville de Montréal ont tous été inspectés. Dans bien des cas, il a fallu faire plusieurs contre-visites avant d'obtenir les changements demandés. Il en a été de même pour les 14 salles dans la division de Hull.

Ecoles

En dehors de l'inspection de 51 écoles inspectées conjointement avec M. l'inspecteur municipal de Montréal, j'ai pu faire l'inspection générale des écoles situées dans la région du nord jusqu'à Hull. Comme j'avais visité bon nombre de ces établissements l'an dernier et que la plupart des municipalités s'étaient déjà munies d'appareils de sauvetage et d'extincteurs, il ne restait rien de bien sérieux à proposer en dehors des prescriptions concernant la ventilation et les conditions sanitaires. Bon nombre de maisons sont loin d'être, je dirai, convenables sous ces deux derniers points.

Une chose très importante dans la bonne tenue des écoles est l'exercice en prévision d'un incendie (fire drill) et bien que la loi prescrive aux directeurs et directrices de nos maisons d'éducation de faire faire ces exercices périodiquement, je constate qu'il y a peu de maisons où cela se fasse d'une manière systématique. On se contente de faire faire l'exercice une fois avant l'hiver, et une fois les doubles fenêtres posées, le règlement reste lettre morte jusqu'au printemps, oubliant que la sécurité est le prix de la vigilance.

Comme les détails des travaux des inspecteurs recueillis de jour en jour et consignés dans nos rapports mensuels, vous sont communiqués par le chef du service, je conclurai ce court aperçu sur les travaux d'inspection de ma division en vous assurant que rien n'a été négligé pour donner aux ouvriers la plus grande somme de protection possible, et en même temps de protéger les élèves, instituteurs, et le public en général dans nos édifices publics.

Je suis, bien respectueusement,

Votre dévoué serviteur,

LS-O. GUYON,

Insp. Division de Hull.

RAPPORT DE MADAME LOUISA KING

Montréal, le 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics pendant l'année finissant le 30 juin 1914.

Comme vous avez pu le constater par la liste mensuelle des établissements que je vous ai envoyée pendant l'année, j'ai inspecté soigneusement mon district.

De l'hygiène

J'ai essayé d'atteindre tous les ateliers de tailleurs et de modistes, tant pour le bien-être des employés que pour la sureté du public.

En général, je n'ai que des louanges à faire aux modistes sur la manière dont elles tiennent leurs ateliers, et j'ai constaté une grande amélioration chez les tailleurs. Aujourd'hui, on comprend la nécessité de faire laver le plancher de la boutique en arrière aussi bien que celui du magasin en avant où le public a accès.

La sale et malsaine habitude de cracher sur le plancher de l'atelier a presque complètement disparu.

Parmi les centaines d'ateliers que j'ai visités, j'en ai trouvé qu'un où les employés avaient encore cette habitude. Après avoir fait une verte remontrance au patron sur la manière dont il tenait son atelier, je lui ai ordonné d'y placer des crachoirs tel que requiert la loi.

La question de ventilation offre toujours des difficultés. Souvent après avoir obtenu la construction de ventilateurs, les ouvrières craignant le froid, s'opposent à ce qu'on les ouvre. Je recommande alors au contre-maître de faire aérer l'atelier après les heures de travail et pendant l'heure du diner.

Le nombre de fabriques où les patrons mettent une salle à diner à la disposition de leurs employés augmente d'année en année. Souvent le patron fournit le thé à ses employés, toujours il leur donne les moyens de faire chauffer de l'eau pour le préparer.

Dans plusieurs fabriques de cigares, j'ai réussi à faire abandonner aux jeunes filles la pratique nuisible de mouiller les étiquettes avec la langue, et à leur faire adopter des éponges pour faire ce travail.

De la sécurité

Il serait trop long d'énumérer toutes les recommandations que j'ai faites à cet effet dans le cours de l'année. Je ne ferai que mentionner les principales : protection des arbres de transmission, des courroies, des roues d'engrenage, des moteurs électriques ; réparation d'escaliers dangereux sans rampe ; protection des puits d'ascenseurs et de monte-charges au moyen de portes automatiques et construction d'escaliers de sauvetage.

En général, les patrons sont très anxieux de prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger la vie de leurs employés. Il y a un progrès sensible sous ce rapport. Aujourd'hui, pour s'éviter de prendre des mesures préventives, on me cite rarement le fait qu'on est assuré contre les accidents, comme on le faisait il y a quelques années.

Les patrons semblent mieux comprendre que l'argent ne couvre pas tout, et que la souffrance et la douleur ne peuvent être évaluées.

De l'âge d'admission

Je n'ai trouvé cette année que deux infractions à cette loi, ce qui prouve que la tendance d'employer des enfants au-dessous de l'âge diminue chaque année.

Des magasins

Je suis heureuse de pouvoir dire que tous les magasins que j'ai inspectés sont munis de sièges en arrière des comptoirs pour les employés. La preuve que les patrons ne leur défendent pas de s'en servir, c'est que je les ai souvent vues assises lors de mes visites officielles et non officielles.

Plaintes

J'ai reçu très peu de plaintes de la part des ouvrières. Lorsque j'en ai eu, je me suis toujours empressée de me rendre au lieu désigné afin de remédier à l'état de choses, si possible.

Remarques

Dans un de mes rapports précédents, je me rappelle avoir recommandé l'enseignement de la physiologie et de l'hygiène dans nos écoles élémentaires.

Je me permettrai de le recommander de nouveau comme étant essentiel au maintien de la santé et étroitement lié au travail de l'inspectrice.

En causant avec les ouvrières, je m'aperçois que plusieurs d'entr'elles sont très ignorantes sur ces sujets. Par exemple, dans les fabriques de cigares, les jeunes filles sont toutes surprises quand je leur explique que la salive a une autre fonction à remplir que de mouiller les étiquettes. Quant à l'importance de la ventilation, souvent elles n'y comprennent rien, et font des objections quand on ouvre les ventilateurs. Si les lois de l'hygiène étaient mieux connues, tout le monde s'en porterait mieux et le travail de l'inspectrice serait beaucoup plus facile.

En général, j'ai été bien accueillie dans les établissements que j'ai visités. Lorsque j'ai été mal reçue, je m'en suis consolée en me disant que les ouvrières avaient d'autant plus besoin de ma visite, car j'ai toujours constaté que quand on reçoit mal l'inspectrice, on ne traite guère mieux les employés.

En somme, j'ai beaucoup joui de mon travail pendant l'année, et je suis mieux persuadée que jamais qu'il n'y a pas d'inspection qui contribue davantage au bien-être du public et de la classe ouvrière que l'inspection des établissements industriels et des édifices publics.

Le tout respectueusement soumis,

LOUISA KING,
Inspectrice.

RAPPORT DE MADEMOISELLE C. CLEMENT

Montréal, le 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre à votre bienveillance mon cinquième rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et les édifices publics pendant l'année finissant le 30 juin 1914.

Ayant, depuis janvier dernier, transmis au département le nombre de mes inspections, et donné à mon inspecteur en chef des statistiques qui

peuvent répondre de mon travail, je crois devoir laisser à ce dernier la tâche de dire si j'ai rempli mes obligations.

Monsieur L. Guyon, notre chef, dont le dernier rapport accusait une expérience de vingt-cinq années, sait toucher en maître à tout ce qui intéresse notre département à Montréal, et il en comprend toutes nos responsabilités. Il lui appartient donc, ça me semble, de faire les comptes-rendus.

Je ne ferai donc que signaler à votre bienveillante attention, Monsieur le Ministre, les quelques progrès obtenus dans mon district, qui sauront, je l'espère, mériter votre approbation.

Au cours de l'hiver, j'ai été appelée à faire une enquête à la filature de coton Hochelaga—les filles ayant porté plainte au sujet des lumières, qui, disaient-elles, ne suffisaient pas et rendait leur travail difficile, leurs yeux ayant à en souffrir. J'ai de suite donné des instructions, à la satisfaction des employées.

Avec les conditions de surveillance que nous exigeons aujourd'hui dans nos grandes usines, tant à l'égard de l'âge des enfants qu'au confort des femmes en général, je constate pour ma part de bien précieuses réformes; la reconnaissance comme la confiance de celles-ci m'en donnent la preuve. Ainsi, dans l'immense manufacture de tabac de Sir William McDonald, où seulement les femmes sont au nombre de sept cents, c'est tout un peuple qui mérite d'attirer notre attention.

Au début de mes inspections, j'avais remarqué un triste état de choses, à savoir, qu'à peu près la moitié de ces pauvres filles que les distances empêchent d'aller chez elles pour le repas du midi, devaient prendre leur petit diner dans le pauvre coin poussiéreux de leur travail quotidien. Cette année, je leur ai obtenu après bien des plaintes et des instances auprès du gérant, une bonne salle à manger bien propre, ayant de grandes tables où chacune a son couvert en granit blanc et où l'on sert du thé chaud gratuitement.

Aussi, il faut avoir vu le bonheur de ces pauvres filles, quand la cloche les appelle pour leur heure de repos!

J'ai de même demandé pour une autre grande manufacture, chez J.-P. Black & Cie., plus de sécurité pour les jeunes filles qui travaillent au quatrième et au cinquième étages. Elles sont de deux à trois cents par plancher, ce qui rend les paniques bien à craindre.

J'ai obtenu une issue par le toit, à part les différents appareils de sauvetage très bien organisés.

Voici, monsieur le Ministre, les quelques détails des améliorations que je suis heureuse de pouvoir mettre sous vos yeux.

Le tout humblement soumis,

Mlle C. CLEMENT,

Inspectrice.

RAPPORT DE M. P.-J. JOBIN

Québec, 30 juin, 1914.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics dans le district d'inspection de Québec.

L'activité industrielle a été chose remarquable dans la première partie de l'année; après quoi s'est accusée vers le milieu de l'année, une dépression qui a même augmenté vers la fin. Ceci ne s'applique ni aux scieries, ni aux pulperies ou autres fabriques de papier; ces industries n'ont pas paru souffrir autant que les autres. Un malheureux différend dans les fabriques de chaussures de Québec a aussi contribué à empirer les conditions du travail pour la classe ouvrière.

Le nombre des accidents signalés dans le cours de l'année a été de cent vingt, soit trente de plus que l'année dernière, mais cette augmentation dans le nombre d'accidents enregistrés n'implique aucunement qu'il y a eu plus d'accidents dans les établissements industriels, cela signifie tout simplement que tous les accidents même les plus légers ou insignifiants sont enregistrés maintenant. Un autre fait qui a déjà été noté dans les rapports des années dernières et qu'il faut répéter ici, c'est que l'on tient compte dans le rapport des accidents qui se sont produits dans les travaux de construction de nouveaux établissements industriels ou d'agrandissement des anciens. Seize de ces accidents ont été rapportés cette année, et quant aux accidents de moindre importance occasionnant une perte de temps d'une semaine au plus, il en a été rapporté quarante.

Le nombre des accidents fatals a été de trois, ou neuf de moins que l'an dernier.

Travail des enfants

La loi concernant l'emploi des jeunes garçons et des jeunes filles n'ayant pas atteint l'âge de quatorze ans semble aujourd'hui si bien comprise, ou bien les visites plus fréquentes et inattendues de l'inspecteur ou de l'inspectrice ont rendu si difficile le moyen d'éluder la loi, que ce mal a presque

disparu aujourd'hui. L'autre partie de la question, celle du degré de l'éducation, se recommande davantage à l'attention de l'inspecteur. A première vue, il semble bien facile de s'assurer si les enfants peuvent lire ou écrire couramment, mais dans la pratique cela n'est pas aussi aisé. Je ne pourrais pas dire que dans le cours de l'année j'ai rencontré un seul jeune garçon ou une seule jeune fille, de 14 à 16 ans, qui ne sut pas lire ni écrire; mais cependant je dois avouer que dans un certain nombre de cas, il y avait doute quant à savoir s'ils pouvaient lire ou écrire couramment. Il arrive aussi fréquemment qu'un petit garçon employé dans une fabrique ou un moulin et appelé tout à coup à lire une carte ou écrire son nom et son adresse, donne une assez pauvre idée de sa compétence, tandis que le même enfant soumis à l'épreuve dans d'autres circonstances aurait beaucoup mieux réussi.

Permission de faire des heures additionnelles de travail

Dans la première partie de l'année, quatre de ces permis ont été accordés, conformément à l'article 3838, soit quatre de moins que l'an dernier. Aucun de ces permis n'a été accordé ni demandé durant la deuxième partie de l'année.

Plaintes

Quinze plaintes ont été reçues durant l'année, trois ayant trait à la sécurité de maisons d'habitation, et comme notre loi ne s'applique pas à ces cas-là, ces plaintes n'ont pas eu de suite. Les douze autres provenaient des causes suivantes:

Cinq avaient rapport à l'incompétence de mécaniciens, trois à la malpropreté des cabinets d'aisance, deux aux appareils de sauvetage en cas d'incendie, deux aux ascenseurs défectueux, un au manque de chaleur ou au chauffage insuffisant d'un atelier (Note. Cette plainte a été faite le 30 septembre 1913,) et deux aux machines non protégées. Il y a eu enquête sur toutes ces plaintes, et quand il a été constaté que celles-ci étaient fondées, on y a remédié d'une manière efficace.

Inspections des chaudières à vapeur

Le nombre total des certificats de chaudières à vapeur reçus et déposés durant l'année a été de 873. Ce service laisse encore beaucoup à désirer. Un très grand nombre de chaudières à vapeur, en fait presque toutes les chaudières à vapeur de nos grands établissements (et par grands établissements, j'entends ceux qui emploient plus que trente hommes) sont assurées.

Ces chaudières sont inspectées périodiquement par des inspecteurs compétents, conformément à l'article 3840 des Statuts refondus, et en général ces inspections sont bien faites et avec soin, et par conséquent causent peu d'embarras au service. Leurs certificats annuels sont envoyés à temps et il est remédié à toute défectuosité signalée. Mais c'est avec les propriétaires de petits ateliers que l'on a des difficultés. Quelques uns d'entre eux prendront tous les moyens possibles pour éluder l'inspection et s'épargner la dépense de cinq piastres comme honoraires de l'inspecteur. Les pires sont ceux qui croient en savoir beaucoup plus que l'inspecteur et quand il faut encore y ajouter, pour la plupart de ces moulins, leur éloignement dans les forêts, dans des endroits d'un accès difficile et par conséquent coûteux à atteindre, il ne faut donc pas trop s'étonner si nos inspecteurs de chaudières les omettent dans leurs tournées d'inspection.

Il faut encore remarquer ce fait que pour certains endroits éloignés le coût du voyage excéderait le montant à réaliser dans l'inspection des chaudières du district en question. On ne saurait raisonnablement s'attendre à ce que nos inspecteurs fassent ce travail sans rémunération. Dans certains de ces cas, j'ai réussi à faire faire ce travail par les inspecteurs d'assurance quand ils se trouvaient dans le voisinage de ces chaudières.

Je suggère que le règlement No. 35 soit amendé en retranchant les mots: "L'Inspecteur des chaudières à vapeur devra donner aux manufacturiers avis de sa visite dix jours avant de se rendre dans les fabriques", pour y substituer ce qui suit: L'inspecteur de chaudières, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, mais au moins une fois chaque année, visitera et inspectera toute chaudière se trouvant dans son district d'inspection et la soumettra à l'épreuve hydrostatique, s'il le juge nécessaire ou à propos.

Je crois que la chose est présentement opportune, au moment où l'on est sur le point de nommer un bureau d'examineurs pour les mécaniciens et les inspecteurs de chaudières, conformément à la législation adoptée à la dernière session par la législature de la province, ce qui est aussi conforme à la théorie actuelle de rechercher avant tout la sécurité, quelque soin que l'on apporte aux inspections annuelles. Au point de vue de la sécurité avant tout, dans l'examen des chaudières à vapeur, il y a trois choses distinctes et essentielles à contrôler absolument:—Premièrement, la construction et le plan de la chaudière; les matériaux qui entrent dans sa construction et la qualité de l'ouvrage; deuxièmement, la vérification annuelle de l'état de la chaudière par des inspecteurs compétents et fiables, afin que toute défectuosité provenant de l'effort ou de la détérioration puisse être découverte et réparée; troisièmement, des gens compétents préposés au contrôle de ces chaudières à vapeur. Quant à la vérification annuelle de l'état de la chaudière, tel que dit ci-haut, il n'y a pas beaucoup de plaintes

à ce sujet. J'ai déjà signalé les principales difficultés que l'on rencontre et auxquelles il faut remédier touchant l'emploi des ingénieurs. La nouvelle loi et les nouveaux règlements auront sans doute pour effet de forcer nos machinistes actuels à acquérir de la compétence dans leurs fonctions, et cela non seulement à leur propre avantage mais encore à l'avantage de leurs patrons. Quant au premier item, celui de la construction, il y a beaucoup à faire; je recommanderais fortement d'adopter une législation comme celle qui existe actuellement dans les provinces sœurs de la Colombie Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, d'Ontario et de la Nouvelle Ecosse, concernant la construction des chaudières à vapeur.

Accidents

Parmi les rapports d'accidents que nous avons reçus, au nombre de 120, il y en avait six où les victimes étaient des femmes, et cent-quatorze des hommes, classifiés comme suit au point de vue de l'âge de ces victimes: une fille de 15 ans, une de 17, une de 18, deux de 19 et 1 de 28 ans.

Chez les hommes: trois garçons de 14 ans, trois de 15 ans, six de 16 ans, deux de 17 ans, cinq de 18 ans, dix de 19 ans, cinq de 20 ans, quatre de 21 ans, huit de 22 ans, trois de 23 ans, trois de 25 ans, deux de 26 ans, quatre de 27 ans, trois de 28 ans, deux de 29 ans, six de 30 ans, un de 32 ans, un de 33 ans, deux de 34 ans, dix de 35 ans, un de 36 ans, dix de 38 ans, cinq de 40 ans, deux de 41 ans, deux de 42 ans, douze de 45 ans, deux de 50 ans, un de 56 ans, un de 60 ans, un de 66 ans, un de 70 ans et un de 78 ans.

D'après ce qui précède on remarquera que le plus grand nombre d'accidents s'est produit pour des hommes de 45 ans, et dont douze au moins ont été les victimes; le chiffre le plus élevé ensuite a été pour les âges de 19 et 35, dix accidents chacun.

Je m'abstiendrai de faire aucun commentaire là-dessus, car pour cela il me faudrait connaître le nombre d'employés à chaque âge afin d'établir des comparaisons au pourcentage. Je n'ai pas ces renseignements. Quant au temps pendant lequel l'accident est arrivé, je n'ai pas la même objection, et sur les 120 accidents, 25 ont eu lieu durant la nuit dans des établissements où l'on travaille la nuit, et ces 25 accidents se trouvent à peu près également répartis entre les heures de la nuit.

Les 95 autres se sont produits comme suit:—Cinq entre 7 et 8 h. a.m.; six entre 8 et 9 h. a.m.; neuf entre 9 et 10 h. a.m.; seize entre 10 et 11 h. a.m.; neuf entre 11 h. et midi et 1 h. p.m.; cinq entre 1 et 2 h. p.m.; neuf entre 2 et 3 h. p.m.; huit entre 3 et 4 h. p.m.; treize entre 4 et 5 h. p.m.; et huit entre 5 et 6 h. p.m. On remarquera que le plus grand nombre d'accidents sont arrivés entre dix et onze heures du matin, et ensuite entre quatre et

cinq heures de l'après-midi. Une étude attentive de ces données fera comprendre que la fatigue est un facteur important dans ce problème des accidents industriels. On doit se rappeler qu'il y a deux sortes de fatigues, celles du système physique et du système mental, et dans le travail de la fabrique où l'ouvrier est continuellement occupé à faire et refaire toujours une même pièce, la monotonie même engendre la fatigue, et cela joint à une répétition constante du mouvement musculaire détermine sans doute de la léthargie. Certains surintendants de fabriques ayant à remplir des formules de rapports sur des accidents, sont prompts à insérer sur la ligne: "cause de l'accident", le mot "négligence", mais très rarement peuvent-ils démontrer qu'ils ont eu raison de faire cette insertion. La fatigue physique et la monotonie produisent chez l'ouvrier un état où son esprit ou son imagination s'écartent de sa tâche, il fait un faux mouvement et il se blesse. Le surintendant est là qui enregistre une négligence tandis que l'investigateur y aurait trouvé un moment d'irréflexion ou un danger inhérent au travail. Eh bien, je crois que les deux ont tort, et que la vraie cause est la fatigue. Quand l'esprit de l'ouvrier est fatigué, il ne peut rester fixé à l'ouvrage, et dans ces conditions-là il arrive des accidents, à moins que ces dangers ne soient bien reconnus et compris et que des moyens efficaces ne soient pris pour les prévenir ou les empêcher. Il s'ensuit naturellement que les appareils de protection autour des machines doivent être parfaits, et la surveillance incessante. J'ai si souvent entendu faire cette remarque, lorsque je m'informais de la cause d'un accident: "mais nous ne pouvons pas avoir un contremaître pour chaque ouvrier à notre emploi", que je commence presque à prendre en pitié ceux qui la font. Je la prends comme un aveu de la part de cet homme-là qu'il n'a pas la compétence voulue pour satisfaire aux besoins actuels. La gravité des accidents se répartit comme suit: trois fatals, un dû à l'éclatement d'un volant, un dû à une chute, la victime ayant glissé sur le parquet et donné de la tête contre un cadre en fer, un, à une chute du haut d'un échafaud. Une perte du bras droit, deux pertes de la main droite, une perte d'un œil, deux pertes du pouce et d'un doigt, une perte de quatre doigts, deux pertes de trois doigts, cinq pertes de deux doigts, cinq pertes d'un doigt, quatre épaules fracturées, neuf jambes fracturées, trois pertes d'orteils, trois bras fracturés, huit écrasements et blessures de pieds et d'orteils, trois fractures de côtes, dix-huit brûlures aux mains, bras ou jambes, et trois avec contusions au corps et aux membres. Ces accidents avec quarante autres d'une nature moins grave forment le total des accidents pour mon district d'inspection, durant l'année. Dans chaque cas d'accidents graves, une enquête a été faite.

J'ai assisté à la convention tenue à Toronto au mois de juin. Cette

convention a été convoquée par la province d'Ontario afin de faire adopter des règles uniformes pour les calculs qui doivent servir de base aux pressions permises dans les chaudières à vapeur. Cette convention à laquelle s'étaient rendus des représentants de cinq provinces sur les neuf qui composent le Dominion, a étudié à fond cette question délicate et complexe, dans toutes ses phases, à partir du facteur de sûreté jusqu'à l'effort de cisaillement auquel se trouve soumis un rivet, et l'on a finalement suggéré un projet qui a semblé rencontrer l'approbation générale. Reste maintenant aux différentes provinces à adopter ces suggestions pour leurs lois concernant l'inspection des chaudières.

On a aussi vu avec soin à l'inspection des édifices publics. J'ai fait durant l'année un total de cinq cent quatre visites d'inspection. Je dois dire aussi que j'ai été habilement et efficacement secondé par mes collègues: M. S. Desrochers et Mde A.-D. Lemieux.

Le tout respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,
Inspecteur.

RAPPORT DE M. SAM DESROCHERS

Québec, 30 juin, 1914.

HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Le rapport de mes inspections d'établissements industriels et d'édifices publics pour l'année fiscale 1913-1914, que j'ai l'honneur de vous soumettre, peut se passer de longs commentaires, attendu que les remarques que je pourrais y ajouter ne feraient que corroborer généralement le rapport très élaboré de mon collègue M. Jobin.

Le nombre de visites que j'ai faites, dans le cours de l'année, aux différents établissements et édifices dans mon district d'inspection est de 386, et j'ai eu à faire enquête sur 91 accidents plus ou moins graves.

En outre du travail courant dans la Cité et les environs de la capitale, j'ai fait des tournées d'inspection dans certaines parties reculées du dis-

trict, notamment sur la côte de Gaspé, dans une partie du vaste comté de Chicoutimi et Saguenay, ainsi que dans le comté de Nicolet, et il y a toute raison d'espérer les meilleurs résultats de cette surveillance.

Généralement parlant, la loi est de mieux en mieux comprise, les observations de l'inspecteur sont accueillies dans un meilleur esprit, et l'on se rend mieux compte de la sagesse des lois édictées et de la sollicitude que l'Etat déploie pour la protection des enfants et la sécurité des ouvriers et du public en général.

Dans le cours de mes visites, j'ai dû condamner deux théâtres de vues animées comme étant impropres à la sécurité du public qui les fréquentait.

Le tout respectueusement soumis,

SAM. DESROCHERS.

Inspecteur.

RAPPORT DE MADAME A.-D. LEMIEUX

Québec, 30 juin, 1914.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des inspections que j'ai faites des édifices publics et des établissements industriels pour l'année finissant le 30 juin 1914.

Au cours de ces inspections, je me suis particulièrement occupée de trois choses :

1ère.—Relever dans nos manufactures la présence d'enfants au-dessous de l'âge prescrit par la loi.

2ème.—Rappeler aux propriétaires de magasins les égards qu'ils doivent à leurs employées.

3ème.—Mettre les ouvrières en garde contre les accidents.

TRAVAIL DES ENFANTS

Le nombre d'enfants illettrés se fait plus rare dans nos manufactures; instruits, aujourd'hui, que l'admissibilité des enfants dans ces bâtisses

est sujette à des conditions d'âge et d'instruction, les parents sont plus prudents. Cependant, il faut exercer une grande surveillance vis-à-vis des ouvriers qui travaillent à la pièce; au temps des vacances scolaires, des enfants au-dessous de l'âge avaient obtenu de l'ouvrage sur la production de faux certificats. Ils ont été remerciés de leurs services.

Comme vous le voyez, Monsieur le Ministre, les cas de cette nature se font plus rares, et espérons que nos efforts les feront disparaître dans un avenir prochain.

DES MAGASINS

Les magasins sont, en général, propres, bien tenus, bien aérés et pourvus de sièges derrière les comptoirs; là où cette dernière accommodation n'existe pas, les employées disposent d'un local où elles peuvent aller se reposer à leurs moments de relâche.

J'ai constaté en outre que l'on exigeait des employées que les heures fixées par la loi.

DES ACCIDENTS

Durant l'année, j'ai fait une enquête; c'était à propos d'un accident au cours duquel une jeune fille eut le bras et la main droite brûlés.

L'on m'a rapporté plusieurs cas de grave imprudence. Certaines ouvrières, malgré les avertissements de leur chef, les recommandations déjà reçues de leurs inspectrices, se sont avisées de nettoyer les machines en mouvement ou de balayer sous les tables abritant des arbres moteurs en action. Cette façon d'agir, que rien ne justifie, qui est une source de dangers et une cause de sérieux accidents, ne pouvait être de ma part trop étroitement surveillée.

Espérons que les remontrances et les conseils produiront leurs fruits, et que nous n'aurons plus à déplorer des actes de négligence, dont les effets pourraient être extrêmement fâcheux.

Le tout humblement soumis,

A.-D. LEMIEUX,

Inspectrice.

RAPPORT DE M. R.-H. GOOLEY.

(Traduction)

Coaticook, 30 juin. 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel concernant l'inspection des établissements industriels et des édifices publics dans les Cantons de l'Est, pour l'année finissant le 30 juin 1914.

L'année dernière a été, sous plusieurs rapports, tout à fait exceptionnelle, et la nature de mes travaux a été plus variée que les années précédentes.

Durant les premiers mois de l'année, cette activité que je signalais avec tant de plaisir dans mon dernier rapport, s'est parfaitement maintenue. Les industries de toutes sortes étaient florissantes. Il en a été établi de nouvelles; plusieurs des anciennes préparaient des agrandissements et toutes donnaient leur plein rendement et leurs heures de travail, sans accuser aucun signe de relâche dans leur activité. Mais au commencement du printemps, comme un coup de foudre dans un ciel serein, les propriétaires de fabriques ont aperçu tout à coup des pronostics de mauvais temps. Des commandes sur lesquelles ils comptaient ne sont pas venues, et plusieurs qui avaient déjà été enregistrées ont été réduites ou même complètement annulées. La soudaineté du changement a presque jeté la panique dans quelques industries. Chez les unes, on a commencé par réduire les heures de travail dans la journée; chez d'autres, les jours de travail de la semaine, et presque partout il a fallu diminuer le personnel. C'était du malaise pour le patron comme pour l'employé, trop souvent une cause d'animosité entre eux, et partant bien des cas où votre inspecteur a été appelé à intervenir pour régler les différends. C'étaient, par exemple, des plaintes diverses de la part d'ouvriers congédiés, et après enquête, je constatais que la cause en remontait à plusieurs mois auparavant. Lorsque cette cause était produite, l'intéressé était contenté de travailler sans songer à risquer son emploi en portant plainte, mais une fois qu'il s'est vu sans ouvrage, il a pris le moyen d'exercer de petites représailles en rappelant d'anciens griefs. Il était difficile de leur faire comprendre qu'il n'y avait pas à blâmer le patron si celui-ci ne pouvait leur donner de l'ouvrage. Ils le trouvaient en faute,

quand même et sans réserve, et remontaient pour cela et se justifier à plusieurs mois en arrière.

J'ai fait des investigations minutieuses sur toutes ces plaintes, et chaque fois que j'ai pu constater que la cause subsistait encore, j'ai pris les bons moyens de l'éliminer. Mais dans la plupart de ces cas, j'ai eu à convaincre l'ouvrier congédié que la cause de son embarras était une dépression générale dans le commerce du Canada tout entier et que son patron n'en était nullement responsable, qu'il avait plutôt le plus à en souffrir. De cette manière je réussissais à concilier les choses, et à remplir mon devoir envers le patron et son employé. Dans la plupart des cas, j'ai trouvé qu'il valait mieux user de conciliation entre les deux parties que d'aborder l'une ou l'autre avec un gant de fer.

Cependant, en somme, d'après les renseignements que j'ai pu obtenir sur l'état de choses dans d'autres parties du pays, les industries dans les Cantons de l'Est ont eu moins à souffrir de la dépression actuelle que celles des autres parties du pays.

Lorsque je suis entré en fonction, il y a dix ans, cette région du pays que l'on nomme les Cantons de l'Est, était considérée pratiquement comme un district agricole, à l'exclusion des autres industries. Mais il fait plaisir d'y remarquer les progrès rapides de la vie manufacturière durant cette décade. Des industries nouvelles et considérables ont été établies dans toutes les sections du district, et toutes prospéraient lorsque la dépression actuelle est survenue, à tel point que l'on regarde cette section comme l'une des régions industrielles les plus florissantes du Canada, et aussitôt que la dépression aura pris fin, je ne vois pas de raison pour que ce district ne retrouve pas sa prospérité industrielle.

Une autre amélioration dont il fait plaisir de tenir compte, c'est la confiance toujours croissante que le patron et son employé témoignent à votre inspecteur. Là où l'un et l'autre se regardaient tout d'abord comme un mal nécessaire qu'il fallait subir pendant aussi peu de temps que possible, et dont il fallait se débarrasser le plus tôt possible, on consent maintenant à coopérer avec moi, à me donner tous les renseignements disponibles, et à m'aider de toute manière à faire respecter les lois et règlements de votre département.

LE TRAVIL DES ENFANTS

Voici un problème très sérieux, car l'enfant d'aujourd'hui sera l'homme de demain, et il est très important que l'on prenne tous les moyens de faire disparaître de nos fabriques le mal dont il s'agit. Et j'ai le plaisir de déclarer que cette province ne le cède à nulle autre au point de vue de nos lois

et de la manière dont ces lois sont observées. Je ne laisse jamais passer une plainte de cette nature sans faire une enquête des plus minutieuses. Dire que je ne trouve pas d'enfants au-dessous de l'âge requis travaillant dans nos manufactures, serait absurde et presque impossible, car il faut qu'il s'y en introduise, en dépit de la sévérité exercée dans les industries. C'est le défaut d'éducation. Les parents ne s'arrêtent pas à l'idée qu'avec de l'éducation, leurs enfants seraient pour eux d'une plus grande valeur même matérielle. Ils ne regardent qu'au jour le jour et aux piètres gages qui sont apportés à la maison, et dans la plupart des cas, c'est le père et la mère qui sont à blâmer et non pas le patron. Quand je trouve des enfants n'ayant pas l'âge requis, j'essaie, si possible, d'atteindre les parents et de leur représenter, autant que je le puis, combien la chose est sérieuse. Dans plusieurs cas, j'ai reçu des lettres de parents plaidant pour que l'on admette leur enfant au travail. Il peut arriver quelquefois qu'il soit réellement pénible pour une pauvre veuve de ne pas permettre à son enfant de lui gagner quelques piastres, mais si un inspecteur ouvre une fois la porte à la tolérance dans un cas, il aura à faire face à bien des récriminations de la part des autres dans la même ville. Je me suis donc convaincu que le seul moyen de résoudre la question est d'insister absolument sur la production d'un certificat signé par le membre du clergé dépositaire des registres de l'état civil. C'est que ce je fais toujours, et je puis dire que dans les fabriques des Cantons de l'Est le travail des enfants a été éliminé autant que la chose est possible dans les circonstances actuelles.

ACCIDENTS

Après avoir insisté pendant plusieurs années pour obtenir que l'on fasse un rapport immédiat de tout accident, j'ai enfin réussi à faire connaître aux manufacturiers de ma division d'inspection, combien il est important de faire un rapport de tous les accidents, voire même les plus petits, aussitôt qu'ils se produisent. En faisant immédiatement une enquête sur tous les accidents, j'ai pu convaincre les intéressés que c'est dans leur intérêt, si j'ai tant insisté pour que l'on me fasse ces rapports. Il y a plusieurs raisons pour que les accidents même les moins importants soient rapportés. Souvent en faisant l'investigation sur un accident en apparence insignifiant, on découvre un état de choses qui pourrait donner lieu à d'autres beaucoup plus importants. Un homme se fera, par exemple, couper un doigt par une machine apparemment inoffensive, mais après examen on découvrira que cette machine peut être dangereuse même pour la vie des mécaniciens. De même, en faisant une investigation à propos d'un accident, souvent votre inspecteur découvrira un état de choses qui se trouve

dans tous les établissements industriels et que l'on ne considère pas comme dangereux. Le danger découvert à la suite d'un accident dans une fabrique donnera lieu souvent à la découverte de conditions dangereuses dans plusieurs autres établissements et l'on y remédiera.

La loi concernant les accidents du travail offre un grand avantage en protégeant la vie et la sûreté de ceux qui sont obligés de travailler autour des machines. Cela engage les manufacturiers à assurer leur propre responsabilité dans les compagnies d'assurance, qui, à leur tour, insistent pour que l'on prenne toutes les précautions possibles afin d'éviter les accidents, et afin que l'on porte le plus grand intérêt aux victimes pour réduire autant que possible leur temps de chômage. En outre, l'indemnité que donnent les compagnies d'assurance très souvent suffit au besoin de la victime; aussi, patrons et employés en sont venus à considérer que la loi des accidents du travail est décidément à leur avantage.

En dépit de toutes les précautions prises par les patrons, les compagnies d'assurance et moi-même, il y a eu plusieurs accidents sérieux dans mon district durant cette année. Cent quatre vingt-onze accidents m'ont été rapportés durant l'année, dont trois mortels. Deux de ces derniers ont eu lieu dans les fabriques de pulpe et de papier, et une dans l'industrie du bois. Les 191 accidents qui m'ont été signalés se trouvent répartis dans les fabriques suivantes:

- 44 dans des industries où l'on travaille le bois.
- 75 dans des fabriques de tissus
- 22 dans des fabriques de machines.
- 36 dans des fabriques de pulpe et de papier.
- 1 dans une fabrique de peignes.
- 2 dans des fabriques de bijouteries.
- 11 dans divers petits établissements.

PLAINTES

Dans le cours de l'année, j'ai reçu 71 plaintes de patrons, d'employés et du public en général, de toutes les parties de mon district d'inspection. Si le nombre des plaintes augmente d'année en année, ce n'est pas que les conditions empirent dans mon district, mais plutôt parce que tous comprennent mieux que c'est le moyen pratique de remédier à leurs griefs. Je me suis fait un devoir et une règle de soumettre aussitôt que possible toutes les plaintes à une investigation. Dans la plupart des cas, la plainte a quelque raison d'être; il y a quelque chose qui a échappé au patron, ou une condition nouvelle qui s'est produite et à laquelle votre inspecteur doit voir. Par exemple, il m'a été fait deux plaintes où il s'agissait de la solidité de la

fabrique. Après enquête, j'ai constaté que l'une de ces plaintes n'était pas fondée, et le propriétaire a pu fournir un certificat d'un architecte. L'autre a eu pour résultat que la bâtisse a été déclarée dangereuse et le propriétaire a été obligé de la renforcer.

Le nombre de plaintes au sujet des machines sans appareils de protection a considérablement diminué depuis que la loi des accidents du travail est entrée en vigueur.

Les compagnies d'assurance ont beaucoup contribué à faire munir les machines dangereuses d'appareils protecteurs et à convaincre les patrons eux-mêmes qu'il y a de leur intérêt à ce que tout danger possible soit éliminé.

Il y a eu plusieurs plaintes au sujet des conditions sanitaires. Je considère que c'est une chose très importante, car l'insuffisance des conditions sanitaires dans une fabrique peut donner lieu à une épidémie qui infestera toute la ville. L'hygiène est beaucoup plus difficile à observer dans les petites villes de districts que dans les cités, car plusieurs localités où il y a de grandes fabriques ne possèdent pas de système d'aqueduc et d'égouts. Dans ce cas, il faut recourir aux meilleures dispositions possibles suivant les circonstances.

Il me fait plaisir d'ajouter que, dans tout mon district, les choses s'améliorent constamment et considérablement d'une année à l'autre.

INSPECTION DES CHAUDIÈRES À VAPEUR

Cette partie de mes fonctions a réclamé plus d'attention de ma part cette année que durant les années précédentes, et il m'a fallu traduire quelques propriétaires devant les tribunaux de justice pour les forcer à faire inspecter leurs chaudières. Il y a plusieurs petits moulins dans des endroits éloignés qui ne fonctionnent que durant quelques mois de chaque année. Les gens s'imaginent que parce que leurs chaudières ne servent que peu, elles n'ont pas à être inspectées chaque année, tandis que, de fait, l'inspecteur doit y faire plus attention qu'à celles de grandes fabriques qui sont constamment sous les soins de machinistes compétents.

Plusieurs de ces chaudières dans les petites scieries mécaniques et fabriques sont vieilles. Elles ont été mises de côté dans les plus grandes fabriques, puis ont été réparées et revendues, et par conséquent exigent une inspection plus fréquente et plus minutieuse. Chaque fois qu'un inspecteur de chaudières m'informe qu'il rencontre de l'opposition de la part des propriétaires de quelques unes de ces chaudières, je m'en occupe immédiatement et je vois à ce que cette inspection se fasse. Mes devoirs sous ce rapport consistent en une simple surveillance, car j'ai sous mes ordres quatre hommes d'expérience qui ont à y voir directement.

Durant l'année, 683 inspections de chaudières m'ont été rapportées. De ce nombre, 231 ont été faites par les inspecteurs de compagnies d'assurance et 452 par les inspecteurs du gouvernement. C'est une faible augmentation sur les années passées.

ÉDIFICES PUBLICS

J'ai accordé une grande attention à cette partie de mes devoirs durant l'année, et j'ai le plaisir de pouvoir dire que j'ai grandement réussi à assurer le bien-être et la sécurité du public. Je considère comme très sérieuse ma responsabilité sous ce rapport et l'on me dit souvent que je suis trop sévère dans mes exigences. A mon avis, je ne saurais être trop sévère quand des précautions à prendre peut dépendre la vie de centaines de personnes. Je prends bien soin de voir à ne rien laisser au hasard qui puisse, de quelque manière, mettre en danger la sûreté d'une bâtisse où le public a accès.

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION

Les édifices destinés aux fins de l'éducation se sont grandement améliorés depuis quelques années. L'an dernier seulement, seize grandes maisons d'école ont été érigées dans mon district, dont neuf pouvaient être avantageusement comparées à toutes autres de la province. Quatre de ces bâtisses sont considérées comme absolument à l'épreuve du feu. En outre, il y a plusieurs édifices en voie de construction. Les Cantons de l'Est ont raison d'être fiers de leurs établissements d'éducation. Je ne considère jamais aucun de ces édifices comme prêt à être occupé tant qu'il n'est pas pourvu de quelque moyen efficace de sauvetage pour les élèves, en cas d'incendie. Le danger est trop grand pour que l'on se permette d'en courir le risque, afin d'éviter quelque dépense. Je constate que les directeurs des écoles des Frères et des couvents sont ordinairement prêts à prendre toute espèce de précaution pour prévenir les pertes de vie en cas d'incendie ou de panique, mais souvent c'est bien différent quand j'ai affaire à des commissions scolaires ou à des syndics. Il est difficile de leur faire croire que le danger d'incendie dans la grande maison d'école à trois étages d'aujourd'hui est plus grand qu'il ne l'était dans la petite maison d'école primitive de leur temps. Il est toujours facile d'obtenir la protection voulue si je puis arriver quand la bâtisse est en construction. Quand je puis mettre la main sur une copie des plans, je puis ordinairement y faire ajouter les dispositions voulues de sécurité, mais souvent la première nouvelle que j'ai de la construction d'une maison d'école, c'est l'annonce de son ouverture publiée dans les journaux. J'ai alors souvent de la difficulté à faire installer les appareils de sauvetage nécessaires. L'argent est tout dépensé,

la bâtisse est construite avec toutes les précautions voulues pour prévenir les incendies, et ordinairement on s'oppose à d'autres dépenses quand la bâtisse est prête à être occupée. Toutefois, j'insiste et à la fin on est obligé de se soumettre.

Plusieurs grandes allonges ont été faites à d'anciens édifices où souvent les sorties se trouvent complètement changées, ce qui nécessitera l'installation de sorties nouvelles ou additionnelles en cas d'incendie. Dans ces cas, les plans sont faits de manière à épuiser tout le montant disponible sans que l'on ait pourvu aux moyens de sauvetage. Malgré toute opposition, je ne laisse jamais occuper une bâtisse nouvelle ou une annexe à une ancienne avant que l'on ait pris tous les moyens possibles de pourvoir à la sûreté des élèves.

HÔTELS ET MAISONS DE PENSION

Il y a trois ans, j'ai parcouru tout mon district pour faire installer des échelles de sauvetage dans tous les hôtels, et j'ai tellement bien réussi que j'ai reçu de nombreuses lettres de félicitations des voyageurs sur la condition des hôtels dans ma division d'inspection. Depuis lors, chaque année, j'ai réussi à faire installer d'autres échelles et à faire prendre d'autres précautions. Néanmoins, je ne suis pas encore satisfait de l'état de choses dans plusieurs endroits de mon district. Les maîtres d'hôtelleries sont ceux qui me donnent le plus de misère. Ils ont toujours nombre de raisons pour ne pas se croire tenus d'observer la loi. L'excuse la plus commune, c'est que le chiffre d'affaires qu'ils font ne leur permettrait pas d'encourir cette dépense additionnelle. Je persiste toujours dans ma demande jusqu'à ce que j'obtienne que la chose se fasse. La question des maisons de pension est différente. Ces maisons se trouvent toujours dans les plus grands centres et très souvent sont la propriété et sous le contrôle de grands industriels, avec lesquels il est assez facile de s'entendre. Dans plusieurs maisons de pension, il n'y a pas besoin d'échelles de sauvetage, s'il s'y trouve de bons moyens d'éteindre l'incendie dès son début. Je vois toujours avec soin à ce que chaque bâtisse soit pourvue de l'espèce d'appareil de protection que je considère adapté à cette bâtisse en particulier.

PLACES D'AMUSEMENTS

Il y a, dans mon district, cinquante-quatre endroits où l'on donne des exhibitions de vues animées ou d'autres amusements. Vingt-neuf d'entre eux sont de bons théâtres de vues animées, où toutes les précautions ont été prises, pour pourvoir à l'hygiène ainsi qu'à la sûreté des clients, et trois bons théâtres modernes où se donne de l'opéra. Ces établissements ne

m'occupent pas beaucoup et ne requièrent qu'une visite de temps à autre. Mais les autres sont d'une classe tout à fait différente, et ne cessent de me causer des ennuis. On reconstruit et refaçonne toute espèce de bâtisses pour y donner des spectacles de vues animées, dans quelques-unes, un ou deux soirs dans la semaine. Ces bâtisses sont ordinairement la propriété de pauvres gens, qui considèrent les mesures de précaution comme autant de dépenses inutiles. Dans tous les cas, j'insiste pour que la loi soit observée. Je ne laisse jamais donner une exhibition à moins que la place ne soit à l'épreuve de l'incendie, ou que l'on ait pris des précautions que les circonstances peuvent permettre.

GRANDES ESTRADES ET PATINOIRS

Dans presque toutes les villes un peu importantes, il y a des terrains de course et d'exhibitions, où l'on trouve toujours des estrades plus ou moins considérables. Celles-ci sont presque toujours construites avec la seule préoccupation d'économiser, elles sont continuellement exposées aux intempéries et se détériorent rapidement. Au printemps et durant les mois d'été, le public demande toujours plusieurs inspections de semblables estrades. Dans tous les cas où il y a des raisons de douter de la solidité de ces constructions, j'exige un certificat d'architecte avant d'en permettre l'usage.

Les mêmes remarques s'appliquent aux patinoirs. Ce sont toujours de grandes bâtisses, d'une structure commode, construites aussi économiquement que possible avec aucun moyen direct d'appui à l'intérieur, et avec un toit immense où se ramasse la neige. L'hiver dernier, il y en a trois qui se sont écroulés, mais heureusement, personne n'a été blessé. Avant l'ouverture de la prochaine saison, j'aurai à inspecter chaque patinoir de mon district et à exiger un certificat d'architecte dans tous les cas avant d'en permettre l'ouverture.

Comme conclusion, j'ai le plaisir de pouvoir dire que j'ai consciencieusement essayé de faire mon devoir le mieux que je le pouvais et à la satisfaction de mon chef, de celle du département des Travaux publics et du Travail et du public en général. Je dois remercier l'inspecteur en chef, M. Louis Guyon, qui m'a donné l'avantage de pouvoir assister à la convention des inspecteurs, à Nashville, Tennessee. Je puis vous assurer, monsieur, que c'est là une bonne occasion de s'instruire, et je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'un plus grand nombre de vos inspecteurs puissent avoir l'avantage d'y assister. Il nous a été donné d'y entendre des gens de grande expérience, des hommes qui ont étudié durant toute leur vie les moyens d'améliorer la condition des classes ouvrières, et qui sont prêts à faire bénéficier leurs

confrères de leur longue expérience. Je puis vous assurer, monsieur, qu'il serait dans l'intérêt public que chacun des inspecteurs pût assister à toutes ces conventions.

Qu'il me soit encore permis de remercier mon inspecteur en chef pour les bontés qu'il m'a témoignées au cours de l'année, de même que pour l'aide et les conseils qu'il m'a donnés. Votre département est heureux d'avoir un tel homme comme inspecteur en chef, car tout le monde le considère comme l'un des meilleurs inspecteurs de l'Amérique.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

R.-H. GOOLEY.

Inspecteur.

RAPPORT DE M. ALFRED ROBERT, INSPECTEUR DES FONDERIES

Montréal, le 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux Publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon premier rapport annuel comme inspecteur des établissements industriels et des édifices publics, spécialement au service des fonderies pour la période de huit mois du 1er novembre 1913, date de ma nomination, au 30 juin 1914.

Pendant ce laps de temps, cent cinquante et une inspections ont été faites dans les établissements industriels et dans les fonderies, tant à la ville que dans la banlieue.

Une attention particulière a été portée à l'inspection des fonderies; quarante et une fonderies ont été inspectées, et dans chaque cas, des améliorations importantes ont été demandées concernant les moyens de ventilation, le système de chauffage, etc..

Sur cinquante-deux rapports d'accidents reçus, deux sur ce nombre ont été fatals.

Neuf accidents sérieux ont nécessité une enquête de ma part, et le rapport de ces enquêtes a été soumis à mon chef, M. Louis Guyon.

J'ai ordonné l'installation d'un escalier de sauvetage, ce qui a été fait dans un court délai.

Dans plusieurs manufactures j'ai ordonné que les châssis situés au pied des escaliers dans les tours de sauvetage soient transformés en portes de sortie, ce qui a été fait et approuvé.

Un attention particulière a été donnée en général concernant les enfants employés dans les établissements industriels, ce qui a nécessité un surplus de temps.

Quatorze enfants au-dessous de 14 ans ont été renvoyés et deux au-dessous de 16 ans ont aussi été congédiés, ces derniers travaillant dans des industries dangereuses.

J'ai fait faire des améliorations à 38 ascenseurs, dont le défaut principal était qu'ils ne fermaient pas automatiquement.

En terminant, Monsieur le Ministre, je ne crois pas nécessaire d'énumérer en détail toutes les améliorations demandées aux propriétaires des fonderies et autres industries, attendu que je sou mets un rapport mensuel à mon chef, M. Louis Guyon, et que le présent rapport ne contient en résumé que les clauses les plus importantes.

Le tout respectueusement soumis,

ALFRED ROBERT,

Inspecteur au Service des Fonderies.

RAPPORT DE M. JAMES MITCHELL

(Traduction).

(DIVISION DE MONTRÉAL)

Montréal, 5 décembre 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur,

Vu l'état de ma santé, vous avez bien voulu, l'hiver dernier, m'accorder un congé. Un peu plus tard, ma maladie s'est aggravée, au point de me rendre incapable, pendant plusieurs mois, de remplir mes devoirs officiels. Je suis beaucoup mieux maintenant, pouvant m'occuper un peu d'affaires, et j'espère être bientôt parfaitement rétabli. Ces faits expliquent le retard apporté à la préparation de mon rapport et sa brièveté. J'ai visité, tout de même, 250 établissements industriels, que j'ai trouvés, en général, bien tenus et ne laissant rien à désirer quant à la sécurité et au bien-être des ouvriers. Les propriétaires ou patrons de manufactures comprennent maintenant qu'il importe que leurs établissements offrent toutes les conditions voulues de sûreté. On apporte donc dès le début plus de soin à leur installation, et grâce aux règlements édictés par votre département et à la constante sollicitude dont il fait preuve dans cette branche du service public, les causes d'accidents sont soigneusement évitées.

La loi relative à l'emploi des enfants est mieux observée, et les grandes fabriques où l'on constatait, il y a quelques années, des infractions aux règlements et des abus, se conforment maintenant à la loi, en autant qu'il est possible d'en juger par les apparences et les visites d'inspection. Un de ces grands établissements favorise même efficacement la fréquentation des écoles du soir par ses jeunes employés.

J'ai reçu et noté 192 rapports d'accidents, et 237 certificats d'inspections de chaudières à vapeur.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JAMES MITCHELL,
Inspecteur.

VII

BUREAUX DE PLACEMENT PROVINCIAUX

BUREAU DE QUÉBEC

RAPPORT DU SURINTENDANT

Québec, 1er juillet, 1914.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport suivant sur les opérations du bureau de placement :

L'année n'a pas été bonne, et pour cause.

L'industrie n'a jamais été aussi languissante depuis bien des années; c'est une période de dépression intense et de chômage pour l'ouvrier.

Un grand nombre d'établissements ont réduit leur production.

La proportion des sans-travail a été plus grande cet hiver que l'an dernier à pareille époque. Durant les mois de janvier et février, le chômage a été considérablement augmenté par les difficultés survenues entre patrons et ouvriers dans l'industrie de la chaussure.

La situation ne s'est guère modifiée depuis l'ouverture de la navigation. Le chômage a diminué parmi les ouvriers dans la construction des bâtisses. A la date où je fais ce rapport, le nombre des sans-emploi est encore grand à Québec, et pour s'en convaincre il suffit d'aller sur les quais et les places publiques, où l'on trouve toujours un nombre considérable de bras inactifs qui attendent du travail.

Dans les fabriques de chaussures, l'activité est en ralentissement, les ouvriers ne travaillant que demi temps ou moins. Cet état de choses est la cause du chômage de plusieurs centaines d'ouvriers, lesquels sont obligés de chercher ailleurs le travail nécessaire pour le soutien de leur famille.

On se plaint aussi de la concurrence faite par les ouvriers étrangers qui arrivent en grand nombre à Québec. Ces nouveaux venus exigent un salaire moindre que les ouvriers de la ville, et certains entrepreneurs les emploient de préférence aux nôtres. La population ouvrière est encore surabondante, et un grand nombre de journaliers se plaignent vivement de l'affluence de ces ouvriers étrangers qui augmente beaucoup, au détriment des ouvriers de Québec, la population de cette catégorie de travailleurs.

Comme les années précédentes, les demandes pour servantes ont été nombreuses, mais nous n'avons pu y pourvoir, parce que la plus grande partie des filles qui cherchent du travail ne veulent accepter d'emploi que dans les fabriques, les magasins et les bureaux.

A ce sujet, voici le rapport que fait Mademoiselle Léopoldine Dorion, préposée à l'engagement des femmes:

"Il est bon d'attirer votre attention, Monsieur le Ministre, sur le fait que le rôle du bureau de placement pour les femmes, n'est pas tout à fait bien compris, en ce sens que les demandes de jeunes filles comme caissières, sténographes, dactylographes, commis, etc., etc., se font très rarement à notre Bureau. Les placements que nous avons pu faire ont été, pour ainsi dire, laissés à notre guise, car c'est en consultant les journaux que nous avons découvert les places vacantes. Aussi avons-nous envoyé quand même les applications que nous avions au bureau, et toujours nous avons eu un mot de remerciement de la part des patrons qui avaient ainsi, par notre prompt entremise, de bonnes employées possédant les capacités et les références exigées.

"La plupart des gens sont sous l'impression que ce bureau ne s'occupe que d'industrie, et c'est là, je crois, la seule cause qui semble nous faire ignorer.

"L'on peut dire la même chose pour les demandes d'employés de bureau, hommes et jeunes gens.

"Toutefois il est certain que dans un avenir plus ou moins rapproché, l'on connaîtra mieux et surtout on appréciera davantage l'œuvre du bureau de placement."

Les opérations du Bureau, pour l'exercice qui vient de finir, ont été comme suit:

Nombre d'employés demandés par les patrons:

Hommes.....	709
Femmes.....	73
<hr/>	
Total.....	782

Le nombre des ouvriers qui se sont présentés au Bureau pour obtenir de l'emploi, est réparti comme suit:

Hommes.....	2198
Femmes.....	93
Total.....	2,291

Voici comment sont réparties les positions qui ont été remplies:

HOMMES

Apprentis.....	33
Bûcherons.....	182
Briqueteurs.....	3
Conducteurs de voitures.....	33
Commis.....	31
Comptables.....	9
Cuisiniers.....	22
Domestiques.....	6
Electriciens.....	4
Ingénieurs stationnaires.....	5
Journaliers.....	145
Mécaniciens.....	4
Menuisiers.....	15
Solliciteurs.....	9
Plâtriers.....	1
Peintres.....	15
Plombiers.....	7
Tailleurs de cuir.....	3
Typographes.....	3
Divers.....	46
Total.....	576

FEMMES

Commis de bureau.....	8
Femmes de peine.....	16
Servantes.....	14
Total.....	38

GARÇONS

Messagers	4
Total	4

Récapitulation des positions qui ont été remplies:

Hommes	576
Femmes	38
Garçons	4
Total	618

Humblement soumis,

FELIX MAROIS,
Surintendant.

BUREAU DE MONTRÉAL

Montréal, le 30 juin, 1914.

A L'HONORABLE M. L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser mon troisième rapport annuel, augmenté de statistiques diverses, sur les opérations de notre bureau de placement gratuit, ainsi qu'un état détaillé des travaux du bureau depuis la mise en force de la loi. Je crois qu'il serait superflu pour moi d'ajouter de longs commentaires aux chiffres clairs et concluants que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Veillez me croire, Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

FRANCIS PAYETTE,
Surintendant du bureau de placement.

MOUVEMENT MENSUEL DES PERSONNES SOLLICITANT DE
L'EMPLOI DU 1^{ER} JUILLET 1913 AU 30 JUIN 1914

Mois de juillet	1913	3416
“ “ août	“	3449
“ “ septembre	“	4595
“ “ octobre	“	5756
“ “ novembre	“	8277
“ “ décembre	“	7487
“ “ janvier	1914	6140
“ “ février	“	5810
“ “ mars	“	8075
“ “ avril	“	8949
“ “ mai	“	8382
“ “ juin	“	8634
Total..		78,970

Montréal, 3 juillet, 1914

FRANCIS PAYETTE,
Surintendant.

DEMANDES D'EMPLOIS DU 1^{ER} JUILLET 1913 AU 30 JUIN 1914

DÉPARTEMENT DES HOMMES

A

Acrobate.....	1	Report.....	54
Acteurs.....	2	Ajusteurs mécaniciens.....	16
Agréeurs.....	12	Apprentis.....	13
Agents.....	4	Architectes.....	8
Aiguiseurs d'outils.....	4	Argenteurs.....	2
Ajusteurs.....	30	Arpenteurs.....	4
“ de diamants.....	1	Armurier.....	1
		54	98

B

Barbiers	30	Report	178
Beurriers	3	Bourreurs	11
Bijoutiers	14	Brasseurs de bière	3
Bouchers	64	Briquetiers	36
Boulangers	67	Buandiers	8
	—	Buralistes	155
	178		—
			391

C

Calfats	2	Report	1560
Carossier	1	Comptables	45
Chapeliers	5	Concierges	16
Charpentiers	422	Conducteurs d'ascenseurs	13
Charretiers	452	Confiseurs	7
Charrons	3	Contracteur	1
Chaudronniers	28	Contre-mâtres	7
Chauffeurs	192	Contrôleurs	5
Chauffeurs d'automobiles	71	Cordonniers	162
Cigariers	18	Coupeurs de boutons	1
Cochers	30	Coupeurs de papier	1
Collecteurs	12	Couples mariés comme dom.	12
Commis	254	Couvreurs	9
“ d'entrepôts	31	Cuisiniers	230
“ voyageurs	20	“ aides	81
Compositeurs	19	Cultivateurs	207
	—		—
	1,560		2,357

D

Debardeurs	22	Report	24
Décorateur sur verre	1	Domestiques	29
Dessinateur	1	Doreurs	2
	—		—
	24		55

E

Economes.....	7	Report.....	121
Ebenistes.....	3	Empaqueurs.....	4
Electriciens.....	106	Employé de théâtre.....	1
Emballeur.....	1	Encadreur.....	2
Embaumeur.....	1	Etalagistes.....	2
Embouteilleurs.....	3	Expéditeurs.....	18
	<hr/>		<hr/>
	121		148

F

Faiseurs de balais.....	1	Report.....	19
“ “ boîtes.....	6	Ferblantiers.....	26
“ “ briques.....	3	“ couvreurs.....	23
“ “ clous.....	1	Fileurs.....	10
“ “ courroies.....	1	“ de broches.....	1
“ “ formes.....	1	Foreurs.....	27
“ “ d'outils.....	5	Forgerons.....	71
“ “ de plumes fontaines.....	1	Fromagers.....	4
	<hr/>		<hr/>
	19		181

G

		Report.....	160
Gantiers.....	3	Gardiens.....	41
Garçons d'hôtels.....	86	Géomètre.....	1
Garçons de table.....	71	Graveurs sur métaux.....	2
	<hr/>		<hr/>
	160		204

H

Hommes de chantiers.....	144	Report.....	205
“ cours.....	61	Hommes de signaux.....	1
	<hr/>		<hr/>
	205		206

I

		Report	139
Imprimeurs	11	Inspecteurs de bois	2
Infirmiers	6	Instituteurs	4
Ingénieurs	122	Interprètes	2
	<u>139</u>		<u>147</u>

J

Jardiniers	40	Report	1,746
Journaliers	1,706	Journaliste	1
	<u>1,746</u>		<u>1,747</u>

L

Latteurs	17
Laveurs de vaisselle	3
	<u>20</u>

M

Machinistes	210	Report	528
Maçons	33	Meubliers	5
Manchonnières	15	Meuniers	2
Manufacturiers de papier	3	Mineurs	13
Menuisiers	220	Moueurs	31
Messagers	45	Musiciens	3
Mesureur de bois	2		<u>582</u>
	<u>528</u>		

N

Navicateurs	11
-----------------------	----

O

Opérateurs de vues animées.....	2	Report.....	962
Opticien.....	1	Ouvriers en coppe.....	2
Ouvrage général.....	926	“ en cotton.....	3
Ouvriers en acier.....	4	“ en cuivre.....	6
“ en béton.....	11	“ en fer.....	39
“ en caoutchouc.....	2	“ de fonderies.....	8
“ en casquettes.....	1	“ de manufactures.....	9
“ de chemins de fer.....	3	“ fabr. d'emporte pièce.....	1
“ en construction.....	12	“ gaziers.....	71
		“ sur machine à bois....	27
		“ sur machine à pierre .	1
	962		
			1,129

P

Patissiers.....	18	Report.....	465
Peintres.....	315	Plongeur.....	1
Perruquier.....	1	Pointeurs.....	16
Pharmaciens.....	3	Polisseurs.....	18
Photographes.....	5	Portiers.....	11
Placier.....	1	Poseurs de tuiles.....	3
Plaqueur.....	1	Pressiers.....	29
Platriers.....	25	Presseurs d'habits.....	23
Plombiers.....	96	Prospecteur de mines.....	1
	465		567

R

Regleurs.....	8	Report.....	16
Relieurs.....	4	Répareurs de métiers.....	1
Répareurs d'automobiles.....	4	Rivetteurs.....	29
	16		46

S

Selliers.....	9	Report.....	16
Serre-freins.....	7	Serrurier.....	1
		Sténographes.....	9
	16		26

T

Tailleurs.....	59	Report.....	119
“ de cuir.....	30	Télégraphistes.....	9
“ de marbre.....	3	Tisserands.....	10
“ de pierre.....	15	Tonnelliers.....	4
Tanneurs.....	7	Tréfileur.....	1
Tapisseurs.....	2	Tricoteurs.....	2
Teinturiers.....	3	Typographes.....	23
	<hr/>		<hr/>
	119		168

V

Valisiers.....	7	Report.....	11
Verriers.....	4	Voiturier.....	1
	<hr/>		<hr/>
	11		12

GRAND TOTAL.....8,095

DEMANDES D'EMPLOIS DU 1^{ER} JUILLET 1913 AU 30 JUIN 1914

DÉPARTEMENT DES FEMMES

Bonnes d'enfants.....	5
Buralistes.....	21
Caissières.....	4
Clavigraphiste.....	1
Commis.....	11
Copiste.....	1
Couples mariés comme domestiques.....	30
Couturières.....	32
Cuisinières.....	32
“ aides.....	11
Dames de compagnie.....	2
Employées de manufacture.....	19
Femmes de journée.....	33
Filles de chambre.....	29
Garde-malade.....	1
Gouvernantes.....	4

Laveuses	3
Manchonnières	2
Ménagères	10
Modiste de chapeaux	1
Opératrice de téléphone	1
Ouvrage général	120
Pianiste	1
Servantes	86
Servantes de table	27
Sténographes	30
Total	515

DEMANDES D'EMPLOIS DEPUIS LA JOURNÉE D'OUVERTURE
3 AVRIL 1911, JUSQU'AU 30 JUIN 1914.

DÉPARTEMENT DES HOMMES

A

Acrobate	1	Report	163
Acteurs	3	Ajusteurs mécaniciens	16
Agents	53	“ de tuiles	1
Agréés	20	Apprentis	44
Aiguiseurs d'outils	12	Architectes	9
Ajusteurs	65	Argenteurs	3
“ aides	8	Armuriers	3
“ de diamants	1	Arpenteurs	9
	163		248

B

Barbiers	61	Report	469
Beurriers	7	Briquettiers	126
Bijoutiers	25	Bruleur de briques	1
Bouchers	161	Brunisseurs de lisses	1
Boulangers	194	Buandiers	21
Bourreurs	18	Buralistes	457
Brasseurs de bière	3		1,075
	469		

C			
Calfats	2	Report	4,258
Carossier	1	Commis voyageurs	123
Chapeliers	8	Compositeurs	40
Charpentiers	843	Comptables	193
“ de navire	1	Concierges	61
Charretiers	784	Conducteurs d'ascenseurs	41
Charrons	5	Confiseurs	14
Chaudronniers	55	Constables	3
Chauffeurs	633	Contracteur	1
“ d'automobiles	150	Contremaîtres	51
“ de rivets	2	Contrôleurs	14
Chiropodist	1	Cordonniers	413
Cigariers	26	Cordiers	3
Cloueur de boîtes	1	Coupeur de boutons	1
Cochers	106	Coupeur de papier	1
“ livreurs	522	Couples mariés c. domestiques	26
Coiffeurs	3	Couvreurs	27
Collecteurs	122	Cuisiniers	730
Commis	830	Cuisiniers aides	271
“ d'entrepôts	163	Cultivateurs	578
	<hr/>		<hr/>
	4,258		6,849
D			
		Report	25
Dactylographes	2	Dessinateurs	6
Débardeurs	22	Domestiques	76
Décorateur sur verre	1	Doreurs	2
	<hr/>		<hr/>
	25		109
E			
		Report	285
Ébénistes	8	Embouteilleurs	13
Économes	13	Empaqueteurs	6
Électriciens	257	Employé de théâtre	1
Éleveur de bestiaux	1	Encadreur	7
Émailleur	1	Étalagistes	4
Emballeur	1	Expéditeurs	116
Embaumeurs	4	Explorateur de mines	1
	<hr/>		<hr/>
	285		344

F

Fabricant de liqueur.....	1	Report.....	20
Faiseur de balais.....	1	Ferblantiers.....	64
“ “ boîtes.....	6	“ couvreurs.....	23
“ “ briques.....	3	Fileurs.....	45
“ “ clous.....	1	“ de broches.....	1
“ “ courroies.....	1	Fondeurs.....	3
“ “ formes.....	1	Foreurs.....	75
“ “ d'outils.....	5	Forgerons.....	239
“ “ plumes fontaines....	1	Fromagers.....	5
	<u>20</u>		<u>475</u>

G

Gantiers.....	6	Report.....	801
Garçons d'hôtels.....	238	Géomètre.....	1
“ de table.....	250	Graveurs sur bois.....	2
Gardiens.....	299	“ sur métaux.....	2
Gardes-malades.....	8	Guide.....	1
	<u>801</u>		<u>807</u>

H

		Report.....	281
Hommes de chantiers.....	157	Hommes d'écurie.....	76
“ “ cour.....	124	“ de signaux.....	1
	<u>281</u>		<u>358</u>

I

Imprimeurs.....	93	Report.....	475
Infirmiers.....	12	Inspecteurs de bois.....	2
Ingénieurs.....	365	Instituteurs.....	7
Inspecteurs.....	5	Interprètes.....	5
	<u>475</u>		<u>489</u>

J

Jardiniers.....	113	Report.....	7428
Journaliers.....	7,315	Journalistes.....	3
	<u>7,428</u>		<u>7,431</u>

L

Latteurs.....	27	Report.....	70
Laveurs de bouteilles.....	5	Lettreurs.....	2
“ de vaisselle.....	33	Limeurs de scies.....	2
“ de voitures.....	5	Luthiers.....	2
	<u>70</u>	Lythographes.....	3
			<u>79</u>

M

		Report.....	3,996
Machinistes.....	582	Mesureurs de bois.....	2
Maçons.....	77	Meubliers.....	19
Manchonnièrs.....	27	Meuniers.....	3
Manœuvres (ouv. général.)....	2,357	Mineurs.....	37
Manufacturiers de papier.....	6	Monteurs de poêles.....	3
Mécaniciens constructeurs.....	26	Mouleurs.....	81
Menuisiers.....	837	“ aides.....	6
Messagers.....	84	Musiciens.....	13
	<u>3,996</u>		<u>4,160</u>

N

		Report.....	14
Navicateurs.....	13	Nettoyeur de tramways.....	1
Nettoyeur d'habits.....	1	Niveleur.....	1
	<u>14</u>		<u>16</u>

O

Opérateur de vues animées	5	Report	228
Opticiens	2	Ouvriers de fonderies	8
Ouvriers en acier	12	“ dans les haches	1
“ en beton	30	“ de manufactures	40
“ dans les boîtes	6	“ dans le métal	14
“ en caoutchouc	3	“ dans les pat. model.	5
“ en casquettes	1	“ en piano	1
“ dans les ceintures	1	“ en poêles	1
“ de chemins de fer	23	“ en verres optiques	1
“ en construction	38	“ dans les vernis	1
“ en coppe	2	“ d'emporte pièce	1
“ en coton	12	“ gaziers	71
“ en cuivre	10	“ sur machine à bois	27
“ d'escaliers en fer	1	“ sur machine à pierre	1
“ en fer	82		
			400
	228		

P

		Report	1056
Patissiers	40	Plaqueur	1
Paveurs	15	Platriers	49
“ aides	10	Plombiers	129
Peignier	1	Plongeur	1
Peintres	960	Pointeurs	86
Perruquier	1	Polisseurs de cuivre	58
Pharmaciens	3	Portiers	77
Photographes	11	Poseurs de tuiles	3
Pilotes	2	Presseurs d'habits	34
Place de confiance	7	Pressiers	108
Placiers	6	Prospecteur de mine	1
	1,056		1,603

R			
Règleurs.....	13	Report.....	34
Relieurs.....	16	Répareurs de métiers.....	3
Répareurs d'automobiles.....	4	Répareurs de tramways.....	5
Répareurs de gants.....	1	Rivetteurs.....	63
	<hr/>		<hr/>
	34		105
S			
Sacristain.....	1	Report.....	32
Savonnier.....	1	Serrurier.....	1
Scaphandrier.....	1	Sommeliers.....	2
Sculpteur.....	1	Souffleurs de verre.....	3
Selliers.....	15	Statuaire.....	1
Serre-freins.....	13	Sténographes.....	22
	<hr/>		<hr/>
	32		61
T			
Tailleurs cuir.....	63	Report.....	303
“ d'habits.....	120	Tonnelliers.....	9
“ de marbre.....	5	Tourneurs en bois.....	22
“ de pierre.....	28	“ en boutons.....	4
Tanneurs.....	8	“ d'essieux.....	1
Tapissiers.....	5	Travailleurs de broches.....	4
Teinturiers.....	14	Travailleur en prélaris.....	1
Télégraphistes.....	15	Tréfileur.....	1
Terrassiers.....	26	Tricoteurs.....	2
Tireurs de joints.....	2	Tuyautiers plombiers.....	179
Tisserands.....	17	Typographes.....	56
	<hr/>		<hr/>
	303		582
V			
		Report.....	19
Valisiers.....	11	Vitriers.....	2
Verriers.....	8	Voituriers.....	9
	<hr/>		<hr/>
	19		30
GRAND TOTAL..... 25,310			

DEMANDES D'EMPLOIS DEPUIS LA JOURNÉE D'OU-
VERTURE 3 AVRIL 1911, JUSQU'AU
30 JUIN, 1914

DÉPARTEMENT DES FEMMES

Bonnes d'enfants	20
Brocheuse (Imprimerie)	1
Brodeuses	2
Buralistes	97
Caissières	14
Clavigraphistes	9
Commis	28
Copiste	1
Couples mariés comme domestiques	44
Couturières	68
Cuisinières	89
" aides	42
Dames de compagnie	4
Employées de manufactures	106
Femmes de journée	186
Fermières	2
Filles de chambre	78
Gardes-malades	5
Gouvernantes	16
Laveuses	8
Manchonnières	5
Ménagères	29
Modiste de chapeaux	1
Opératrices de téléphone	3
Ouvrage de buanderie	1
Ouvrage général	190
Pianistes	2
Piqueuses d'empoignes	5
Servantes	226
" de table	88
Sténographes	104
Surveillante	1
	<hr/>
	1,475

BUREAU DE MONTRÉAL

REGISTRE DES OPERATIONS

Du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914.

DEMANDES DES EMPLOYEURS

Employés demandés

Nombre de demandes des patrons.	En ville : 2,805	Hors de la ville : 680...	3,485
Nombre d'employés demandés.....	7,507		
Hommes.....	6,652		
Femmes.....	855		

DEMANDES DES EMPLOYES Situations demandées	HOMMES			FEMMES			COLLECTIVEMENT		
	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total
Nombre de personnes En ville ...	106	7,890	7,996	6	499	505	112	8,389	8,501
sollicitant de l'emploi. Hors de la ville	1	98	99	.....	10	10	1	108	109
Nombre de solliciteurs ayant quelqu'un à charge.....	.....	1,396	1,396	.....	111	111	.....	1,507	1,507
Nombre de solliciteurs n'ayant personne à charge.....	107	6,592	6,699	6	398	404	113	5,990	7,103
Nombre de personnes à la charge des solliciteurs.....	.....	4,617	4,617	.....	204	204	.....	4,821	4,821
Nombre de solliciteurs, unionistes.....	.....	606	606	.....	.....	.....	.....	606	606

Nombre total de demandes d'emploi enregistrées au bureau

Hommes 8,095; Femmes 515.....	8,610
-------------------------------	-------

Nombre de situations offertes

Hommes 5,265; Femmes 497; Filles 39.....	5,350
--	-------

Nombre par cent de personnes placées

Hommes.....	88 1-3%	4,650
Femmes.....	87 11-12%	436
Garçons et Filles.....	Garçons 88 1-3% 484; Filles 87 11-12% 34.....	518
Grand Total.....		5,604

FRANCIS PAYETTE,
Surintendant.

REGISTRE DES OPERATIONS

Du 3 avril 1913 au 30 juin 1914.

DEMANDES DES EMPLOYEURS

Employés demandés

Nombre de demandes des patrons. En ville : 12,565	Hors de la ville : 2184.	14,749
Nombre d'employés demandés.....	37,067	
Hommes.....	32,566	
Femmes.....	4,501	

DEMANDES DES EMPLOYES Situations demandées	HOMMES			FEMMES			COLLECTIVEMENT		
	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total
Nombre de personnes En ville ..	192	24,701	24,893	23	1,416	1,439	215	26,117	26,332
sollicitant de l'emploi. Hors de la ville	1	416	417	.....	36	36	1	452	453
Nombre de solliciteurs ayant quelqu'un à charge.....	5	6,666	5,671	.....	295	295	5	5,961	5,966
Nombre de solliciteurs n'ayant personne à charge.....	188	19,451	19,639	23	1,157	1,180	211	20,608	20,819
Nombre de personnes à la charge des solliciteurs.....	6	16,766	16,772	.....	543	543	6	17,309	17,315
Nombre de solliciteurs, unionistes		1,441	1,441	.....				1,441	1,441

Nombre total de demandes d'emploi enregistrées au Bureau

Hommes 25,310; Femmes 1,475.....	26,785
----------------------------------	--------

Nombre de situations offertes

Hommes 20,258; Femmes 1,571; Garçons 2,491; Filles 165.....	24,465
---	--------

Nombre par cent de personnes placées

Hommes.....83%	16,797
Femmes.....76%	1,193
Garçons et Filles. Garçons 83% — 2,067; Filles 74% — 122.....	2,189
Grand Total.....	20,179

FRANCIS PAYETTE,
Surintendant.

BUREAU DE SHERBROOKE

Régistre des Opérations

De juillet 1913 à juillet 1914

DEMANDES DES EMPLOYEURS

Employés demandés

Nombre de demandes des patrons. En ville : 303	Hors de la ville : 109....	412
Nombre d'employés demandés.....		875
Hommes.....		636
Femmes.....		239

DEMANDES DES EMPLOYES Situations demandées	HOMMES			FEMMES			COLLECTIVEMENT		
	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total
Nombre de personnes En ville...	470	470	.....	91	91	.....	.....	561
sollicitant de l'emploi. Hors de la ville	343	343	.....	78	78	.....	.....	421
Nombre de solliciteurs ayant quelqu'un à charge.....	163	163	.....	11	11	.....	.....	174
Nombre de solliciteurs n'ayant personne à charge.....	651	651	.....	157	157	.....	.....	808
Nombre de personnes à la charge des solliciteurs.....	479
Nombre de solliciteurs, unionistes	
Nombre total de demandes d'emploi enregistrées au bureau									
Hommes 813; Femmes 169.....									982
Nombre de situations offertes									
Hommes 588; Femmes 209.....									797
Nombre par cent de personnes placées									
Hommes.....									
Femmes.....									
Garçons et Filles.....									
Grand Total.....									

F. MILETTE,
Surintendant.

VIII

CONSTRUCTION DES PONTS MÉTALLIQUES

Liste des ponts en fer construits ou en construction par les municipalités et subventionnés par le gouvernement de la Province de Québec depuis 1908 à venir au 30 juin 1914.

PONTS CONSTRUITS

Comtés	Municipalités	Rivières
Argenteuil	Grenville	King Gay Creek.
	“ “ “	“ “ “
	Arundel	Bavin's Creek.
	St-Jerusalem	Du Nord.
Arthabaska	St-Louis-de-Blanford	Bécancourt.
	Arthabaska	Gosselin.
	Warwick	Aux Pins.
	“ “ “	“ “ “
	Ste-Anne du Sault	Du Portage.
Bagot	St-André d'Acton	Blanche.
	St-Pie	Yamaska.
	St-Hugues	Grand Ruisseau.
	St-Ephrem d'Upton	Blanche.
	“ “ “	“ “ “
	Acton Vale	Moose.
	Ste-Christine	“
	St-André d'Acton	“
	“ “ “	“ “ “
	St-Hugues (Picard)	Grand Ruisseau.
	St-Pie (Fontaine)	Yamaska.
	St-Théodore d'Acton	Moose.
	St-Pie	Rang St-François.
Beauce	St-François	Le Bras.
	Ste-Martine de Courcelles	Aux Bluets.
	St-Joseph	Chaudière.
	St-Georges	“
	St-Martin	“
Beauharnois	Ste-Cécile	St-Louis.
	St-Louis de Gonzague	“

Bellechasse	St-Cajetan d'Armagh . . .	Fourche.
	St-Charles	Boyer.
	"	"
	St-Michel	Beaumont.
	St-Raphaël	Le Bras.
	"	Du Gravier.
	Beaumont	Ruisseau Labrecque.
	"	2ème Ruisseau.
	N.-D. de Buckland	Des Pointes.
	Armagh & Ste-Euphemi . .	Fourche du Pin.
Bonaventure	Matap. & Restigouche . .	Restigouche.
	Matapédia	Matapédia.
	St-Bonaventure	St-Bonaventure.
Berthier	Berthier	Chicot.
	Lavaltrie	St-Jean.
	St-Cuthbert	Chicot.
Brome	Brigham	Yamaska.
	Brome Corner	Moulin Nadeau & Poulin
	East Brome	Rockwell Mill.
	Sutton	Alder Brook.
	" (O'Brien)	" "
	East Farnham (Wright). .	" "
	Town'p Brome	B. S. O. Yamaska.
	Town'p Sutton	B. N. Missisquoi.
	Village Sutton	B. N. Missisquoi.
	Town'p Potton	Missisquoi.
Champlain	Champlain	Champlain.
	St-Théophile du Lac . . .	La Rouille.
	Ste-Anne-de-la-Pérade . .	Chenal St-Ignace.
	St-Tite	La Bourdais.
	Ste-Geneviève	A Veillette.
Chambly	St-Bruno	Ruisseau Massé.
	Chambly & Richelieu . .	Richelieu.
Charlevoix	Ste-Etienne de Malbaie .	Malbaie.
Châteauguay	Très St-Sacrement	Châteauguay.
	St-Joachim	Petite Rivière St-Jean.
	Ste-Martine	Esturgeon.
Chicoutimi	St-Alphonse	A Mars.
	Ville de Chicoutimi . . .	Aux Rats.
	" "	Du Moulin.
Compton	Learned Plain	Du Nord.
	" "	New Mexico.

Compton	Lingwick	Moffet's Brook.
	St-Agnès	Chaudière.
	Town'p Compton	Moes.
	Bury	Bown Brook.
	Sherman	Sherman.
Dorchester	St-Isidore	Du Bras.
	St-Maxime de Scott	Chaudière.
Deux-Montagnes	St-Eustache	Duchêne.
	St-Benoit	Au Prince.
	St-Eustache (Lauzon)	Duchêne.
	" " (Barbeau)	"
	" "	Chicot.
Drummond	Grantham	Noire.
	N.-D. du Bon Conseil	Du Nègre.
	St-Cyrille de Wendover	Des Saults.
	" "	Généreux.
	Canton Wendover	Evang Salois.
Gaspé	Anse du Cap & Percé	Anse à Beaufile.
Huntingdon	Huntingdon	Châteauguay.
	"	Fair Ground.
	Dewetville	Châteauguay.
	Town'p Godmanchester	Beaver Creek.
	Huntingdon	Cowan Brook.
Iberville	St-Athanase	Hazen.
	"	Hood.
	St-Georges de Henryville	Du Sud.
	St-Sébastien	" "
Joliette	Ste-Mélanie	Assomption.
	St-Paul	"
	"	Ouareau.
	" (Bonneman)	Ruisseau St-Pierre.
	" (Laurin)	Ouareau.
	Ste-Béatrice	Des Dalles.
	St-Paul	Coulée Gouger.
	" (Morin)	Ruisseau St-Pierre.
Kamouraska	Kamouraska	Kamouraska.
	St-Pacôme	Ouelle.
	St-Pascal	Kamouraska.
	St-Louis	L'Embaras.
	Ste-Anne de la Pocat.	St-Jean.
Labelle	St-André Avelin	Petite Nation.
	St-André & Ste-Angélique	" "

Lac St-Jean	St-Ls de Métabetch. . .	Ouiatchouan.
	Roberval	Ouiatchouaniche.
	St-Joseph d'Alma	Petite Décharge.
	St-Prine	Aux Iroquois.
	St-Prime & St-Félicien. .	A L'Ours.
	St-Jérôme	Caouchepéguéniche.
	St-Bruno	Rive Bédard.
	"	" "
	" (8ième rang)	" "
	" (6ième rang)	" "
	" (4ième rang)	" "
	N.-D. de la Dorée	Aux Saumons.
	Hébertville Station	Bédard.
Laprairie	St-Jacques	St-Jacques.
	St-Constant	
	"	Nelson.
	"	La Tortue.
L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption.
	St-Roch Achigan	Achigan.
	St-Lin	Petite Rivière.
	St-Gérard Magella	L'Assomption.
	L'Assomption	Achigan.
Laval	St-Vincent de Paul	Meunier.
Lévis	St-Lambert	Chaudière.
L'Islet	St-Jean Port Joli	Port Joli.
	Ste-Louise	Ferrée.
Lotbinière	St-Jean-des-Chaillons . . .	Duchêne.
	St-Antoine de Tilly	Bourré.
	" " "	" " "
	St-Louis de Lotbinière . .	Gagné.
	St-Jean & St-Pierre	Boisclair.
	Ste-Philomène	Duchêne.
	"	Creuse.
	Deschaillons	Duchêne.
Maskinongé	Rivière du Loup	Du Loup.
	St-Alexis des Monts	Du Loup.
Matane	St-Octave de Métis	Petit Métis.
Mégantic	St-Adrien	Ragged.
	Somerset Nord	Bécancourt.
	Ireland Sud & Halifax S	Thames.
	N.-D. de Lourdes	Bécancourt.
	Thetford	Thetford.

Mégantic	Ste-Anastasie de Nelson.	Perdrix.
	Ste-Anastasie de Lyster.	Bécancourt.
	Laurierville	Noire.
	“	Ruisseau.
Montcalm	St-Liguori	Ouareau.
Montmagny	St-François	Du Sud.
	“	“ “
	Montmagny	“ “
	Ste-Euphémie	La Loutre.
Montmorency	Ste-Anne et St-Joachim.	Grande Rivière.
	St-Jean, I. O	Lafleur.
	St-Laurent, I. O	Maheux.
	Ste-Brigitte	Gaudreau.
	St-Ferréol	Larose.
	“	Des Roches.
Missisquoi	St-Ignace de Stanbridge.	Perceton.
	N.-D. de Stanbridge	Canal Desrivières.
Napierville	St-Cyprien	Petite Rivière Montréal.
Nicolet	Gentilly	Gentilly.
	St-Samuel de Horton ..	Noire.
	Ste-Sophie-de-Levrard ..	Aux Orignaux.
	St-Grégoire le Grand ..	Marguerite.
	St-Léonard	Nicolet.
Ottawa	Bouchette & Cameron ..	Gatineau.
	Plaisance	Petite Nation.
Portneuf	N.-D. des Anges	Batiscan.
	St-Casimir	Blanche
	“	“
	Ste-Catherine	Jacques-Cartier.
	Ste-Christine	Ste-Anne.
	“	“
	Ste-Jeanne de Neuville ..	Jacques-Cartier.
	St-Thuribe	Blanche.
	“	Nigaret.
	Cap Santé	Jacques-Cartier.
Pontiac	Waltham	Noire.
Quebec	Valcartier	Jacques-Cartier.
	“	Mill Hill Brook.
	N.-D. des Laurentides ..	St-Charles.
	St-Gabriel Ouest	Aux Pins.
Richelieu	St-Ours	Laplante.
	“	“

Richelieu	St-Roch	Laprade.
	St-Ours	Rhimbault.
	St-Aimé	Leveillé.
	Ste-Victoire	Vilandray.
Richmond	Bromptonville	St-François.
	Town'p Shipton	Nicolet.
Rimouski	Ville de Rimouski	Rimouski.
	St-Fabien	St-Mathieu.
Rouville	Ange-Gardien	Yamaska.
	St-Hilaire	Bernard.
	"	Côte du Brûlé.
	Marieville	Ruisseau Barré.
	St-Césaire	La Barbue
	St-Césaire (Jackman)	"
	Ste-Marie Monnoir	Grande Décharge.
St-Hyacinthe	St-Damase	Yamaska.
	St-Jude	Salvail.
St-Maurice	St-Élie de Caxton	Yamachiche.
	Ville Shawinigan	St-Maurice.
	St-Etienne & St-Barn.	Yamachiche.
Saguenay	Tadoussac	Ravin.
Shefford	Ste-Cécile de Milton	Noire.
	Roxton Falls	"
	"	"
	Lawrenceville	Moulin.
	St-Valérien	Noire.
	Valcourt	"
	West Shefford	Lac Brome.
Soulanges	Côteau du Lac	Le Ruisseau.
	"	"
	"	Rouge.
	Rivière Beaudette	Beaudette.
	St-Zotique	"
	St-Polycarpe	Delisle.
Sherbrooke	Town'p d'Ascot	Dorman.
	"	"
	"	"
	"	Bergeron.
Stanstead	Coaticook	Coaticook.
	Magog	Magog.
	Barnston	Du Nègre.
	"	"
	"	"
Terrebonne	Terrebonne	Mille Iles.
	Ste-Anne des Plaines	Lacorne.

Trois-Rivières	Trois-Rivières	Millette.
	Trois-Rivières	St-Maurice.
Vaudreuil	Ste-Marthe	Raquette.
	Ste-Madeleine	De Rigaud.
Verchères	N.-D. de Varennes	Varennes.
	“ “	Picardie.
	Verchères	Verchères.
	St-Antoine	Coulée Village.
	Village Verchères	Verchères.
	Rang des Terres Noireh	“
	N.-D de Varennes	Petite Paairie
Wolfe	Wotton	Nicolet.
Yamaska	St-Michel d'Yamaska	Petit Chenal.
	“ “	St-Louis.
	“ “	Collet.
	St-François du Lac	Aux Vaches
	St-Bonaventure d'Upton	“
	“ “	Lauzon.
	Baie du Febvre	Benoit.
	“ “	La Cavée.
	La Visitation	Nicolet.

PONTS EN CONSTRUCTION

Comtés	Paroisses	Rivières
Arthabaska	St-Paul de Chester	Nicolet.
Bagot	Ste-Christine	Moose.
Beauce	St-Marie	St-Martin.
	Beauceville	De Léry.
Bellechasse	St-Camille	Daaquan.
Berthier	Lavaltrie	Pointe du Jour.
	St-Barthélémy	Grande St-Jacques.
Brome	Adamswille	Yamaska.
Champlain	St-Stanislas	Des Envies.
	St-Narcisse	Des Chûtes.
Châteauguay	Ste-Clothilde	Norton Creek.
	Ste-Martine	Châteauguay.
Compton	Compton	Coaticook.
Dorchester	St-Anselme	Etchemin.
	St-Anselme (Société)	“
	Ste-Claire	“

Drummond	St-Germain de Granth.Noire.	
	St-Lucien	Nicolet.
Frontenac	Woburn	Arnold.
Joliette	St-Paul	Rouge.
	Ste-Mélanie & Ste-Eliz.	Assomption.
Lac St-Jean	St-Amédée de Péribonka	Péribonka.
	St-Félicien	A Eusèbe.
	Normandin	Thiquapé.
	Village Hébertville	Des Aulnais.
L'Assomption	L'Assomption (Roberval)	L'Assomption.
Lotbinière	Ste-Philomène	Duchêne.
	Ste-Croix	Barbin.
Mégantic	Thetford Sud	Thetford.
	Black Lake	"
	Sommerset Nord	La Barbué.
	N.-D. de Lourdes	Noire.
	St-Antoine de Pontbr.	St-Laurent.
Missisquoi	Farnham	Morpion.
Montcalm	St-Esprit	St-Esprit.
Napierville	Village Napierville	Montréal.
Nicolet	Nicolet	Fourches.
	St-Célestin	Blanche.
Ottawa	Gracefield	Pickanock.
Portneuf	St-Alban	Ste-Anne.
	St-Casimir	Nigaret.
Québec	N.-D.-des-Laurentides	Jaune.
Richelieu	St-Aimé	Lavallée.
	St-Ours	Laplante.
Rouville	St-Hilaire	Jeannotte.
	Ste-Marie de Monnoir	Des Hurons.
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe le Confess.	Perreault.
St-Jean & Iberville	St-Jean & Iberville	Richelieu.
Soulanges	St-Télesphore	Beaudette.
Vaudreuil	Ste-Marthe	La Raquette.
Verchères	St-Marc	Ruisseau Belœil.
	Varennnes	Petit Bois.
	Contrecœur	Ruisseau Noir.
Yamaska	St-François du Lac	Pecasse.
	" "	Des Gill.
	St-Guill. & St-David	David.

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur.

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin, 1914.

IX

ABOLITION DES CHEMINS A BARRIÈRES ET DES
PONTS DE PÉAGES.

CHEMINS ET PONTS DE PÉAGES RACHETÉS DEPUIS LE
1^{er} JUILLET 1913 AU 1^{er} JUILLET 1914.

Pont du Gravier, sur la Rivière du Sud, à St-Raphaël, comté de Bellechasse, 4 août 1913, prix d'achat: \$800.00.

Ville de Dorval, 3.144 milles de chemin de péages rachetés de la Compagnie du Chemin de Péage de Dorval, \$9,432.00, 24 septembre, 1913.

La Corporation de la Cité de Lachine, 0.905 mille racheté de la Compagnie du Chemin de Péage de Dorval, \$2,715.00, 24 septembre 1913.

Pont Roy, sur la rivière Etchemin, à Ste-C'aire, comté de Dorchester, \$800.00, 15 octobre 1913.

Ville de la Pointe Claire, comté de Jacques-Cartier, 4 milles de chemin rachetés de M. Wilfrid Schetagne, de la Pointe Claire, \$3,859.59, 24 novembre 1913.

Pont Fontaine, sur la rivière Yamaska, à St-Pie, comté de Bagot, payé à M. Damase Fontaine pour l'abandon de ses droits à percevoir des péages, \$200.00, 24 février 1914.

Ville de la Pointe aux Trembles, depuis les limites est de la ville de Montréal-Est, jusqu'au bout de l'Île, 4.795 milles, \$14,385.00,—5 juin 1914.

Barrière de péage sur le chemin conduisant de St-Louis-de-Blandford à Ste-Marie de Blanford, comté de Nicolet, \$1,500.00 payées à M. Albert Lainesse en règlement de tous les droits qu'il pouvait avoir à maintenir la dite barrière, 12 juin 1914.

Pont de Windsor et Brompton, entre la ville de Windsor et St-François-Xavier de Brompton, comté de Richmond, transféré aux Corporations de la ville de Windsor et de la paroisse de St-François-Xavier, contribution du gouvernement au prix d'acquisition: \$12,775.00, 24 juin 1914.

X

INCENDIES.—RAPPORT DU COMMISSAIRE

Québec, 30 mai, 1914.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon premier rapport sur l'application de la loi pour prévenir les incendies.

Quoique ce rapport ne couvre pas une année complète, ma nomination comme commissaire ne datant que du 16 octobre 1913, il y a eu cependant assez de travail de fait et de nature, j'en ai la ferme conviction, à produire un bon résultat. La loi n'est pour ainsi dire actuellement connue que dans un très petit nombre de municipalités; lorsqu'elle le deviendra davantage il n'y a aucun doute que d'autres municipalités voudront se prévaloir de l'encouragement accordé par le gouvernement, et il faudra alors augmenter la subvention votée à cette fin, de manière à pouvoir satisfaire aux demandes.

Pour ce qui a trait aux moyens de prévention et de protection contre les incendies, j'ai préparé des formules tirées des Statuts Refondus ainsi que du Code Municipal, suivant, autant que possible, les étalons adoptés par les assureurs afin que les municipalités de village qui feront les sacrifices voulus pour se protéger, obtiennent non seulement la prime du gouvernement, mais aussi des taux d'assurance moins élevés pour leurs propriétés.

Je constate qu'il existe un sentiment très prononcé d'opposition chez les contribuables à s'imposer de nouveaux sacrifices pour faire l'acquisition d'appareils pour combattre les incendies. Ces appareils sont dispendieux, et les contribuables hésitent à se les procurer. Sans vouloir traiter plus longuement ce côté particulier de la question, je vous dirai que les bons exemples sont contagieux, et que les récalcitrants d'aujourd'hui seront probablement les pétitionnaires de demain, lorsqu'ils verront que leurs voisins ont adopté des règlements de protection et se sont munis d'appareils à incendie, et ont ensuite obtenu de l'aide du gouvernement et se trouvent maintenant protégés contre l'élément destructeur.

En tout, quatorze demandes ont été reçues de la part des municipalités de village désirant obtenir de l'aide et les renseignements nécessaires pour mieux se protéger. Après avoir visité les lieux, j'ai fait rapport dans chaque cas; mais, à venir au premier de juin, aucune subvention n'avait encore été payée, les municipalités n'ayant pas eu le temps de se pourvoir d'appareils et d'adopter les mesures requises.

Je vous dirai, toutefois, que la somme de \$10,000 ne sera pas suffisante pour accorder un montant satisfaisant à chacune de ces municipalités, car le coût des appareils nécessaires est élevé, et, dans un grand nombre de cas, les contribuables, à raison de la somme minime sur laquelle ils pourront compter de la part du gouvernement, s'opposeront à ce que leur municipalité assume les frais considérables de l'achat d'appareils à incendie.

Deux municipalités de ville ont aussi fait des demandes d'aide pour se protéger plus efficacement; mais, comme la loi ne s'applique qu'aux municipalités de village, elles n'ont pu obtenir d'octroi. Elles ont cependant reçu les services et les conseils du commissaire.

Le tout respectueusement soumis.

P.-J. JOBIN,
Commissaire.

APPENDICE N° 1.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL

Contrat intervenu entre le gouvernement et l'entrepreneur M. Eucher Caron, pour la construction d'une annexe au dit édifice.

L'an mil neuf cent quatorze, le huitième jour de juin.

Devant Lionel Cannon, Notaire Public pour la Province de Québec, résidant et pratiquant en la Cité de Québec.

Comparaissent:—

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, de la Cité de Québec, avocat et Conseil du Roi, agissant en sa qualité de Ministre des Travaux Publics et du Travail dans le Gouvernement de la Province de Québec, et comme tel, représentant Sa Majesté et son dit Gouvernement, selon une autorisation à l'effet des présentes par un arrêté ou ordre du Lieutenant-Gouverneur en Conseil portant numéro cinq cent quatre-vingt-treize, en date du vingt mai, mil neuf cent quatorze, et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le même jour, dont copie est annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le Notaire, ce jour, pour identification, ci-après appelé "le Gouvernement"

Et Monsieur Eucher Caron, entrepreneur, demeurant à Hull, mais actuellement en la Cité de Québec, ci-après appelé "l'Entrepreneur".

Lesquels font les conventions suivantes:

Le dit entrepreneur s'engage à fournir, tous les matériaux, la main d'œuvre, l'outillage, la surveillance et tout ce qui est nécessaire pour l'exécution des ouvrages à faire et des matériaux à fournir pour la construction et le parachèvement d'une annexe au Palais de Justice et Prison de Hull dans la dite Province de Québec.

Ces travaux devront être faits conformément à la soumission de l'entrepreneur et suivant les plans et devis préparés à cet effet par l'architecte du Département, Monsieur Elzéar Charest, en date du dix-huit juillet, mil neuf cent douze.

Le plan que l'entrepreneur déclare bien connaître, et avoir signé ce jour, est déposé au département des Travaux Publics et du Travail, à l'Hôtel du Gouvernement à Québec.

Un double des devis a été annexé à la minute des présentes comme partie intrinsèque du présent contrat, après avoir été signé des parties et du notaire, ce jour.

L'Entrepreneur promet et s'oblige de commencer les travaux sur l'ordre de l'architecte, de les continuer avec célérité et un nombre suffisant d'ouvriers pour et afin que les travaux soient entièrement terminés le ou avant le premier jour de juin, de l'année mil neuf cent quinze.

Tous les ouvrages faisant l'objet de la présente entreprise, de même que les matériaux requis, seront sujets à l'approbation de l'architecte ou de son représentant.

L'Entrepreneur s'engage à donner une police de garantie d'exécution de contrat au montant de deux mille (\$2,000.00) piastres dans une Compagnie acceptée par M. le Ministre des Travaux Publics et du Travail.

L'Entrepreneur devra laisser les lieux très propres, en bon état, et faire enlever tous les échafauds, décombres, ainsi que les objets qui lui appartiennent, aussitôt après l'achèvement des travaux.

En considération de l'exécution de la présente entreprise, le Gouvernement promet et s'oblige de payer au dit Monsieur Caron, la somme de vingt-neuf mille neuf cent soixante-quinze (\$29,975.00) piastres, comme suit: les paiements seront faits sur des estimations qui seront préparées au bureau de l'architecte du gouvernement, d'après des états mensuels que fournira le surveillant en charge des travaux de cette construction. Il sera fait une retenue de vingt (20%) pour cent sur chacune des estimations mensuelles, et le total des montants ainsi retenus ne sera remis à Monsieur Caron, qu'un mois après la livraison de la bâtisse, et son acceptation par le département des Travaux Publics et du Travail.

Dans le cas de différends entre le dit entrepreneur et l'architecte, relativement à l'exécution des travaux à faire ou à l'interprétation du présent contrat, l'opinion de l'architecte ou son représentant fera loi, et sa décision sera finale et sans appel.

Dans le cas d'inexécution des ouvrages dans les délais ci-dessus mentionnés l'entrepreneur subira une retenue de dix piastres pour chaque jour de retard. Cette retenue pourra être gardée par le Gouvernement jusqu'au parfait achèvement des travaux, ou encore la dite retenue pourra être confisquée au bénéfice du Gouvernement et être ajoutée s'il y a lieu, au dépôt de garantie fait par l'entrepreneur avec sa soumission de prix le tout jusqu'au règlement final de toutes réclamations en dommages de la part du Gouvernement.

Si l'Entrepreneur négligeait ou refusait de poursuivre l'exécution des dits travaux avec diligence, le Gouvernement aura droit de les lui enlever et de les faire terminer aux dépens de l'entrepreneur, et le Gouvernement

aura, dans ce cas, le droit de recouvrer, par toutes voies légales, du dit Entrepreneur, tout surcroît de dépenses ainsi occasionnées.

Durant l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de payer à toutes personnes à son emploi, pour l'exécution des dits travaux, des salaires et des gages raisonnables, et de se conformer en tous points à la résolution concernant les salaires des ouvriers adoptée par l'Assemblée Législative au cours de la session de 1908

A cet acte aussi comparait Monsieur Alphonse Gagnon, en sa qualité de Secrétaire du Département des Travaux Publics et du Travail, qui a contresigné le dit contrat, tel que voulu par la loi.

Fait et passé à Québec, les jour, mois et an susmentionnés sous le numéro deux cent quarante-six des minutes du Notaire soussigné. Et les parties ont signé avec et en la présence du Notaire, lecture faite.

(Signé) E. CARON,
L.-A. TASCHEREAU,
ALPH. GAGNON,
LIONEL CANNON, N.P.,

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signature du notaire) LIONEL CANNON.

APPENDICE No 2

Acte de cession par le gouvernement de cette province de parcelle de terrain formant partie du domaine de Spencer Wood, aux commissaires du chemin de fer Transcontinental.

L'an mil neuf cent treize, le vingt-cinquième jour du mois d'Octobre.

Devant M. Octave Roy, Notaire public, pratiquant à Québec, sous-signé,

Ont comparu:

Le Gouvernement de la province de Québec, ici représenté par l'honorable Alexandre Taschereau, Ministre des Travaux publics et Alphonse Gagnon, secrétaire du Département, tous deux de Québec, agissant aux présentes pour et au nom du Département des Travaux publics de la province de Québec, et dûment autorisés pour les fins des présentes.

Partie de la première part:

Et les Commissaires du chemin de fer Transcontinental, corps politique ayant son siège social à Ottawa et ici représentés par leur président, M. Reuben-W. Leonard, dûment autorisé pour les présentes.

Partie de la seconde part.

Attendu que la partie de la seconde part a besoin pour les fins du chemin de fer Transcontinental d'une certaine partie de terrain qui est ci-après désignée;

Attendu que, sur la dite partie de terrain il y a actuellement un kiosque de construit;

Attendu que les parties en sont venues à une entente par laquelle il a été convenu que la partie de la Première Part cède à la partie de la Seconde Part le dit terrain et que la partie de la Seconde Part devait payer à la partie de la première Part une somme de mille quatre cents piastres (\$1,400.00) comme compensation pour l'enlèvement du kiosque existant sur le dit terrain et la reconstruction d'un autre kiosque sur le terrain de la partie de la Première Part.

C'est pourquoi, la partie de la Première Part cède avec garanties de droit, à la partie de la Seconde Part acceptant l'immeuble suivant savoir:

Un lopin de terre situé dans la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, dans le comté de Québec, étant le No. soixante-treize (73) sur le plan et livre de renvoi du chemin de fer Transcontinental, faisant partie du lot du cadastre No 207 deux cent sept de la dite paroisse de St-Colomb-de-Sillery et contenant vingt-trois centièmes (0.23) d'acre en superficie, plus ou moins, décrit comme suit:

Toute la partie du lot No. 207 de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, s'étendant depuis une ligne parallèle à la ligne du centre du dit chemin de fer, située à cent soixante (160) pieds au nord-ouest de la dite ligne du centre jusqu'à la cime du cap.

Le dit lopin de terre est borné comme suit:—à l'est par les Nos. (243, 244, 245, 246) deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery; au sud, par les Nos. (248, 249 et 250) deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, et deux cent cinquante de la dite paroisse de St-Colomb de Sillery; au nord-ouest par le restant du dit lot No. 207, appartenant au Gouvernement Provincial.

De plus, la partie de Seconde Part ayant payé ce jour à la partie de Première Part la dite somme de \$1,400.00, la partie de la Première Part s'engage à démolir et enlever le kiosque sur le terrain sus-décrit et en reconstruire un autre ailleurs sans autre indemnité ou compensation, soit pour le dit terrain ou soit pour l'enlèvement ou la reconstruction du dit kiosque.

Dont acte fait et passé à Québec sous le numéro notarié six mille six cent quarante-sept des minutes du Notaire soussigné.

En foi de quoi, les comparants ont signé avec moi, dit Notaire, lecture faite.

(Signé) R.-W. LEONARD,

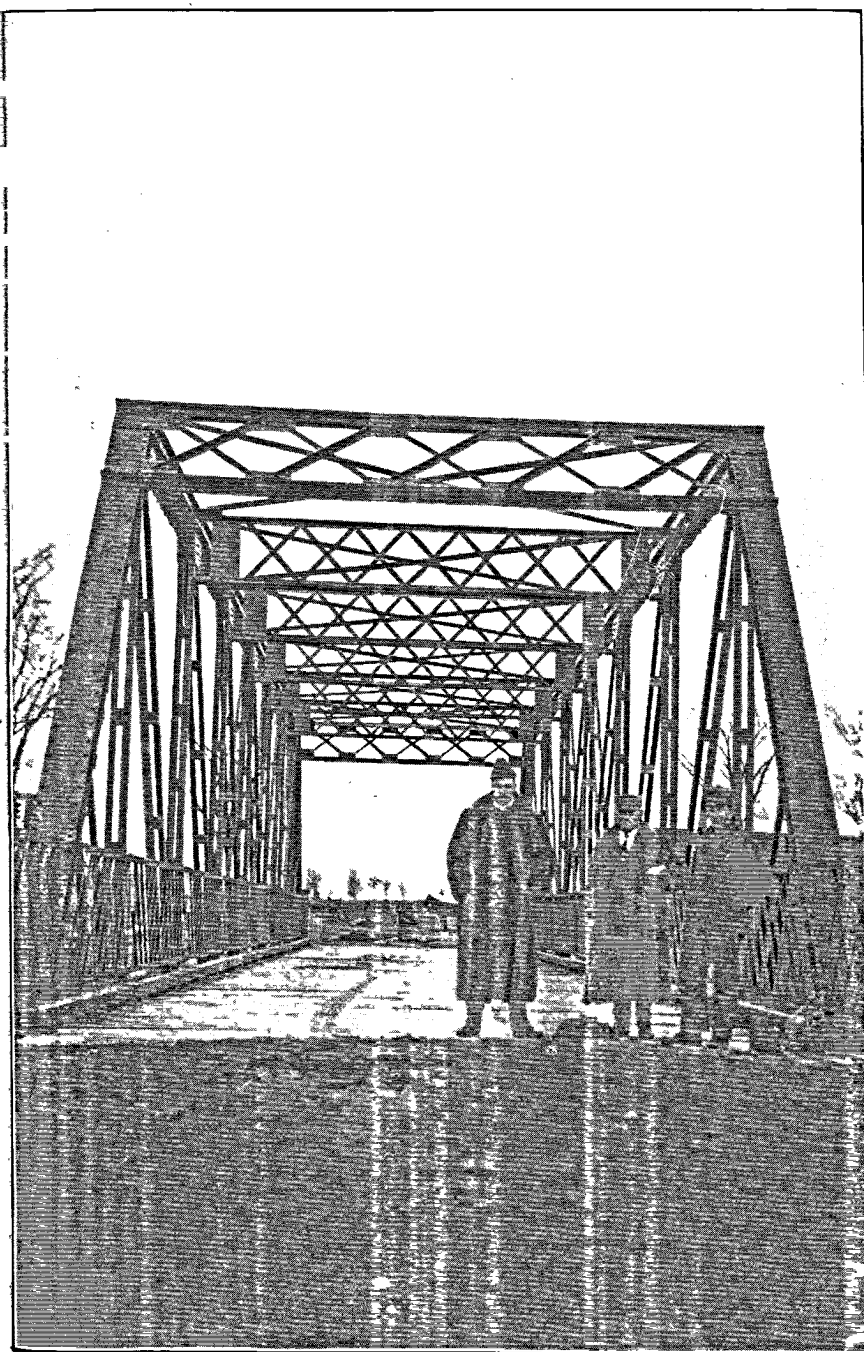
“ L.-A. TASCHEREAU,

“ ALPH. GAGNON,
Sec. T. p. & T.

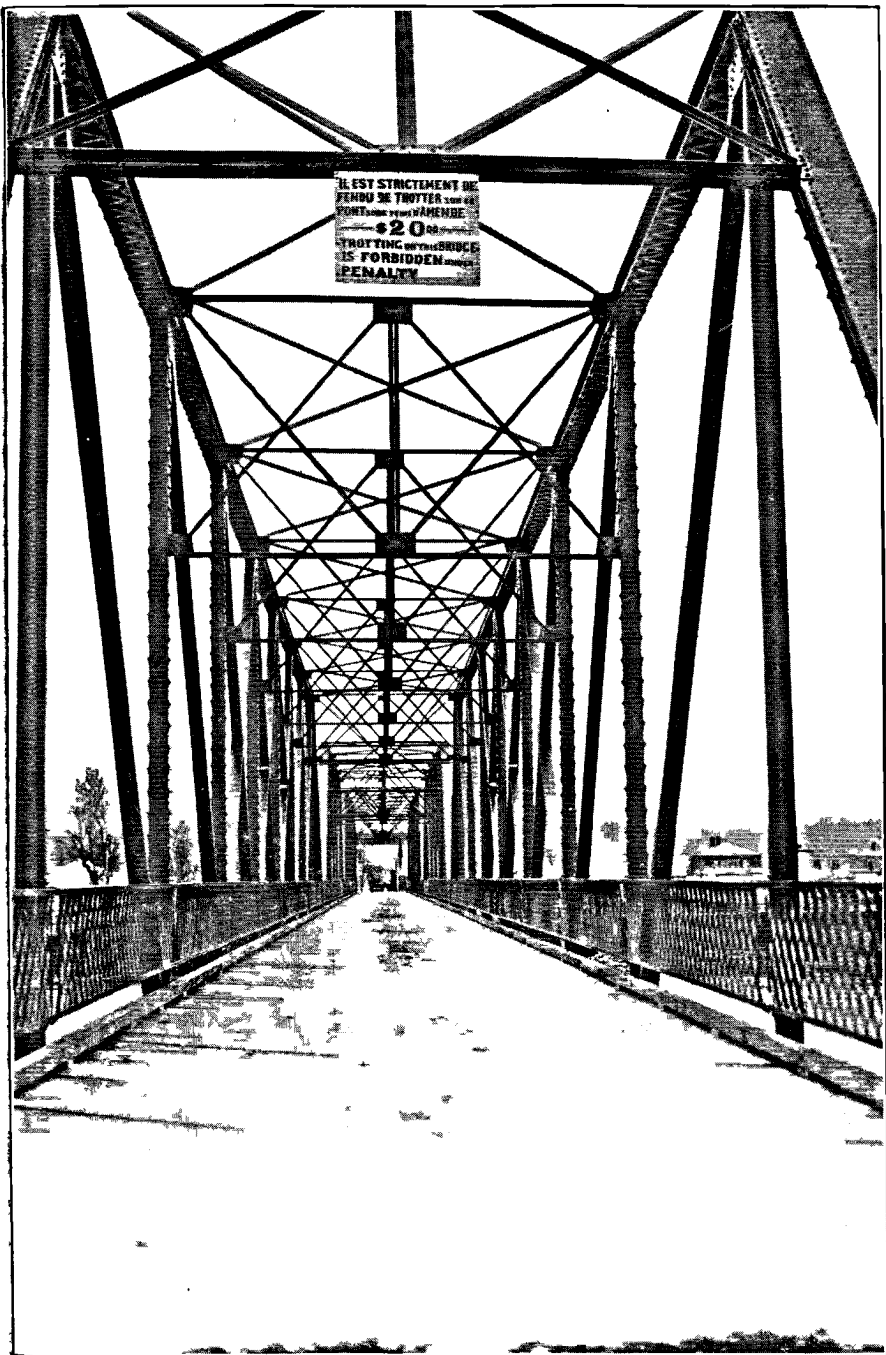
“ H.-OCTAVE ROY, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

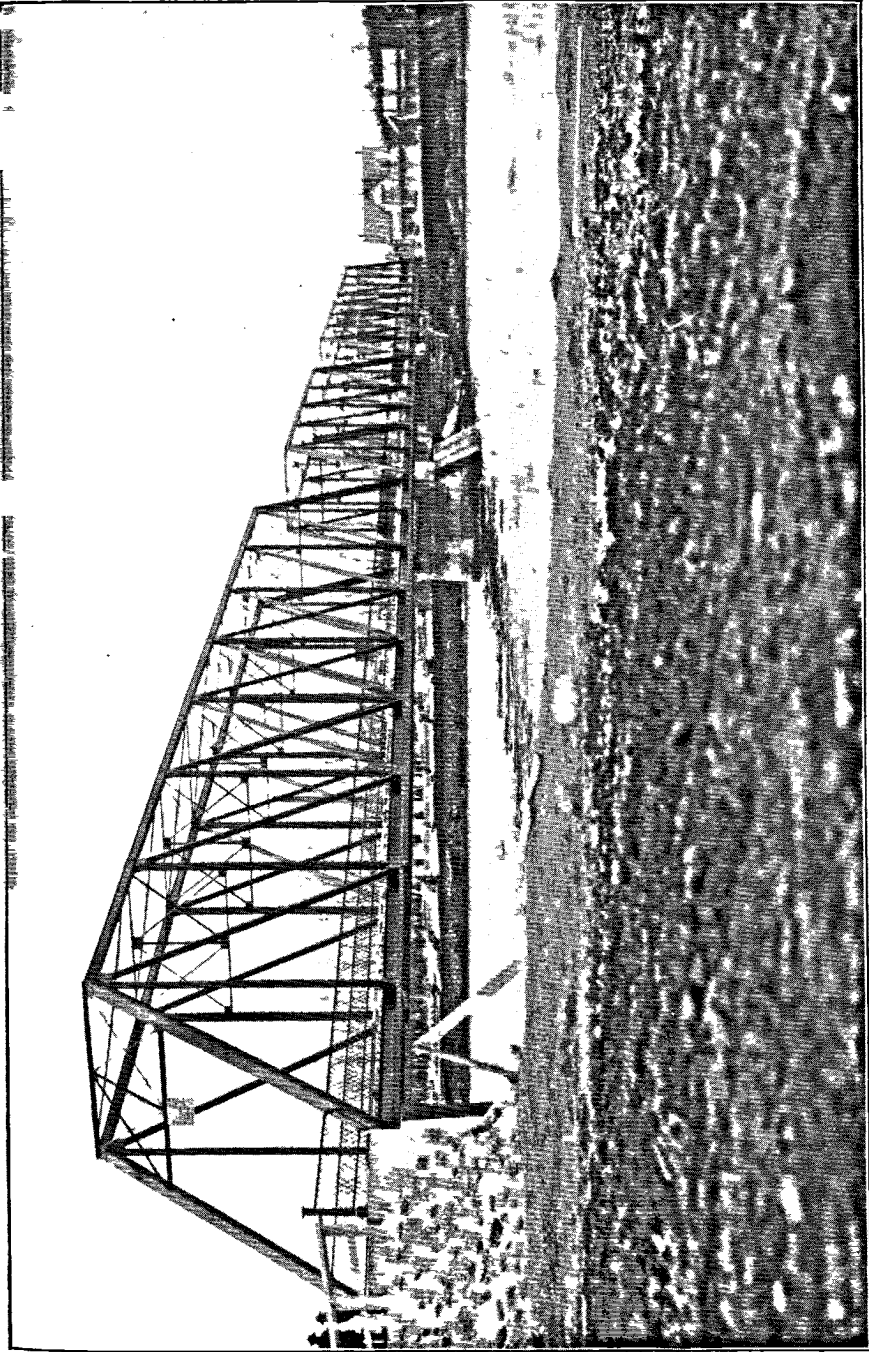
(Signature du notaire) H.-OCTAVE ROY.



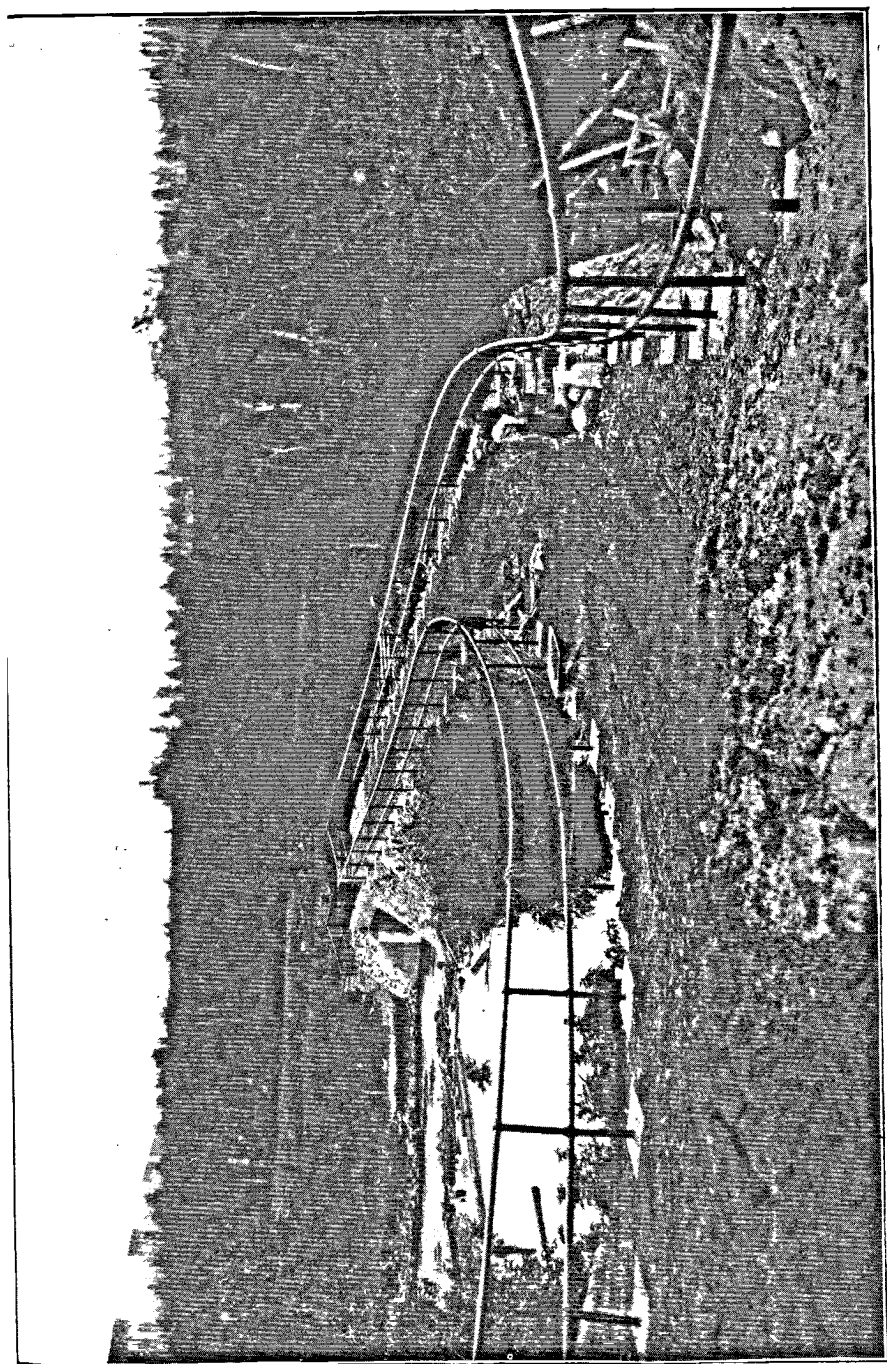
Pont sur rivière Blanche, à Saint-André-d'Acton, comté de Bagot.
Pont McDonald (Travée libre 110 pieds)



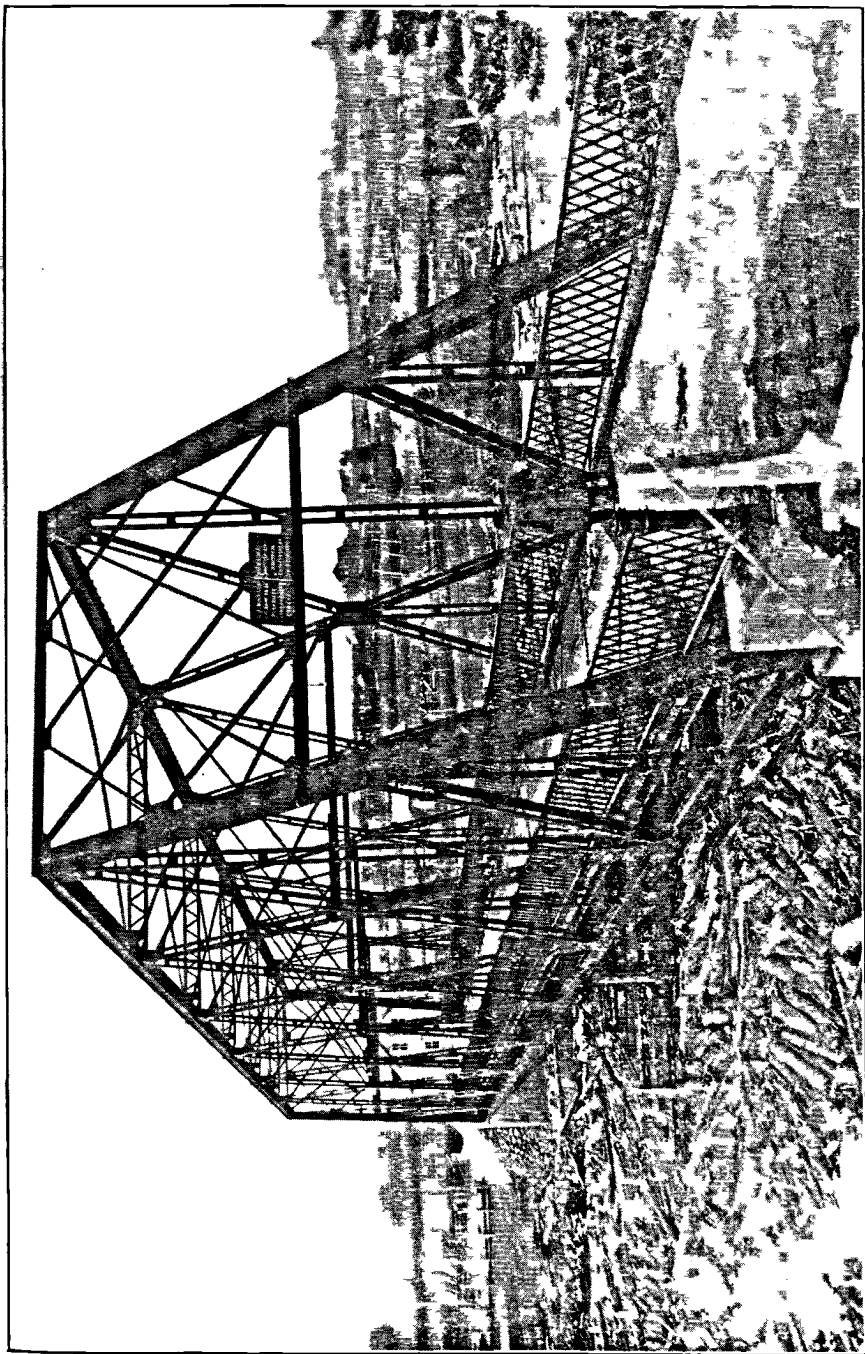
Pont sur rivière Chaudière, à Saint-Maxime-de-Scott, comté de Dorchester
(3 travées 1-225', 1-214', 1-139 pieds)



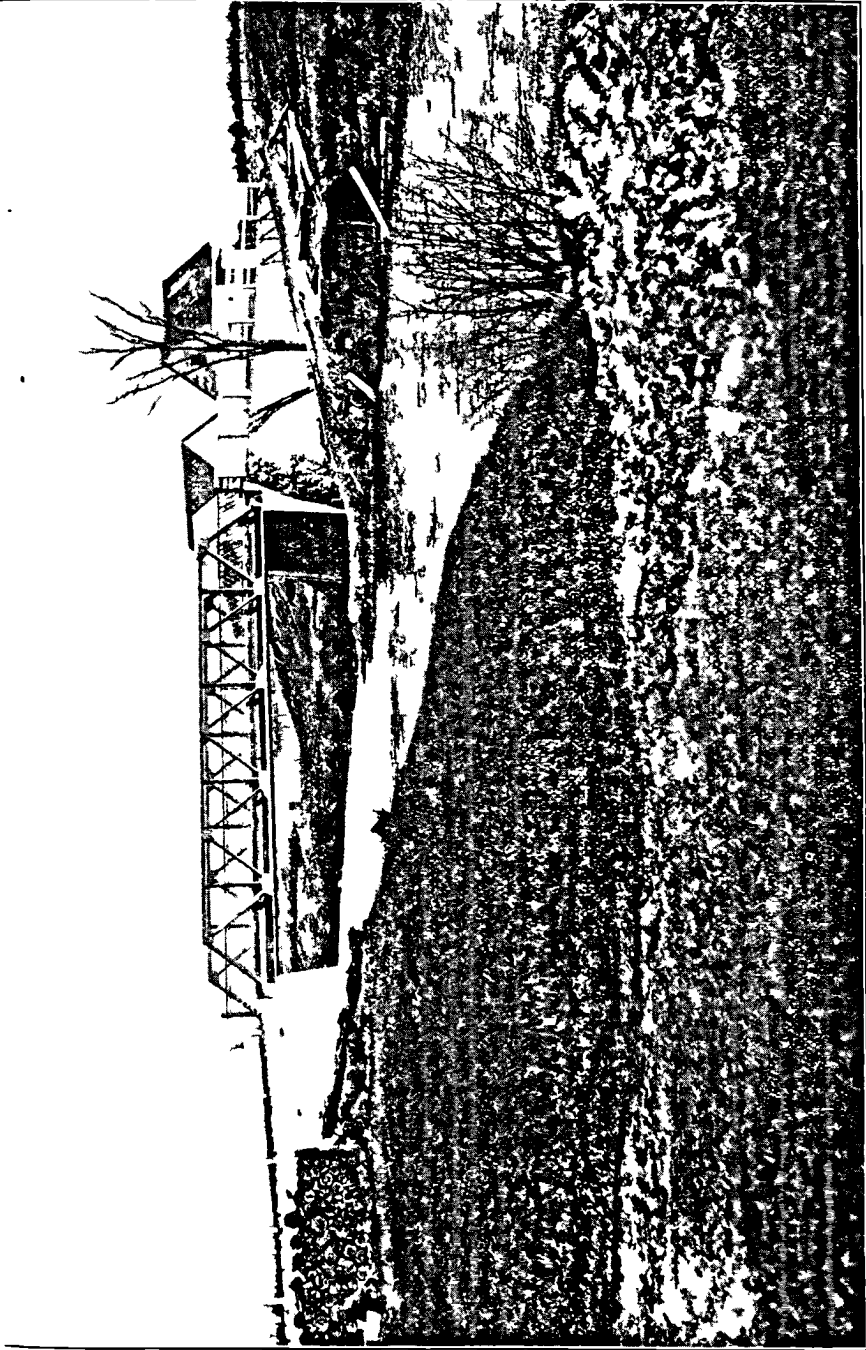
Pont sur rivière Chaudière, à Saint-Maxime-de-Scott, comté de Dorchester
(3 travées libres 1-225', 1-214', 1-139 pieds)



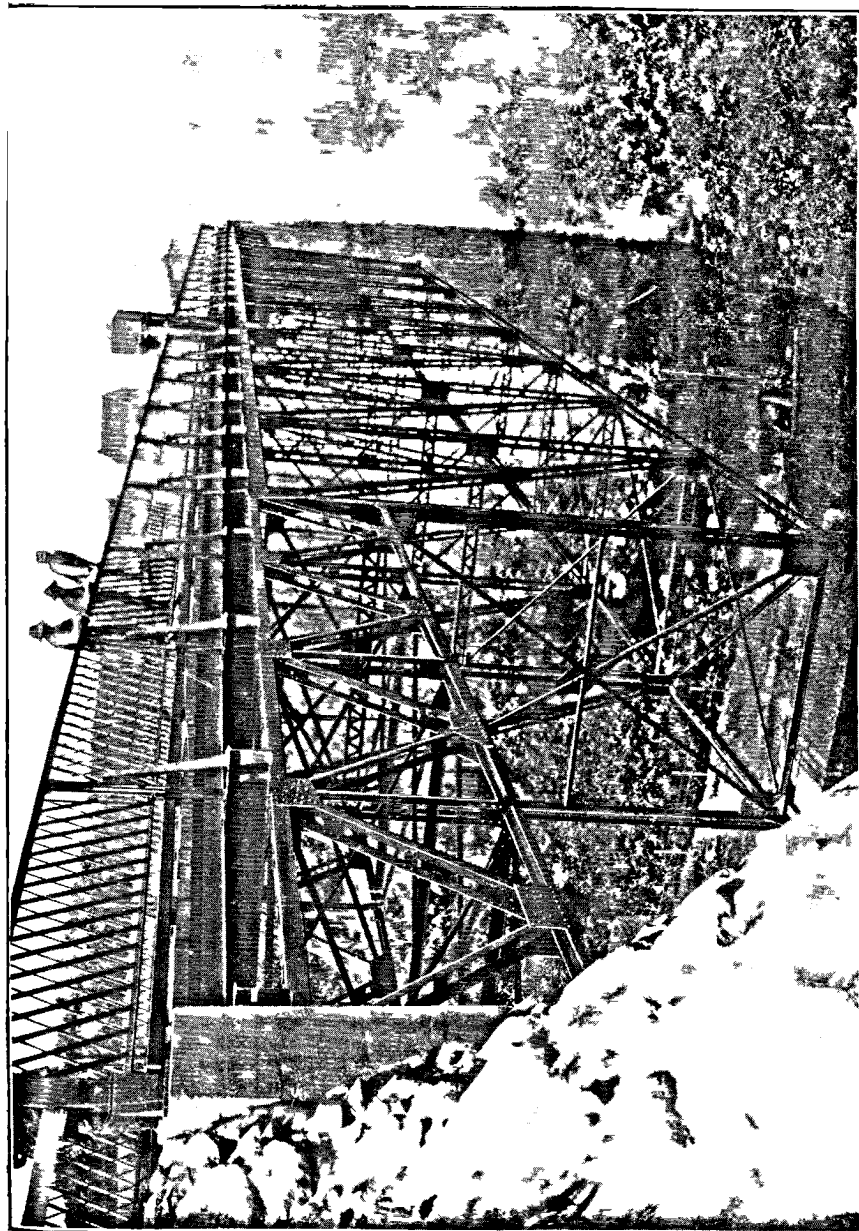
Pont sur rivière Aux-Pins, Saint-Gabriel-Quest, comté de Québec
(1 travée libre de 28 pieds)



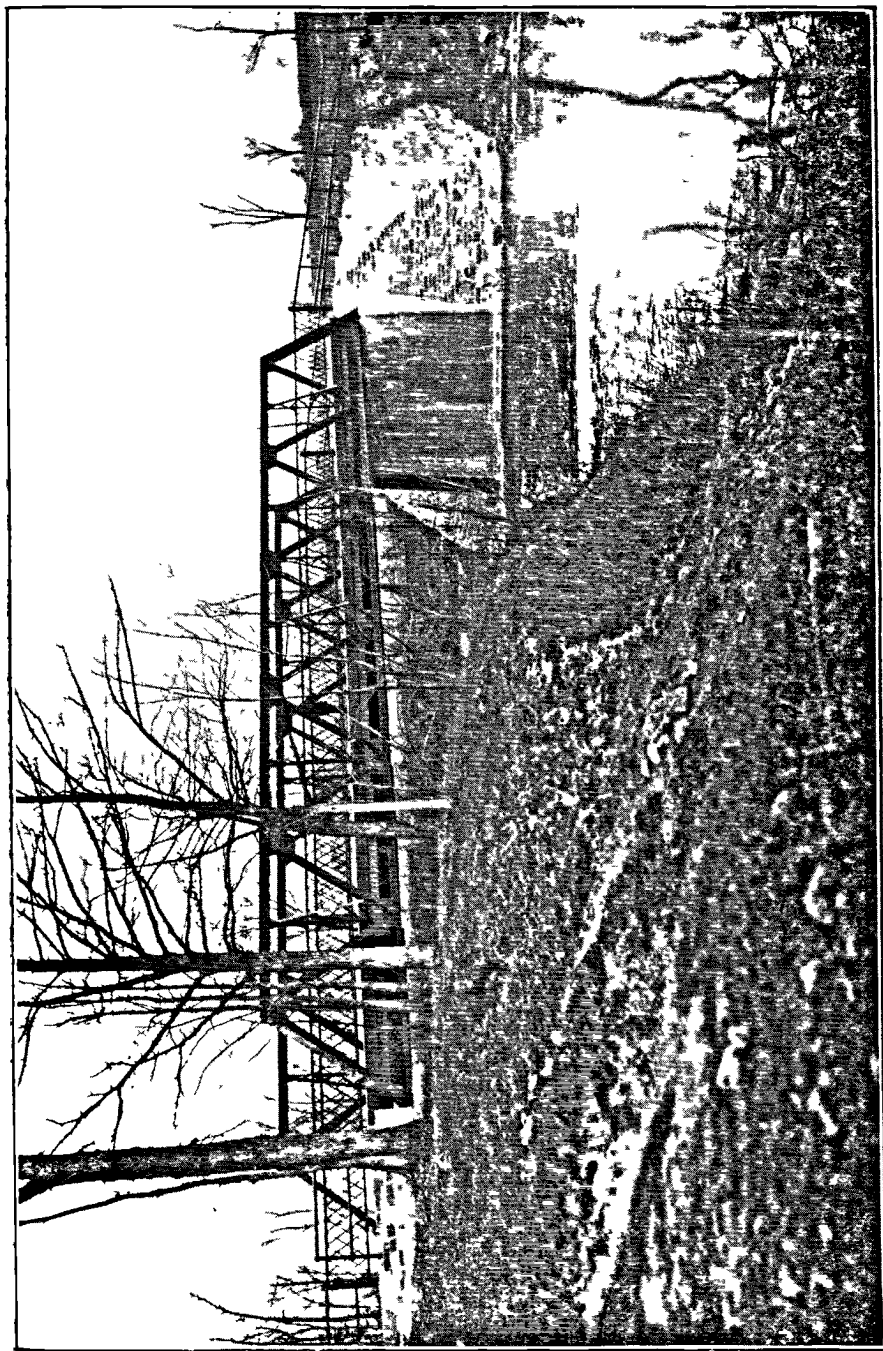
Pont sur rivière Métis, à Price, comté de Matane
(Travée libre de 250 pieds)



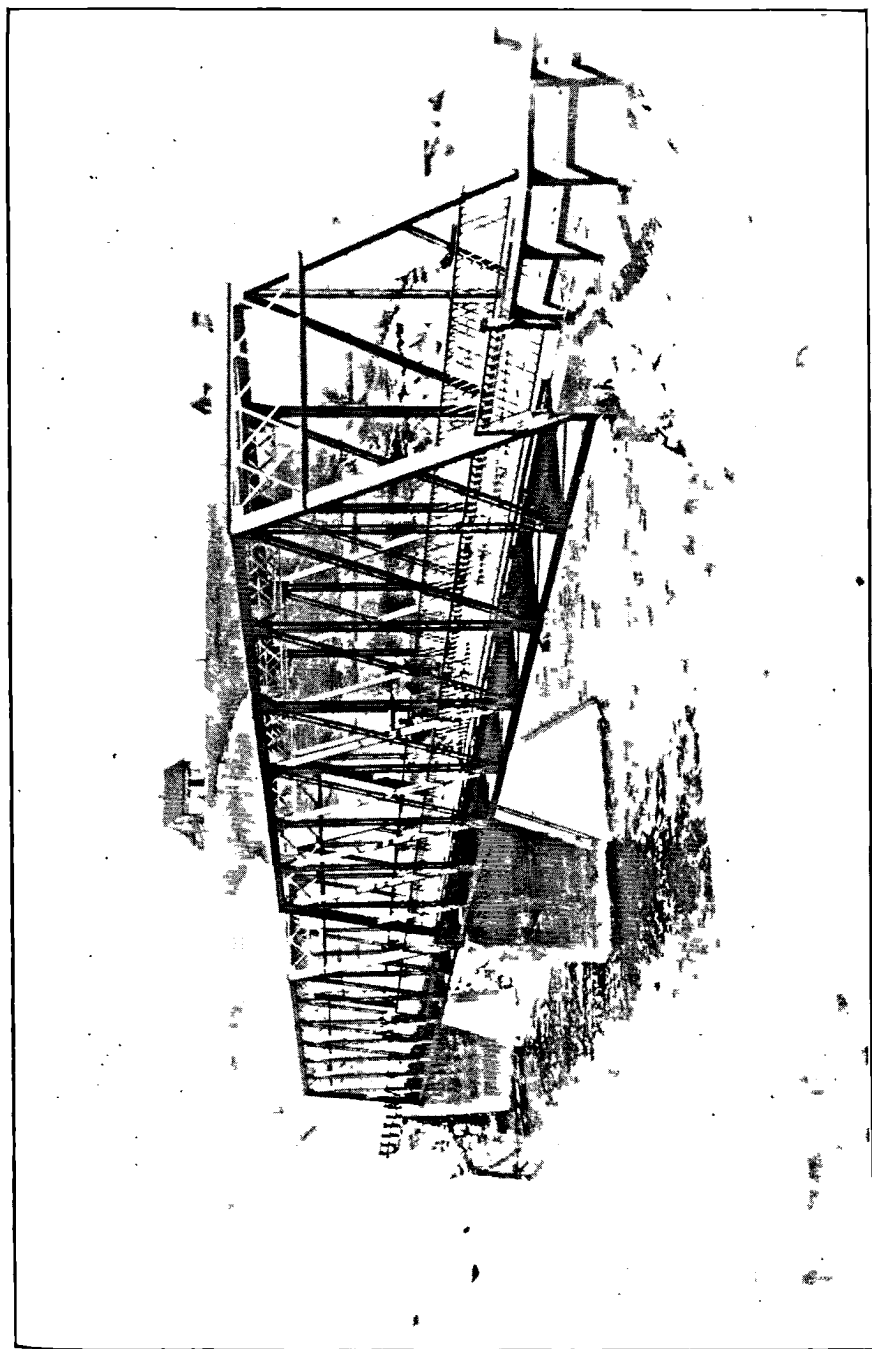
Pont sur la rivière Moose, au 4e rang, Saint-André-d'Acton, comté de Bagot
(Travée libre de 75 pieds)



Pont Lizotte, sur rivière du Chêne, à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière
(3 travées 1-200'; 2 de 56 pieds)



Pont sur rivière Rigaud, à Sainte-Madeleine-de-Rigaud, comté de Vaudreuil
(Travée libre 85 pieds)



Pont sur rivière Nicolet, la La-Visitation, comté de Yamaska
(2 travées libres de 130 pieds)

TABLE DES MATIÈRES

Lettre du ministre des Travaux publics et du Travail à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.	V
I— <i>Edifices publics</i> —Rapport de l'ingénieur-directeur des travaux publics	1
II— <i>Recettes et dépenses</i> —Rapport du comptable du département. ...	15
III— <i>Assurances</i> du gouvernement contre les incendies. Divisions de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke.	18
IV— <i>Chemins de fer</i> —Rapport de l'ingénieur-directeur des chemins de fer	22
V— <i>Les différends industriels</i> —Rapport du greffier des Conseils de conciliation et d'arbitrage	58
VI— <i>Inspection des établissements industriels et des édifices publics</i> —Organisation.....	68
Rapport de M. Guyon	69
Rapport de M. Monday	80
Rapport de M. Deslauriers	82
Rapport de M. Louis-O. Guyon	83
Rapport de Madame King	86
Rapport de Mlle Clémentine Clément	88
Rapport de M. Jobin	90
Rapport de M. Sam Desrochers	95
Rapport de Madame A.-D. Lemieux	96
Rapport de M. Gooley	98
Rapport de M. Robert	106
Rapport de M. Mitchell	108
VII— <i>Bureaux de placement provinciaux</i>	109
VIII— <i>Construction des ponts métalliques</i>	129
IX— <i>Abolition des chemins à barrières et des ponts de péages</i>	137
X— <i>Incendies</i> —Rapport du Commissaire.....	138
Appendice N° 1—Palais de Justice et Prison de Hull—Contrat intervenu entre le gouvernement et l'entrepreneur M. Eucher Caron, pour la construction d'une annexe au dit édifice....	140
Appendice N° 2—Acte de cession par le gouvernement de cette province de parcelle de terrain formant partie du domaine de Spencer Wood, aux commissaires du chemin de fer Transcontinental	143

